

**CHINE JOURNAL DE MON  
CONFINEMENT À XI'AN**



**BURKINA FASO — UN COUP D'ÉTAT  
PRÉVISIBLE BRÉSIL — CES CITOYENS  
QUI N'EXISTENT PAS**



**Courrier  
international**

N° 1630 du 27 janvier  
au 2 février 2022  
[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)  
France : 4,50 €

Afrique CFA 3400 F.CFA, Algérie  
520 DA, Allemagne 5,40 €, Andorre  
5,00 €, Canada 7,75 \$CAN, DAN  
5,00 €, Espagne 5,20 €, Grande-  
Bretagne 4,60 €, Grèce 5,20 €, Italie  
5,20 €, Japon 650 ¥, Maroc 4 DH,  
Pays-Bas 5,20 €, Portugal Cont.  
5,20 €, S. 5,20 €, Suisse 6,70 CHF, TOM  
850XPF, Tunisie 7,20 DT.

# DANS LA TÊTE DE VLADIMIR POUTINE

*De l'Ukraine au Kazakhstan,  
le président russe cherche  
à maintenir la sphère  
d'influence de Moscou sur  
les pays de l'ex-URSS.  
À quel prix ?*



M 03183 - 1630 - F: 4,50 €



# NOUVELLE GAMME JEEP® 4xe HYBRIDE RECHARGEABLE

## PLUS LIBRE QUE JAMAIS



Jeep® déploie ses motorisations 4xe hybrides rechargeables sur toute sa gamme : Renegade, Compass et maintenant Wrangler. Cette nouvelle technologie vous permet de rouler au quotidien en tout électrique et en mode hybride lors de vos longs déplacements privés et professionnels. À l'heure où Jeep® se réinvente, soyez plus libre que jamais.

### À DÉCOUVRIR CHEZ VOTRE DISTRIBUTEUR JEEP® OU SUR JEEP.FR

**Renegade MY22 4xe hybride rechargeable** : consommations mixtes combinées de carburant (l/100 km) : 2,1-1,8 ; consommations d'énergie électrique (kWh/100 km) : 16,6-15,5 ; émissions de CO<sub>2</sub> valeur combinée pondérée (g/km) : 47-41 ; autonomie en mode électrique en ville (km) : 56-52. **Compass MY22 4xe hybride rechargeable** : consommations mixtes combinées de carburant (l/100 km) : 2,1-1,8 ; consommations d'énergie électrique (kWh/100 km) : 16,8-16,1 ; émissions de CO<sub>2</sub> valeur combinée pondérée (g/km) : 48-44 ; autonomie en mode électrique en ville (km) : 54-51. **Wrangler MY22 4xe hybride rechargeable** : consommations mixtes combinées de carburant (l/100 km) : 4,1-3,5 ; consommations d'énergie électrique (kWh/100 km) : 26,9-29,1 ; émissions de CO<sub>2</sub> combinées pondérées (g/km) : 94-79 ; autonomie en mode électrique en ville (km) : 53-45. Valeurs mesurées selon la procédure WLTP (Règlement (UE) 2018/1832), mises à jour le 13/05/2021 ; les dernières valeurs à jour seront disponibles auprès de votre Distributeur Agréé. Les valeurs de consommations et d'émissions de CO<sub>2</sub> sont communiquées à des fins de comparaison, les valeurs communiquées peuvent ne pas refléter les valeurs réelles. **There's only one = Seule Jeep®, est unique.**

**Jeep®**  
THERE'S ONLY ONE



**LES CHOIX DE "COURRIER"**

CLAIRE CARRARD

## Dans la tête de Poutine

p.28

Parfois, l'actualité nous rattrape. Comme cette semaine, où la construction de l'hebdomadaire aura été particulièrement complexe. Il y a d'abord le Burkina Faso, sur lequel nous avons choisi de traduire un reportage du site **The New Humanitarian**. L'auteur y raconte comment, devant l'insécurité croissante et l'incapacité des États à assurer un semblant de paix, certaines communautés ont choisi, au Burkina Faso et au Mali, de dialoguer avec les groupes armés. Or, le 23 janvier, des mutineries ont éclaté à Ouagadougou et, le lendemain, l'armée a officialisé sa prise de pouvoir ; le président Kaboré aurait été mis aux arrêts.

"C'était donc un coup d'État !" écrit le quotidien **Wakat Séra**. Au cœur de la grogne des militaires : le manque de moyens accordés à la lutte contre le terrorisme. En novembre, 49 gendarmes avaient été tués à Inata (Nord). Le massacre de trop. On attend de voir quelle sera la réponse des nouveaux hommes forts du pays à la menace djihadiste. Et c'est pourquoi nous avons publié malgré tout le reportage du **New Humanitarian**. Parce qu'il apporte un éclairage inhabituel. Le dialogue est-il une option tenable ? La question se pose et continuera de se poser. L'autre actualité majeure cette semaine concerne la Russie et l'Ukraine. Là aussi, à l'heure où nous bouclons ces pages (mardi à 17 heures), il est difficile de voir comment la situation va évoluer, même si la diplomatie semble avoir repris ses droits. "Kiev attise la paix", titrait ainsi **Kommersant** ce 25 janvier après l'annonce de la tenue d'une rencontre, prévue le lendemain à Paris, entre des conseillers

représentant la France, l'Allemagne, la Russie et l'Ukraine. "La menace d'un conflit à grande échelle est reportée", estimait le quotidien russe. Est-ce aussi simple ? Pas si sûr, compte tenu du niveau de tension autour de l'Ukraine et de la guerre d'influence dans l'espace postsoviétique, trente ans après la chute de l'ex-URSS. En massant 100000 hommes à la frontière de l'Ukraine, en posant un ultimatum quasi impossible à accepter pour les Américains à Genève – l'Otan est sommée de s'engager à ne plus s'étendre vers l'est et à retirer ses contingents des pays frontaliers de la Russie –, Vladimir Poutine a choisi la manière forte. Sans doute parce qu'il savait que l'Occident réagirait en ordre dispersé, au vu de la dépendance énergétique de l'Europe (et de l'Allemagne en particulier) au gaz russe. Mais il ne s'agit pas que de ça. "Les diplomates occidentaux considèrent [Poutine] depuis ces dix dernières années comme un primitif, vestige d'un passé révolu", écrit un

chroniqueur du **Wall Street Journal**. Une erreur, selon lui. Le président russe est tout sauf cela, comme l'explique Harald Malmgren dans un article passionnant publié sur le site britannique **UnHerd**. L'ancien conseiller des présidents Kennedy et Nixon raconte sa rencontre, dans les années 1990, avec Vladimir Poutine et, à le lire, on comprend beaucoup mieux ce qui anime aujourd'hui le président russe. "En Russie, lui aurait dit Poutine à l'époque, si un litige porte sur une forte somme d'argent ou un bien important, les deux parties vont envoyer des représentants qui se retrouvent pour dîner. Toutes les personnes présentes sont armées. Face à la possibilité d'un résultat fatal, sanglant, les deux parties trouvent toujours une solution mutuellement acceptable. La peur est le catalyseur du bon sens." Harald Malmgren y voit une métaphore de la situation actuelle : "Cet argument, [Poutine] s'en est servi dans le contexte de crises entre nations souveraines. Quand on ne parvient pas à un accord, la

solution passe souvent par la peur de ripostes disproportionnées." Un article à lire absolument. La désescalade avec les Américains – si besoin par la force –, c'est ce que cherche la Russie en cette année 2022, avance l'hebdomadaire **Expert**. Confronté à la menace de l'Otan, Poutine veut d'abord préserver sa sphère d'influence dans les pays de l'ex-URSS, explique **Kommersant**. "Poutine a reconstruit l'Union soviétique sous l'œil d'un Occident incapable et distrait. [...] Ce qu'il veut, c'est l'hégémonie, pas l'uniformité", confirme le **Wall Street Journal**. On l'a vu au Kazakhstan, récemment, où Moscou est intervenu pour mettre fin aux émeutes, et ce dans le cadre des accords de l'Organisation du traité de sécurité collective, avant de retirer ses troupes. Plus que jamais, Vladimir Poutine est sur tous les fronts.

**En couverture :**  
Dessin de **Rafael Ricoy**, Espagne, pour **Courrier international**.  
Chine : photo Stringer/AFP



## Sommaire

**SAHEL** p.12

### Dialoguer avec les djihadistes

Des communautés locales, au Burkina Faso et au Mali, ont choisi de négocier avec les groupes terroristes. Un reportage réalisé par **The New Humanitarian** avant le coup d'État au Burkina Faso.

**FINANCE** p.38

### À l'école des cryptomonnaies

Le bitcoin et ses promesses fascinent les élèves de cette enseignante et chroniqueuse du **Financial Times**. Il y a urgence, selon elle, à revoir les leçons d'économie pour transmettre la valeur de l'argent.

**DOCUMENT** p.42

### JOURNAL DE MON CONFINEMENT À XI'AN



Le 22 décembre, 13 millions de personnes ont été confinées dans la métropole chinoise. Appliquée sans préavis et de façon stricte, la mesure a bouleversé la vie des habitants. Une journaliste témoigne.

**360°**

**LES SOURCES**



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- Asahi Shimbun** Tokyo, quotidien.
- The Economist** Londres, hebdomadaire.
- Etemaad** Téhéran, quotidien.
- Expert** Moscou, hebdomadaire.
- Gandhara** (gandhara.rferl.org) Kaboul, en ligne.
- Financial Times** Londres, quotidien.
- Historia y Vida** Barcelone, mensuel.
- Independent Persian** (independentpersian.com) New York, en ligne.
- Kommersant** Moscou, quotidien.
- Mandiner** (mandiner.hu) Budapest, en ligne.
- The New Humanitarian** (thenewhumanitarian.org) Genève, en ligne.
- New Scientist** Londres, hebdomadaire.
- El País Brasil** (brasil.elpais.com) São Paulo, en ligne.
- Le Pays** Ouagadougou, quotidien.
- Politiken** Copenhague, quotidien.
- The Straits Times** Singapour, quotidien.
- Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien.
- UnHerd** (unherd.com) Londres, en ligne.
- The Wall Street Journal** New York, quotidien.
- The Washington Post** Washington, quotidien.
- Weixin (WeChat)** (weixin.qq.com) Shenzhen, en ligne.
- Zhongguo Wang** (china.com.cn) Pékin, en ligne.

GARY WATERS, ROYAUME-UNI/IKON IMAGES



**BRÉSIL** p.18

### Ces citoyens qui n'existent pas

Trois millions de Brésiliens sont des "invisibles". Ils n'ont ni acte de naissance ni carte d'identité, et donc aucun accès aux systèmes de santé ou d'éducation. Un reportage d'**El País Brasil**.



## SOMMAIRE

## 7 jours dans le monde

**6. Burkina Faso.** Un coup d'État si prévisible

**10. Controverse.** Le Danemark peut-il "délocaliser" certains prisonniers au Kosovo ?

## D'un continent à l'autre

**12. Sahel.** Ceux qui ont choisi de parler aux djihadistes

**16. Arabie Saoudite.**

Des réformes qui ne passent pas

**18. Brésil.** Ces citoyens invisibles

**20. États-Unis.** Prédire les émeutes avec les algorithmes

**22. Birmanie.** Un an après

le coup d'État, le bourbier

**23. Afghanistan.** Dans une école clandestine pour filles

**24. Hongrie.** L'encombrant candidat anti-Orbán

**26. Politique.** La France fantasmée de la droite

## À la une

**28.** Dans la tête de Vladimir

Poutine

## Transversales

**38. Économie.** À l'école

des cryptomonnaies

**40. Sciences.** Rire, c'est essentiel

**41. Signaux.** Poids plume

**360°**

**42. Document.** Journal

de mon confinement à Xi'an

**46. Culture.** L'avenir des mangakas se dessine sur Internet

**48. Plein écran.** Jouer

avec les identités, c'est gagner

**50. Histoire.** La porcelaine,

le secret le mieux gardé de Chine

Crédit oublié : pages 38-39 :

dessin de **Bill Butcher** paru dans **The Financial Times, Londres.**



## SUR NOTRE SITE

## À suivre. La situation en Ukraine

Les discussions qui devaient se dérouler le 26 janvier ont-elles permis de relâcher la pression pesant sur Kiev? Vladimir Poutine est-il prêt à faire des concessions? Dans la foulée de notre dossier de cette semaine, suivez les développements de ce suspense diplomatique et militaire vus par la presse étrangère.

## Série. "Exterminez toutes ces brutes" : une œuvre colossale sur la suprématie blanche

Dans cette série documentaire à découvrir sur Arte le 1<sup>er</sup> février, le cinéaste haïtien Raoul Peck retrace, d'un point de vue non occidental, l'histoire du colonialisme et de l'esclavagisme. Une saisissante réflexion sur la nature de la vérité, applaudie par la presse américaine.

## Rendez-vous. "Modern Love" : quand l'amour se dit avec les mains

Chaque semaine, la chronique phénomène du *New York Times*, traduite en français par *Courrier international*. Ce dimanche, le beau témoignage d'un homme gay et sourd, qui n'a pas fini de croire aux signes de l'amour.

**L'horoscope de Rob Brezsný** Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

## NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Droits LGBTQI, nouveaux féminismes, fluidité... Les débats dans la presse étrangère

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX LE 31 JANVIER



Courrier international

## Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*  
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

## Je m'abonne pour :

**1 AN** (52 numéros) au prix de **119 €** au lieu de ~~218,80 €~~\* RCO22BAO001

**1 AN** (52 numéros) + **6 hors-séries** au prix de **149 €** au lieu de ~~269,80 €~~\*

Monsieur  Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :

<https://abo.courrierinternational.com/ours2021>

ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

\* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : [boutique.courrierinternational.com/cgv-co](http://boutique.courrierinternational.com/cgv-co)

En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

## Courrier international

## Avantages abonnés :

**Rendez-vous sur [courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)**

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier

## Votre abonnement à l'étranger :

**Belgique :**

(32) 2 744 44 33 - [abonnements@saipm.com](mailto:abonnements@saipm.com)

**USA-Canada :**

(1) 800 363 1310 - [expressmag@expressmag.com](mailto:expressmag@expressmag.com)

**Suisse :**

(41) 022 860 84 01 - [abonne@edigroup.ch](mailto:abonne@edigroup.ch)

## Courrier international

Édité par *Courrier international* SA, société anonyme avec

directoire et conseil de surveillance au capital de 106.400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Janvier 2022. Commission paritaire n° 0722C82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46

16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web

[www.courrierinternational.com](http://www.courrierinternational.com) Courriel [lecteurs@courrierinternational.com](mailto:lecteurs@courrierinternational.com)

Directrice de la rédaction Claire Carrard (1658) Rédactrice en chef Virginie Lepetit

(1612) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web),

Matthieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique

Sophie-Anne Delhomme (1631), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport (1698), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (1730) 7 JOURS DANS

LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 1748) EUROPE Gerry Feehily (chef de

service, 1695), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe,

1636), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 1604), Carole

Lyon (Belgique, 1736), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 1974), Beniamino Morante

(Italie, 1972), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholtz (Espagne), Vincent Barros

(Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie),

Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Béranger Dominici

(Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie,

Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian

(Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lorehntz (chef

de rubrique, 1693) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord,

1614), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 1657), Morgann

Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE

Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 1639), Christine Chaumeau

(Asie du Sud-Est, 1624), Zhang Zhulin (Chine, 1747), Carole Dieterich (Asie du Sud),

Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) MOYEN-ORIENT Bachir

El-Khoury (chef de service), Julien Abramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal

Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe

Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent

Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique

australe et Afrique de l'Est) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations,

Économie, 1647), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 1615),

Amick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béteille (chef des informations, 1732),

Hugo Florent (1674), Delphine Veaudor (1676) HISTOIRE Mélanie Lifschitz (1696)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coispelt (chef

d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan

(éditeur web, 1632), Carole Lyon (éditrice web, 1736), Hoda Saïby (éditrice web,

1635), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 1665), Louise Dugeai (développement

web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (1651), Jean-Luc Majouret (1642)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz

(chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe,

anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon

(anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand),

Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois,

anglais), Olivier Ragoas (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol)

RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Isabelle Bryskier, Philippe

Czerepak, Françoise Hérold, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION

Alexandre Errichiello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-

Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 1641), Lidwine

Kervella (1610), Stéphanie Saindon (1653), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE

Alice Andersen (chef de service, 1637), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles

de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (1670) INFOGRAPHIE Catherine Doutey

(1666) INFORMATIQUE Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la

communication, 1737), Jessica Robineau (1608), Alizée Marchal (1738)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de

fabrication, 4535) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Torunn Amiel, Giuseppe Ardiri, Jean-Baptiste Bor,

Anne-Françoise Cochet, Marie-Ange Costantini, Antoine Cuny-Lecallet, Camille

Dalicieux, Marie Doudal, Jeanne Fourneau, Valentine Morizot, Isabelle Taudière,

Marie-Laure Theodule, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75077 Paris

Cedex 13, tél. : 0157282000 Présidente Laurence Bonicalzi Bridier, Directrice

généraliste adjointe, Marketing & Études Elisabeth Cialdella ([elizabeth.cialdella@mpublicite.fr](mailto:elizabeth.cialdella@mpublicite.fr), 3968),

Directeur délégué, directeur de Marque Currier international

David Eskenazy ([david.eskenazy@mpublicite.fr](mailto:david.eskenazy@mpublicite.fr), 3863) Directeur délégué Activités

programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel ([sebastien.noel@mpublicite.fr](mailto:sebastien.noel@mpublicite.fr), 3700) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (françois.

[deren@mpublicite.fr](mailto:deren@mpublicite.fr), 3021) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steeve

Dablin ([steeve.dablin@mpublicite.fr](mailto:steeve.dablin@mpublicite.fr), 3884)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (1606) Lucie

Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (1652) Comptabilité 0148884551 Directeur

de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude

Responsable commerciale Saveria Colosimo Morin (0157283220) Chef de produits

Valentin Moreau (0157283399) Communication et promotion

Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 1618),

Véronique Lallemand (1691), Véronique Saudemont (1739), Kevin Jolivet (1689),

Martine Prévot (1649), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 0147 Service clients

Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras

Cedex 9 Tél. 03.21.13.04.31 Fax 0157674496 (du lundi au vendredi de 9h à 18h) Courriel

[abo@courrierinternational.com](mailto:abo@courrierinternational.com) Prix de l'abonnement annuel en France métro-

politaine : 119 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com>

Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Origine du papier: Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisations: Pitot - 0,002 kg/tonne de papier. Ouverture imprimée à 100 % avec des encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.



**7,1 millions\* de bonjours**  
**7,1 millions de mercis**  
**7,1 millions de sourires**

Dans nos bureaux de poste, nos espaces professionnels et nos relais partenaires, chacun a pu récupérer ses cadeaux au plus proche de chez lui dans les meilleures conditions.

Les postières et postiers ne remplaceront jamais le Père Noël, mais ils sont heureux de mettre toute leur efficacité à son service.





# Burkina Faso. Un coup d'État si prévisible

Des soldats mutins, avec à leur tête Paul-Henri Sandaogo Damiba, ont écarté le président Kaboré, justifiant leur action par la menace islamiste. Ce coup de force "est loin d'être étonnant", estime ce journal de Ouagadougou.



—Le Pays Ouagadougou

Une mutinerie qui tourne au coup d'État. C'est la situation que vit le Burkina Faso au lendemain du mouvement d'humeur dans quelques casernes de la capitale et de l'intérieur du pays. En effet, dès le matin du 24 janvier, plusieurs sources faisaient état de l'arrestation, par les soldats mutins, du président Kaboré. Avec ce coup de force, c'est une nouvelle période d'interrogations qui s'ouvre pour le Pays des Hommes intègres. La question majeure qui se pose est la suivante : quels lendemains pour le Burkina Faso? Cette question est d'autant plus fondée que ce coup de force intervient au moment où des pays comme le Mali et la Guinée, qui en ont récemment connu, sont dans le collimateur de la communauté internationale, qui continue de maintenir la pression pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel normal.

Soit dit en passant, si ce n'est pas un pied de nez à la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), cela signifie à tout le moins que l'institution sous-régionale est loin de faire peur avec ce coup de force qui intervient au lendemain de lourdes sanctions prises contre le Mali. De quoi s'interroger sérieusement

sur l'avenir de cette institution qui, malgré ses limites et les reproches, semble décidée à jouer son rôle de vigie de la démocratie. Qu'en sera-t-il du Burkina?

Cela dit, au-delà de l'émotion, les Burkinabés attendent d'en connaître davantage sur les tenants et les aboutissants de ce coup de force et les motivations réelles de ses initiateurs. Pour de nombreux Burkinabés, ce coup de force est loin d'être étonnant. Car les conditions semblaient réunies, face à la détérioration continue de la situation sécuritaire et aux nombreuses frustrations exprimées par les populations [lire pages 12 et 13], qui souffrent le martyre au point qu'elles ne savent plus véritablement à quelle armée se vouer.

**Légitimité.** Dans ces conditions, si les mutineries du 23 janvier devaient être la traduction de ces frustrations au sein de la grande muette, on peut comprendre que l'état se soit resserré autour du régime Kaboré. Il faut espérer que la situation n'expose pas le pays à de lourdes sanctions de la communauté internationale, qui pèseraient sur les populations.

Au-delà, c'est le lieu de s'interroger sur les fondements de ces coups d'État récurrents en Afrique. Une situation qui interroge d'autant plus le système électoral


**Vu de Guinée**

## À qui le tour ?

● "Qui aurait cru qu'à la pandémie du coronavirus qui torture la planète depuis deux ans se grefferait, pour l'espace ouest-africain, une épidémie surprise de coups d'État militaires?" se désole **Le Djely** depuis Conakry, en Guinée, où, en septembre 2021, Alpha Condé a été renversé par un coup d'État. Voilà dix ans, poursuit le site d'information, la région apparaissait comme "un îlot de stabilité", où "la soldatesque" ne faisait plus "irruption dans le champ politique". Pourquoi une telle dégradation? Le Djely l'explique par "la décadence éthique" des dirigeants des pays ouest-africains. "Douillettement installés tout en haut de leur trône", ils "n'entendent guère

les cris de douleurs et les plaintes de leurs compatriotes ployant sous le poids de la pauvreté [...]. Rien d'étonnant à ce que partout l'armée veuille exploiter ce fossé entre les dirigeants et les populations."

que, d'Amadou Toumani Touré [président malien renversé par un coup d'État militaire en mars 2012] à Alpha Condé [président guinéen renversé en septembre 2021] en passant par Ibrahim Boubacar Keïta [président malien renversé en août 2020], les pronunciamientos venus mettre fin à des régimes constitutionnels sont intervenus dans des contextes où ces présidents avaient été "confortablement réélus".

Si le jeu électoral est faussé à la base avec tout ce qui se dit comme achats de votes et de consciences, peut-on véritablement s'étonner de la suite? C'est dire s'il est temps, pour les Africains, de tirer leçon des coups d'État en vue de revoir de fond en comble le système électoral, pour qu'au-delà de la légalité des urnes, ces chefs d'État élus aient la légitimité nécessaire qui les mette éventuellement à l'abri des coups d'État.

C'est à ce prix que l'Afrique pourra véritablement construire une démocratie qui résiste aux coups d'État. Chose qu'aucune institution supranationale, pas même la Cedeao, ne semble pour le moment en mesure de défendre dans son espace géographique. C'est dire si un président correctement élu n'est jamais mieux défendu que par son peuple, s'il est en phase avec lui dans la gestion de la chose publique.—

Publié le 24 janvier

↳ Dessin de Glez,  
Burkina Faso.

## Urgence environnementale



**PÉROU** — La marée noire qui souille les côtes péruviennes depuis les opérations de déchargement d'un

tanker de la multinationale Repsol est-elle vraiment due à la houle consécutive au tsunami qui a frappé les Tonga, comme le prétend la compagnie? Cette version est mise en cause par les autorités, qui évoquent de possibles "négligences" de l'entreprise. "Des témoins contredisent Repsol", titrait, le 22 janvier, le quotidien **El Comercio** : "Selon des plaisanciers qui naviguaient près du bateau au moment de la fuite, il n'y avait ni houle ni vent." Le gouvernement a déclaré une "urgence environnementale" de quatre-vingt-dix jours dans les zones touchées.

## Convoler dans le métavers

DESSIN D'ARCADIO PARU DANS  
LA PRENSA LIBRE, COSTA RICA.



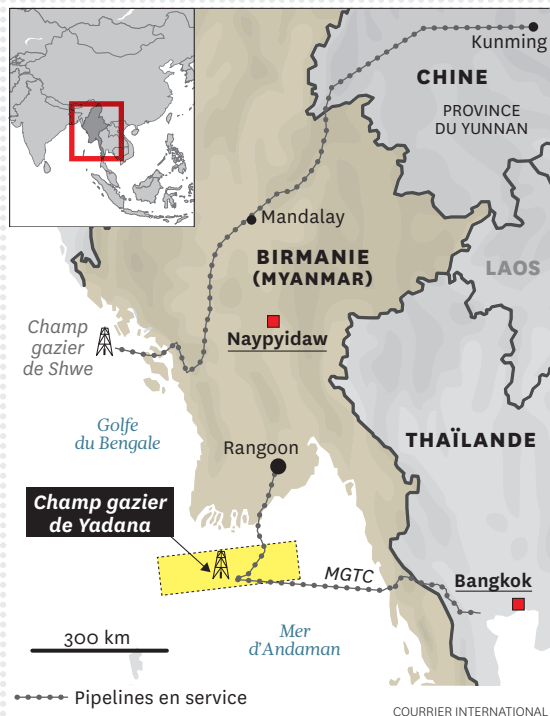
**INDE** — Un couple s'apprête à célébrer son union en... 3D, dans le métavers. Si le mariage "physique" de Dinesh et de sa fiancée Janaganandhini aura lieu tôt dans la journée du 6 février, "le même soir se déroulera la métaréception", écrit **The Hindu**. Le Tamil Nadu, région du sud de l'Inde où se tiendra le mariage, limite actuellement le nombre de convives à 100. Grâce au métavers, les deux fiancés ont pu inviter 2500 personnes qui découvriront alors un décor de l'école des sorciers issue de l'univers de *Harry Potter*. Prouesse encore plus inimaginable, "l'un des invités sera l'avatar du père de Janaganandhini, mort en avril 2021, mais qui sera 'présent' dans le métavers". Un cadeau que Dinesh souhaitait faire à sa future épouse.

↓ Daech est de retour ! Irak. Syrie. Dessin de Bleibel paru dans *The Daily Star*, Beyrouth.

LA CARTE  
DE LA SEMAINE



## Total quitte la Birmanie

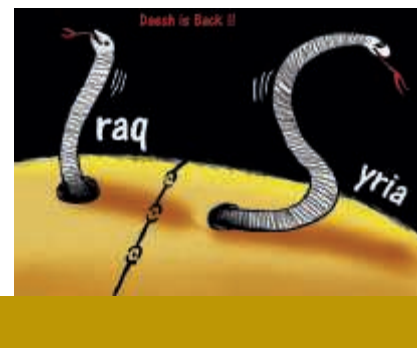


**ÉNERGIE** — Le géant français de l'énergie a annoncé le 21 janvier son retrait du pays, "invoquant la pression exercée par ses actionnaires et l'aggravation de la situation des droits humains" depuis le coup d'État de l'an passé (lire aussi p. 22), rapporte le *Wall Street Journal*. TotalEnergies est le principal opérateur du gisement de gaz naturel offshore de Yadana avec l'américain Chevron, du thaïlandais PTT et de l'entreprise publique birmane Moge. Il est également propriétaire du gazoduc MGTC entre ce gisement et la frontière thaïlandaise.

## SYRIE ET IRAK

# Daech est de retour

Après une multiplication des attaques ponctuelles ces derniers mois, le groupe État islamique a frappé fort en prenant d'assaut une prison qui abritait des djihadistes, dans le Nord-Est syrien. Il y aurait au moins 150 morts.



Les portes de l'enfer se sont-elles à nouveau ouvertes ? s'inquiète une journaliste syrienne sur le site **Daraj**. Dans la nuit du 20 au 21 janvier, une centaine de combattants du groupe djihadiste État islamique ont mené un assaut d'envergure contre la prison de Ghwayran, dans la ville de Hassaké, située dans la région kurde du nord-est de la Syrie, dans le but de libérer leurs camarades.

De violents combats opposent depuis des forces kurdes et les assaillants à l'intérieur et aux alentours de la prison. Ils ont fait plus de 150 morts, dont une centaine de djihadistes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), alors que les forces kurdes, soutenues par la coalition internationale anti-EI, ont lancé une contre-attaque pour reprendre le contrôle de la prison.

Les djihadistes ont utilisé en outre les "jeunes détenus" comme "boucliers humains", explique *The New York Times*, alors que quelque 700 mineurs étaient détenus dans la prison de Ghwayran. Près de 45 000 personnes ont également fui leurs foyers depuis l'assaut, selon l'ONU, certains ne sachant pas vers où aller, alors que le nord-est de la Syrie est en proie à un froid glacial.

Il s'agit de l'attaque la plus importante de Daech depuis sa défaite territoriale en Irak en 2017 et en Syrie en 2019, faisant craindre une résurgence du groupe djihadiste qui avait instauré un califat à cheval sur les deux pays entre 2014 et 2017. Les djihadistes ont ainsi pris le contrôle de la prison, de laquelle ont fui des "dizaines de membres de l'EI désormais en liberté, suscitant une inquiétude généralisée", écrit *Daraj*.

Depuis sa défaite en mars 2019 et la chute de son "califat", l'EI a renoué avec la clandestinité, menant au cours des trois dernières années plusieurs attaques meurtrières dans le pays, principalement dans le désert syrien jusqu'aux frontières avec l'Irak. Avec ses "milliers d'insurgés", l'EI a "repris le combat syrien", titrait *The Washington Post* en septembre dernier.

L'Irak voisin est désormais sur la qui-vive. Bagdad "renforce ses frontières avec la Syrie" pour surveiller l'éventuelle arrivée d'évadés de Ghwayran et "sécurise les prisons" du pays, écrivait ainsi le journal irakien **Al-Dustour**. Depuis plusieurs mois, un regain d'activité de l'EI a été enregistré. Et, quasiment au même moment que l'attaque en Syrie, le groupe djihadiste s'en prenait à une base de l'armée irakienne dans la province de Diyala, dans l'est du pays, tuant onze soldats.

Ce "crime odieux", ainsi que l'assaut de la prison dans la province syrienne de Hassaké, a "replacé au premier plan le vrai danger que représente Daech", selon un chroniqueur sur le site irakien **Kitabat**. Et de s'interroger : "Que signifient ces attaques, en matière de timing et de gravité ? [...] Daech peut-il reprendre pied dans une ville ou un district en Irak, comme cela s'est passé en 2014 ? C'est ce que se demande la rue irakienne."

"L'Occident a ignoré les prisons djihadistes, mais il ne peut ignorer l'attaque de Hassaké", estime de son côté Richard Spencer, le correspondant pour le Moyen-Orient du quotidien britannique **The Times**, en référence aux milliers de djihadistes, notamment occidentaux, entassés dans des prisons gérées par les Kurdes, dans le nord-est de la Syrie. Les Kurdes, qui contrôlent des régions du nord et du nord-est de la Syrie, réclament en vain depuis des années le rapatriement de quelque 12 000 djihadistes de plus de 50 nationalités détenus dans leurs prisons, faisant face à une forte réticence, notamment occidentale.

Rappelant que le noyau de Daech avait été créé à l'époque par des djihadistes faits prisonniers par les troupes américaines en Irak après la chute de Saddam Hussein en 2003, Richard Spencer prévient : "La prochaine insurrection armée sera elle aussi planifiée dans les zones semi-administrées d'Irak et de Syrie. Elle a peut-être déjà commencé."

— **Courrier international**

## Fin de non-recevoir

**SERBIE** — "Tous les permis ont été annulés." La Première ministre serbe, Ana Brnabic, a annoncé le 20 janvier l'arrêt définitif du projet d'exploitation d'un gisement de lithium par la société minière anglo-australienne Rio Tinto, après "des semaines de protestation" de la population, relate le correspondant de la **BBC** dans les Balkans. L'ampleur du mouvement "a surpris les autorités serbes", qui n'avaient guère envie "d'aborder les élections d'avril sur fond de routes bloquées et d'accusations de favoritisme envers les investisseurs étrangers au détriment des intérêts nationaux".

des nations (CAN), remportées par les Lions indomptables face aux Comores (2-1). Un enfant fait partie des huit victimes. Selon *Le Journal du Cameroun*, "des supporters auraient tenté de forcer l'entrée de l'enceinte", soumise à une jauge de 80% en raison de la pandémie.

## Le phœnix s'est tu



**BRÉSIL** — En deuil, le Brésil pleure une icône nationale. La chanteuse Elza Soares s'est éteinte à l'âge de 91 ans,

le 20 janvier, à Rio. "Elle avait ce quelque chose qui la distinguait de toutes les divas", salue le **Correio**. Le quotidien rappelle sa voix rauque inimitable ainsi que son vaste répertoire, alliant samba, jazz, rock et funk. Au cours d'une vie personnelle agitée, de la favela à la célébrité, "Elza Soares a été un phœnix [...] renaissant des cendres de chaque tragédie avec un éclat plus intense", poursuit le journal de Bahia, titrant "Jusqu'à la fin".

## Drame à la CAN

**CAMEROUN** — "La victoire du deuil", écrit *Le Journal du Cameroun* après une bousculade devant l'un des accès au stade Olembé de Yaoundé, le 24 janvier : huit personnes ont perdu la vie et une cinquantaine d'autres ont été blessées. Le drame s'est produit en marge des huitièmes de finale de la Coupe d'Afrique

↓ Dessin d'Elena Ospina,  
Colombie.

## NORVÈGE

## Le “nécessaire” dialogue avec les talibans

À Oslo, la première visite dans un pays occidental d'une délégation officielle de talibans depuis leur retour au pouvoir à Kaboul, l'été dernier, a fait des remous.



CARTOON MOVEMENT

Le gouvernement norvégien les avait invités à se rendre à Oslo. Isolés sur la scène internationale, les talibans ont saisi l'occasion. Quinze d'entre eux, dont leur ministre des Affaires étrangères, Amir Khan Muttaqi, ont fait le déplacement du 22 au 25 janvier, pour cette première visite dans un pays occidental depuis leur retour au pouvoir à Kaboul, en août 2021. Une initiative norvégienne “menée de longue date et dans le secret par le ministère des Affaires étrangères”, décrypte le quotidien **Verdens Gang**.

Pour la ministre chargée du dossier, la travailliste Anniken Huitfeldt, les choses doivent être claires : “Il ne s'agit pas d'une légitimation ni d'une reconnaissance des talibans. Mais nous devons parler à ceux qui, dans la pratique, gouvernent le pays. Nous ne pouvons pas laisser la situation politique conduire à une catastrophe humanitaire encore pire [que celle prévalant aujourd'hui].”

Les talibans ont rencontré à Oslo des représentants de la société civile afghane, des diplomates occidentaux, puis des diplomates norvégiens. Parmi les points au programme : l'urgence humanitaire, la place des femmes dans la société, la liberté d'expression, etc. Dès la veille de leur arrivée, des manifestants, en particulier des réfugiés afghans, ont commencé à se relayer pour dénoncer leur présence. “Les talibans ne sont pas dignes de confiance [...] Ils tuent et persécutent des gens”, ont-ils crié, raconte le quotidien **Aftenposten**. Dans la classe

politique norvégienne aussi, l'événement a suscité la polémique. “C'est d'une immense naïveté de croire, comme le gouvernement [centre-gauche], qu'il est possible de parler droits humains et droits des femmes avec des extrémistes islamistes”, a lancé Sylvi Listhaug, la chef du Parti du progrès – formation populiste de droite connue pour son islamophobie –, en raillant le fait que la délégation talibane ne comptait aucune femme.

Les journaux jugent néanmoins que la démarche méritait d'être tentée. “Figurant parmi les nombreux pays qui ont fait la guerre en Afghanistan [aux côtés des États-Unis], la Norvège a également une responsabilité morale” dans la crise politique et humanitaire qui secoue

ce pays, estime ainsi **Dagbladet**. Mais, ajoute le journal, “il faut être exigeant et mener le travail avec fermeté”. Il juge toutefois “inoüïe” la présence dans la délégation talibane d'Anas Haqqani, frère d'un chef de réseau accusé d'être responsable de plusieurs attentats, dont un ayant coûté la vie à un de ses journalistes, envoyé spécial à Kaboul, en 2008.

“Un million d'enfants peuvent mourir de faim si l'aide n'arrive pas”, insiste **Verdens Gang** pour justifier la venue des talibans. Pour **Aftenposten**, aussi “désagréables” soient-elles, les discussions d'Oslo sont d'autant plus “nécessaires” que “les conséquences d'un effondrement de l'Afghanistan seraient ressenties en Europe, avec un nouvel afflux de réfugiés”.

— **Courrier international**



PHOTO AFP

## Mort d'un sage

**VIETNAM** — Thich Nhat Hanh est mort dans sa ville natale de Hué le 22 janvier à l'âge de 95 ans. Le journal **Tuoi Tre** le décrit comme “le deuxième leader bouddhiste le plus influent en Occident après le dalaï-lama”. Contraint à l'exil en 1966 pour avoir appelé à la paix au Vietnam, ce défenseur d'un bouddhisme engagé avait fondé “le village des Pruniers”, un monastère dans le sud-ouest de la France. Considéré comme le père de la méditation de “pleine conscience”, le maître zen n'est rentré au Vietnam qu'en 2018, quatre ans après avoir été victime d'un AVC qui l'empêchait de parler et de se mouvoir.

## Feu vert au déménagement



**INDONÉSIE** — Nusantara ou “île du milieu” : tel sera le nom de la nouvelle capitale indonésienne.

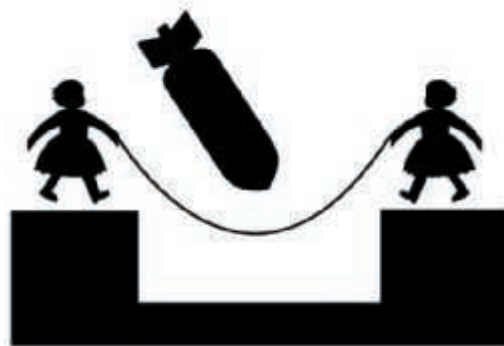
Dès 2024, 25000 fonctionnaires déménageront chaque année vers une ville créée de toutes pièces sur l'île de Bornéo. L'objectif est de désengorger la conurbation

de Jakarta, qui compte 35 millions d'habitants. Mais le projet ne fait pas que des heureux. “L'alien Nusantara poursuivie en justice”, titre **Koran Tempo** le 21 janvier, faisant état d'une multitude d'actions lancées par ceux qui s'inquiètent des dégâts que ce déménagement occasionnera notamment sur l'environnement. Pour le journal, tel qu'il le dessine sur sa une, l'atterrissage de l'ovni qu'est la future capitale pourrait ainsi se révéler très problématique pour le président Joko Widodo.

## Œil pour œil...

**YÉMEN** — L'escalade se poursuit entre les rebelles houthistes soutenus par l'Iran et les pays sunnites du Golfe. En représailles à l'attaque de drones du 17 janvier contre des cibles aux Émirats arabes unis, la coalition saoudo-émiratienne a mené plusieurs raids aériens contre des cibles houthistes. Dont un, le 21 janvier, contre une prison à Saada, qui a fait au moins 82 morts et 266 blessés. “Un crime effroyable”, a commenté le site yéménite **Al-Masirah**. Trois jours plus tard, Abou Dhabi et Riyad ont dit avoir intercepté des missiles balistiques lancés par les houthistes.

↓ Dessin de  
Kopelnitsky,  
États-Unis.



## #hammad

**IRAK** — Ce hashtag – en arabe – a envahi les réseaux sociaux du pays “après que des blogueurs, poètes, journalistes et d'autres citoyens l'ont utilisé pour critiquer la scène politique et les partis au pouvoir”, rapporte le site **Daraj**. Hamad est un héros de conte populaire qui a abandonné sa bien-aimée. Depuis les législatives anticipées d'octobre, le pays est quasiment paralysé alors que le leader chiite Moqtada Sadr, grand vainqueur du scrutin, et les puissantes factions pro-Iran, défaites, s'affrontent autour de la formation du prochain gouvernement.

**Nouvel iPhone 13 avec 5G.  
Profitez de la qualité cinéma  
grâce à Orange reprise.**

orange™



DAS tête : 0,98 W/kg  
DAS membres : 2,99 W/kg  
DAS tronc : 0,99 W/kg

# Apple iPhone 13

**150€\***  
de remise immédiate  
avec forfait 5G  
et en revendant  
votre mobile

**En boutique  
et en Click & Collect**

**\* Pour l'achat en boutique d'un iPhone 13 avec forfait 5G engagement 24 mois : 50€ de remise + 100€ de bonus reprise (rachat par Orange de votre téléphone 100€ de plus que sa valeur estimée)<sup>(1)</sup>.**

5G : accessible en France métropolitaine avec offre et équipement compatibles, uniquement dans les zones déployées (881 communes couvertes en 5G au 30/11/2021). Débit maximum théorique de connexion en réception jusqu'à 2,1 Gbits/s dans les zones couvertes en 3,5GHz avec agrégation des quatre bandes de fréquences 4G et jusqu'à 615 Mbits/s pour les zones couvertes en 2,1 GHz utilisée pour la 4G. Couverture 5G détaillée et différenciée selon les fréquences utilisées sur [reseaux.orange.fr](https://reseaux.orange.fr)

**Offre disponible uniquement en boutique Orange.**

**Kit mains-libres recommandé. Offre soumise à conditions, valable en France métropolitaine du 12/01/2022 au 02/02/2022, réservée aux particuliers, propriétaires de mobiles éligibles.**

**(1) Rachat et conditions en boutique Orange.**



CONTROVERSE

# Le Danemark peut-il “délocaliser” certains prisonniers au Kosovo ?

Pour agir contre la surpopulation carcérale, le royaume scandinave prévoit d'envoyer ses prisonniers étrangers dans ce pays des Balkans. L'idée divise fortement la presse nationale.

OUI

## Nos prisons débordent

Une innovation qui “vaut la peine” d'être expérimentée, une “victoire pour le gouvernement”. Selon certains journaux danois, l'envoi de détenus dans un autre pays pour y purger leur peine aura le mérite de contribuer à résoudre le problème des prisons surchargées. Une lettre d'intention en ce sens a été signée entre les gouvernements danois et kosovar, le 21 décembre.

Copenhague versera 15 millions d'euros par an pour la location, à partir de début 2023, de quelque 300 cellules dans la prison de Gjilan, au sud de la capitale kosovare, Pristina. L'opération est prévue pour une durée de trois ans, susceptible d'être prolongée.

Pour les journaux danois partisans de cette solution peu classique, il faut regarder la réalité en face : d'ici à 2025, environ 1 000 places de prison supplémentaires seront nécessaires dans le royaume scandinave, soit une augmentation de la capacité actuelle de près de 20 %. Dès lors,

**D'ici à 2025, environ 1 000 places de prison supplémentaires seront nécessaires dans le royaume scandinave.**

L'accord trouvé mi-décembre entre le gouvernement social-démocrate (minoritaire au Parlement) et trois partis d'opposition – un de gauche, un de droite et un d'extrême droite – est “fondamentalement positif”, estime ainsi **Berlingske**.

Selon le quotidien de centre droit, le plan présenté pour la période 2022-2025 “contient plusieurs initiatives judicieuses”, que le journal passe en revue : instauration d'un salaire de base pour les futurs gardiens en formation afin d'assurer la relève d'un personnel vieillissant, amélioration des conditions de travail, doublement des peines pour les violences commises contre les agents, création d'une prison

de haute sécurité réservée aux détenus les plus dangereux, etc. Mais le point “le plus spectaculaire”, constate **Berlingske**, repose sur la location de quelque 300 places de prison situées dans un pays “partenaire”, le Kosovo. Si “une telle initiative a été tentée dans le passé, sans succès, et pourrait, selon les experts, être en violation avec la Convention européenne des droits de l'homme”, elle “vaut la peine d'être essayée”, plaide le journal.

“Tout d'abord, il est important de savoir” que les prisonniers ainsi délocalisés vers les Balkans “ne seront pas des détenus danois ordinaires, mais des étrangers originaires de pays non membres de l'Union européenne qui ont été condamnés à l'expulsion – des personnes qui, de toute façon, ont reçu l'ordre de quitter le Danemark. Deuxièmement, l'exécution des peines au Kosovo devra se faire selon les règles danoises. Cette initiative, tout en contribuant à résoudre les graves problèmes de capacité du système pénitentiaire, montrera donc clairement qu'une peine d'expulsion est grave et doit être appliquée”, estime **Berlingske**.

Ces arguments, et “ce n'est pas une surprise”, sont ceux qui ont séduit le Parti populaire conservateur et le Parti du peuple danois (principale formation d'extrême droite du pays). Ces deux formations politiques les ont mis en avant “au moment d'expliquer pourquoi ils soutenaient le projet” du gouvernement social-démocrate, commente le quotidien **Jyllands-Posten**, de tendance conservatrice.

Le soutien de l'extrême droite “a de quoi satisfaire” le ministre de la Justice, Nick Haekkerup, reconnaît le journal. Car, “sur tout ce qui a trait à la justice, le gouvernement préfère être dans le même camp que le Parti du peuple danois” plutôt qu'avec des formations plus progressistes sur le sujet. Une tactique menée avec un certain succès par la Première ministre, Mette Frederiksen, dans le but de regagner des électeurs séduits par l'extrême droite. “Mais il est possible qu'une plus grande victoire encore se cache dans l'accord sur les places de prison à l'étranger. Les précédents gouvernements de droite avaient exploré cette solution en vain. Si cette fois la solution trouvée avec le Kosovo est en conformité avec les conventions internationales, elle pourrait servir de marchepied au grand plan du gouvernement : à savoir la création à l'étranger d'un centre d'accueil pour les réfugiés, une de ses principales promesses électorales lors des dernières législatives”, en 2019.

Depuis, une loi a été adoptée en ce sens. Et des pourparlers ont été engagés avec le Rwanda pour héberger ce centre sur son territoire. L'idée danoise serait d'y envoyer tous les réfugiés voulant demander l'asile au Danemark, le temps que leurs dossiers soient traités, voire plus longtemps encore.

— **Courrier international**

NON

## Les droits des prisonniers ne seraient pas garantis

— **Politiken Copenhague**

Alors que la nation attend avec impatience de savoir si le gouvernement parviendra à créer un centre danois pour demandeurs d'asile au Rwanda, une majorité [du Parlement] s'est prononcée en faveur d'une initiative tout aussi insolite : une prison danoise au Kosovo. Le nouvel accord sur le système pénitentiaire prévoit en effet de louer 300 places de prison pour des étrangers condamnés à l'expulsion.

Il est vrai que les prisons danoises manquent de place et le gouvernement a donc bien fait de décider de créer plus de 300 nouvelles cellules en agrandissant et en rouvrant des prisons. Mais envoyer des détenus condamnés au Danemark au Kosovo ?

Sur le plan strictement technico-juridique, la solution peut paraître judicieuse. En effet, elle n'est pas en contradiction flagrante avec les droits de l'homme si un traitement correct des détenus est garanti. Dans la pratique, cependant, il est beaucoup plus difficile d'assurer le respect de ces droits pour les prisonniers quand quelque 2 000 kilomètres séparent le Parlement danois et Pristina. “Ce ne sera pas la même chose de purger sa peine au Kosovo, où le confort carcéral n'est pas le même qu'au Danemark”, souligne Peter Skaarup, membre du Parti du peuple danois [extrême droite] et président de la Commission des lois.

Il est désolant que le Danemark, avec le soutien du Parti populaire socialiste et du Parti du peuple danois, se distingue sur la scène internationale en expédiant des détenus à l'étranger. À ce jour, seule la Norvège a délocalisé des prisons vers d'autres pays – et pas au Kosovo, mais aux Pays-Bas –, avec de mauvais résultats si l'on en croit les experts. Comme le relève le médiateur norvégien dans un rapport critique, il est très difficile dans la pratique de garantir les droits de l'homme dans un autre pays.

Il est déprimant de constater que l'accord sur le système pénitentiaire sert une fois de plus à marquer des points politiques. D'autant que cet accord contient par ailleurs de nombreux éléments positifs.

Des mesures y sont enfin prises pour améliorer les conditions de travail des gardiens de prison, extrêmement malmenés. Une plus grande attention est portée aux enfants des détenus et aux malades mentaux incarcérés. D'autre part, il est mis fin au système disciplinaire absurde des prisons qui exposait les détenus à plusieurs jours d'isolement s'ils proféraient une injure. Et il est désormais plus facile de rééchelonner la dette des détenus afin que les frais occasionnés par leur procès ne les poussent pas à commettre de nouveaux actes criminels.

Tout ceci vient à point nommé et est bienvenu. Dommage que l'initiative soit éclipsée par le projet populiste d'expédier des détenus le plus loin possible. Les individus condamnés au Danemark doivent purger leur peine au Danemark. C'est notre problème et notre responsabilité.

— **Marcus Rubin**

Publié le 16 décembre 2021

SOURCE



POLITIKEN

Copenhague, Danemark  
Quotidien, 108 000 ex.  
politiken.dk

Fondé en 1884, **Politiken** est aujourd'hui un journal de centre gauche qui se donne encore l'image d'un certain “radicalisme culturel”. Son slogan est “Le journal vivant”, mais ce pourrait être “Le journal clivant”.

NO ENERGY TO WASTE\*

# ILS ONT TELLEMENT D'ÉNERGIE À DÉPENSER, ET NOUS, SI PEU DE TEMPS À PERDRE.

Parce que la transition énergétique n'attend pas, **ENGIE accélère son développement au service d'une transition énergétique accessible à tous**, pour être le partenaire indispensable des territoires et des entreprises.

**Pour agir ensemble, chaque jour compte.**



**L'énergie est notre avenir, économisons-la!**

\*Pas d'énergie à perdre. Plus d'informations sur [engie.com/groupe/strategie](https://engie.com/groupe/strategie)  
ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011 € - RCS NANTERRE 542 107 651. © Getty Images.

d'un  
continent  
à l'autre.

afrique



|                 |    |
|-----------------|----|
| Moyen-Orient... | 16 |
| Amériques.....  | 18 |
| Asie .....      | 22 |
| Europe .....    | 24 |
| France .....    | 26 |

# Sahel. Ceux qui ont choisi de parler aux djihadistes

Face à l'insécurité croissante et à l'incapacité des États à assurer un semblant de paix, des communautés locales au Burkina Faso et au Mali ont choisi de négocier avec les groupes terroristes. Une option qui n'est plus taboue mais qui n'est pas sans contrepartie. Ce reportage a été réalisé en décembre, avant le coup d'État au Burkina Faso.

—The New Humanitarian  
(extraits) Genève

Les deux groupes parlent souvent les Burkinabés : assis à l'ombre d'un arbre, ils échangent des assiettes de viande de chèvre, des yaourts et le traditionnel thé. Mais ce n'était pas une réunion ordinaire de médiation : d'un côté, il y a des combattants armés liés à Al-Qaida qui font la guerre au Burkina Faso ; de l'autre, des civils non armés, premières victimes des djihadistes.

“Nous pensons qu'il est important de parler [aux djihadistes] afin de gérer [la crise] au niveau local et sauver le maximum de vies humaines”, explique un responsable local de Nassoumbou, une commune [délimitation administrative] du nord du Burkina Faso qui a organisé cette réunion.

Ces dernières années, des milliers de personnes ont été tuées et plus de 1,4 million de personnes ont dû fuir la région en raison de la progression des groupes terroristes dans ce pays autrefois en paix. Un phénomène qui s'inscrit dans un contexte plus large d'expansion djihadiste au Sahel.

Alors que la violence s'intensifie et que le gouvernement perd patience (il n'a pas réussi à pérenniser le cessez-le-feu négocié avec les djihadistes avant les élections de

fin 2021), des dirigeants locaux ont pris une décision radicale : s'adresser directement aux djihadistes.

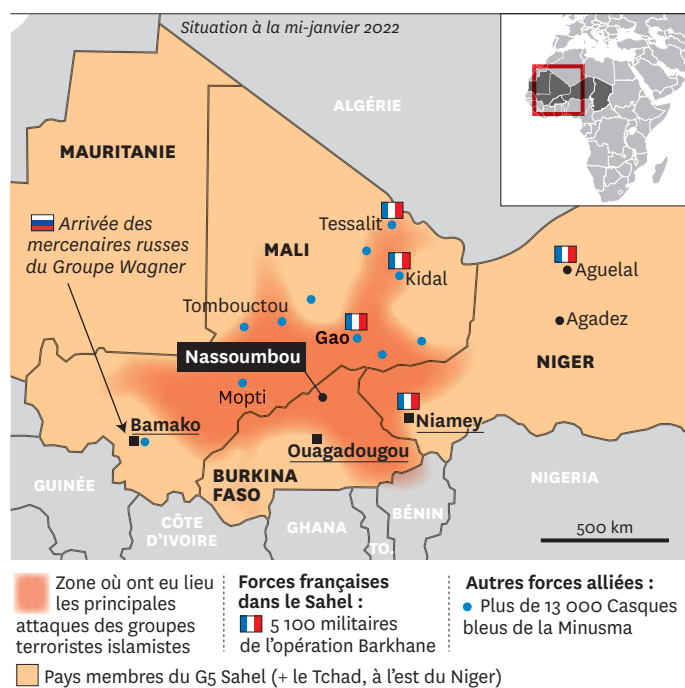
La réunion de Nassoumbou – à laquelle a participé Jafar Dicko, le principal chef djihadiste du Burkina Faso – est l'une des nombreuses discussions qui ont lieu dans tout le pays depuis la mi-2020. D'après certains dirigeants locaux, elles sont organisées afin de comprendre ce que veulent les djihadistes, ce qu'il faut faire pour arrêter les massacres et s'ils sont prêts à laisser les personnes déplacées rentrer chez elles.

**Concessions minimales.** Des efforts de conciliation sont également en cours au Mali voisin, où les communautés locales sont aussi lasses de l'incapacité de leur gouvernement et de ses partenaires étrangers à vaincre militairement les djihadistes.

Les discussions au Burkina Faso – souvent sous des arbres ou des étals vides dans les marchés – portent leurs fruits. À Nassoumbou, Dicko a autorisé les habitants à retourner dans certains villages de la commune, tandis que les djihadistes ont levé des barrages routiers.

Cependant les civils négocient sous la pression, sans avoir grand-chose à offrir aux djihadistes. Ces derniers leur accordent de petites





négociations n'auraient pas dû prendre fin : « Lorsque [le président] a signé un accord avec les terroristes pour les élections, il aurait dû continuer à négocier, soutient-il. Le président [Roch Marc Christian Kaboré] doit assumer la responsabilité de l'échec de sa politique et démissionner. »

**Munitions et charia.** La violence s'est intensifiée depuis la rupture du cessez-le-feu électoral. Selon l'ONG spécialisée dans la collecte, l'analyse des données et la cartographie des conflits, 403 civils ont été tués entre mai et novembre 2021, contre 162 lors des sept mois précédents.

En l'absence d'une stratégie claire du gouvernement, les dirigeants locaux, soucieux d'aider leurs communautés, ont essayé de changer la dynamique eux-mêmes, en demandant aux groupes armés d'arrêter les tueries et de permettre aux gens de rentrer chez eux. Les négociations ont également été menées par des groupes de combattants volontaires – des civils recrutés par le gouvernement central pour combattre aux côtés de son armée sous-équipée.

Les tractations ont eu lieu dans trois des régions les plus durement touchées du pays : le Nord, l'Est et le Sahel. Il a fallu des mois pour organiser ces rencontres, les djihadistes changeant de lieu à la dernière minute, de peur d'être découverts par l'armée.

### Contexte

## La ligne rouge

●●● Le dialogue avec les djihadistes est considéré par Paris comme une ligne rouge. En novembre 2020, Emmanuel Macron avait indiqué sa position : « Avec les terroristes, on ne discute pas. On combat. » En octobre 2021, une éventuelle négociation avait provoqué un imbroglio diplomatique. Après une information de la presse internationale selon laquelle l'État malien allait négocier avec des groupes armés liés à Al-Qaïda, Bamako avait vite démenti : « Le gouvernement [malien] informe l'opinion publique nationale et internationale qu'à ce jour

La sécurité s'est améliorée dans certains endroits grâce à ces rencontres, explique un responsable local d'un village du nord du pays, proche de la frontière avec le Mali, où plusieurs entrevues ont eu lieu à partir de la mi-2020.

La commune – que le dirigeant a demandé à ne pas nommer – avait été durement touchée par la violence, les villages étaient passés sous le contrôle des djihadistes à partir de 2019. Des élus locaux avaient été tués et les gens avaient fui vers la ville principale de la commune, plus protégée.

La première de cette série de rencontres a réuni 12 civils des autorités locales et 15 djihadistes vêtus de noir et portant en bandoulière des ceintures de munitions – une scène qui donnait l'impression d'« être dans un film », raconte l'un des civils. Un accord a été conclu, permettant aux agriculteurs de retourner cultiver leurs champs. D'autres réunions ont eu lieu les mois suivants, afin d'obtenir un cessez-le-feu plus long que celui obtenu par le gouvernement pendant les élections.

« Nos conversations avec eux sont devenues plus poussées [et] ils se sont montrés plus à l'écoute et plus indulgents, raconte le responsable local. Les conversations portaient sur le conflit, pas sur des choses personnelles. Ils s'assuraient qu'il n'y aurait pas de violence entre nous. »

D'après d'autres dirigeants locaux, les groupes armés

islamistes ont modifié leur comportement depuis les échanges : ils harcèlent moins les habitants aux points de contrôle et laissent leurs armes à l'extérieur des villes et des mosquées lorsqu'ils y pénètrent.

Malgré ces progrès, les responsables locaux avouent accepter ces conditions sans nécessairement les apprécier. Conscients que les djihadistes sont plus forts que l'armée et que l'État ne leur apportera aucun soutien, ils n'ont pas vraiment le choix.

Lors des discussions, les responsables ont accepté de se conformer à la charia : les hommes doivent porter des robes et se laisser pousser la barbe, tandis que les femmes doivent porter le voile, entre autres.

## Les dirigeants locaux savent que l'État ne les aidera pas et que les djihadistes sont plus forts que l'armée.

À Nassoumbou, des villageois ont pu retourner dans certains villages de la commune mais pas dans la grande ville principale, où les islamistes accusent les habitants de fournir des combattants pour les milices bénévoles antidjihadistes.

« Nous n'avons pas obtenu tout ce que nous demandions, explique le dirigeant local de Nassoumbou, mais au moins, « après avoir parlé avec eux, nous avons pu comprendre qu'ils n'allaient pas nous tuer. »

L'accord passé dans la province frontalière avec le Mali a été difficile à tenir. Les djihadistes ont expulsé des habitants de leurs villages l'année dernière tandis que plusieurs attaques ont eu lieu il y a quelques semaines pour des raisons encore difficiles à établir mais qui soulignent bien la fragilité de cet accord.

Sans soutien de l'État et sans plan national cohérent pour des négociations, ces efforts locaux ne sont qu'un pis-aller permettant de soulager temporairement les populations. Pour mener à bien ces négociations, les autorités religieuses et locales sont les mieux placées mais elles restent impuissantes sans le soutien du gouvernement, assure le responsable de Nassoumbou.

Selon celui-ci, et plusieurs autres, leur travail aurait plus d'impact si le gouvernement leur fournissait des spécialistes de

concessions en matière de sécurité mais en contrepartie les populations locales doivent adopter des pratiques islamiques strictes.

« C'est parce que les populations n'ont pas vraiment le choix qu'elles acceptent de se conformer à ces accords », explique Koudbi Kaboré, historien et chercheur à l'université Joseph Ki-Zerbo, à Ouagadougou, la capitale.

Les civils impliqués dans ces négociations risquent leur vie. Certains craignent des représailles de la part du gouvernement, qui n'a pas validé officiellement ces pourparlers et pourrait accuser les responsables locaux d'être complices des djihadistes. L'absence de soutien de la part du gouvernement signifie également que ces pourparlers vont rester localisés, ce qui crée des poches de stabilité temporaires tandis que la violence continue de faire rage dans d'autres villes et villages.

« Sans un renversement spectaculaire de l'équilibre des pouvoirs [à l'échelle nationale], la guerre risque d'être longue, insiste Alexandre Liebesking, directeur régional Afrique pour le Centre pour le dialogue humanitaire, qui travaille au Burkina Faso.

Le gouvernement du Burkina Faso se refuse à tout commentaire sur ces négociations à l'échelle nationale et locale avec les djihadistes. En octobre, le ministre de la Défense, Aimé Barthélémy Simporé, a reconnu que les opérations militaires ne suffiraient pas

à vaincre les djihadistes, même s'il n'a pas appelé à négocier, sans doute conscient des réticences des pays donateurs étrangers. D'autres hauts fonctionnaires ont déclaré que, s'ils étaient prêts à réintégrer les djihadistes burkinabés, ils refuseraient le dialogue avec les djihadistes étrangers.

La violence djihadiste s'est propagée au Burkina Faso en 2015, après avoir commencé au Mali. Les principaux groupes sont le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), lié à Al-Qaïda, et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS).

**Trêve précaire.** Dans un contexte de violence croissante, le gouvernement a ouvert le dialogue avec certains djihadistes. L'année dernière, des membres des services de sécurité ont négocié une trêve avec les groupes armés du GSIM pour éviter des attentats au moment de l'élection présidentielle de novembre 2020.

Mais le cessez-le-feu avait été négocié en secret et n'était pas appelé à durer, selon un travailleur humanitaire impliqué dans la médiation locale et un responsable militaire, qui n'ont pas été autorisés à parler aux médias. D'après ces sources, l'accord a été négocié pour quelques mois, puis prolongé, car les deux parties ont estimé qu'une trêve dans les combats leur était favorable.

Selon Mamadou Drabo, un militant de la société civile, les

la médiation, ainsi qu'un soutien financier et logistique et des garanties les mettant à l'abri d'accusations de complicité avec les djihadistes.

À cause de ce manque de soutien du gouvernement, les civils n'ont rien à offrir aux djihadistes tentés de reprendre une vie normale, explique Constantin Gouvy, chercheur burkinabé qui travaille pour l'Institut Clingendael, situé aux Pays-Bas.

*“Le gouvernement n'a aucune proposition concrète à offrir à ceux qui auraient envie de déposer les armes, dit-il. Comment faire revenir quelqu'un parti se battre ? Si vous n'avez rien à lui proposer de mieux, alors il va continuer à se battre.”*

Pour Gouvy, ces cessez-le-feu localisés risquent d'être utilisés stratégiquement par les djihadistes et de leur permettre de se reposer et de se réapprovisionner. *“Si c'est le seul objectif des négociations – obtenir des cessez-le-feu temporaires –, dans deux mois ils vont recommencer à se battre”, assure-t-il.*

**“Le gouvernement n'a aucune proposition à offrir à ceux qui voudraient déposer les armes.”**

**Constantin Gouvy,**  
CHERCHEUR BURKINABÉ

Si le gouvernement choisissait de poursuivre des négociations nationales à l'avenir – du moins de soutenir les dialogues locaux –, les responsables locaux pourraient lui apporter une aide précieuse parce qu'ils savent comment obtenir la confiance des djihadistes.

Dans la commune du nord frontalière avec le Mali, le responsable local raconte qu'au départ les habitants ne savaient pas à qui s'adresser parce qu'ils pensaient que les groupes armés qui les attaquaient étaient des étrangers. *“Nous nous faisons des idées.”* C'est seulement quand des jeunes ont commencé à disparaître et ont appelé leurs parents pour dire qu'ils étaient partis combattre que les habitants ont compris qu'ils connaissaient les djihadistes.

Avant les négociations, les autorités locales ont fait tout un travail préparatoire, elles ont réuni les habitants pour désigner leurs émissaires et rédiger ce qu'il fallait dire. Les négociations se passaient généralement mieux quand

des amis et des proches des djihadistes étaient présents ; quand les participants s'attaquaient à un seul problème au lieu de vouloir aborder tous les sujets ; et quand un ordre du jour précis était communiqué aux djihadistes à l'avance.

Pourtant les responsables locaux regrettent d'avoir eu à improviser sans aucune formation et reprochent au gouvernement d'avoir profité de leur expérience sur le terrain pour négocier le cessez-le-feu au moment des élections en fin d'année.

*“C'est inutile de négocier pour seulement quelques mois, après ça les gens recommencent à s'entre-tuer”,* souligne le responsable de la commune du nord. *“La négociation doit mettre un terme à la crise.”*

Même si les conditions imposées aux habitants sont dures, ils ont au moins appris que Dicko, le chef des djihadistes, et ses combattants partageaient des *“valeurs comme l'hospitalité et le respect”*.

Selon lui, ces valeurs seraient encourageantes pour des négociations ultérieures. *“Jafar [Dicko] peut changer, dit-il. Si des gens doués pour la négociation arrivent à le convaincre, il peut changer.”*

Kaboré, de l'université Joseph Ki-Zerbo, a rencontré plusieurs jeunes, recrutés de forces par les djihadistes ces dernières années, qui espèrent désormais que le gouvernement sera prêt à négocier avec eux.

Lors d'une conversation récente, un djihadiste lui a confié : *“Si le président dit qu'il nous a compris, nous pourrions parler. Mais s'il refuse les négociations, alors nous continuerons à tuer.”*

—Sam Mednick

Publié le 16 décembre 2021

**SOURCE**



**THE NEW HUMANITARIAN**

Genève, Suisse

Quotidien

[thenewhumanitarian.org](http://thenewhumanitarian.org)

Après près de vingt ans dans le giron des Nations unies, ce service de nouvelles humanitaires est devenu depuis janvier 2015 un média d'actualité indépendant et sans but lucratif proposant des articles de première main sur les situations d'urgence. D'abord baptisé *Irin News*, il a changé de nom en 2019.

## Au Mali, il faudra désormais compter avec la cavalerie russe

La société paramilitaire russe Wagner s'était déjà illustrée en Ukraine, en Syrie ou en Centrafrique. Le Mali sera sans doute l'un de ses prochains terrains de déploiement. N'en déplaise à la France.



CARTOON MOVEMENT

**I**l faut qu'on soit sérieux, les États ne se jugent pas sur des intentions. Cette affaire dite *“Wagner”* est utilisée comme une sorte de chantage sur l'État malien pour l'empêcher d'explorer ou de travailler avec certains partenaires. Si c'est ça l'objectif, je crois que c'est raté. L'État malien a des problèmes sérieux de sécurité.”

C'est ainsi que s'exprimait le ministre des Affaires étrangères malien, Abdoulaye Diop, lors d'une interview accordée le 14 décembre à la **BBC Afrique**.

Il entendait répondre à une série de critiques internationales sur le possible recours de l'État malien à la société paramilitaire russe. Le 13 décembre, l'Union européenne avait en effet décidé de sanctions contre le groupe paramilitaire. Une semaine plus tôt, la France, par la voix de sa ministre des Armées, Florence Parly, avait fait savoir qu'elle jugeait toute présence du groupe de mercenaires russes au Mali *“inacceptable”*. Le Mali avait été mis en garde contre *“les*

*conséquences que pourrait avoir l'arrivée de Wagner [dans le pays]”*.

Et depuis ? Les officiels maliens admettent du bout des lèvres la présence *“d'instructeurs russes”*, au même titre que celle d'*“instructeurs européens”*, mais certainement pas celle de la sulfureuse société Wagner. Il n'en reste pas moins que *“les mouvements aériens sur l'aéroport de Bamako indiquent que les choses sont très avancées”*, indiquait fin décembre **Aujourd'hui au Faso**.

Le 6 janvier, le burkinabé **Wakat Séra** s'étonnait des dénégations maliennes, rappelant *“les affirmations de sources locales*

*et sécuritaires internationales qui soulignent la présence des éléments de Wagner, entre 300 et 350, sur le territoire malien. Des soldats dont certains auraient été vus dans l'accrochage qui a opposé, ce [3 janvier], dans la région de Bandiagara [région de Mopti, dans le sud-est du Mali], l'armée malienne aux combattants de la katiba Macina [unité combattante salafiste djihadiste], proche du Jnim, le Groupe de soutien à*

↳ Dessin de L'Andalou, Canada.

*l'islam et aux musulmans [organisation militaire et terroriste, d'idéologie salafiste djihadiste].”*

Qu'elle soit confirmée ou non, c'est toute la politique sécuritaire française qui est remise en question par cette présence russe, comme le dit **Le Pays**. De fait, il s'agit d'un *“véritable camouflet pour la France, qui était vent debout contre le déploiement de mercenaires russes au Mali”*, analyse le titre de Ouagadougou.

Même analyse pour **Aujourd'hui au Faso**, qui note que le Mali semble déterminé *“à tourner la*

**Le groupe Wagner “est au service du pouvoir russe dans son entreprise de conquête de l'Afrique”.**

*page Barkhane, et par extension Takuba [force composée de plusieurs pays européens], pour faire place à l'épisode Wagner”. Désormais, ajoute le quotidien, le Mali “ne sera plus exclusivement une chasse gardée de la France. Il faudra compter avec la cavalerie russe, qui s'est glissée entre les mailles du filet de la lutte contre le terrorisme pour se faire une place dans cette partie du continent.”* Pourtant le burkinabé **Wakat Séra** se fait prudent et alerte sur les implications de cette présence russe. Certes, explique-t-il, chaque pays a le droit de *“choisir ses partenaires”*, mais la solution *“n'est point dans la fuite en avant face à la menace sécuritaire”*.

En cela, poursuit **Wakat Séra**, *“il serait illusoire, de la part des Africains, d'espérer mettre fin à l'entreprise funeste des terroristes en se mettant sous la coupe de nouvelles puissances étrangères, sous-traitant ainsi la défense de leur territoire et la sécurité des populations et de leurs biens”*. D'autant plus que le groupe Wagner *“est au service du pouvoir russe dans son entreprise de conquête de l'Afrique, sur fond de rivalité avec le reste de l'Europe et les États-Unis”*.

Même alerte du côté du quotidien **Le Pays**, pour qui Wagner devra se montrer *“à la hauteur des attentes des Maliens, aussi bien en termes de retour de la paix que du respect des droits humains”*.

—**Courrier international**

Lire aussi pp. 28-37

Sortir faire les soldes, sans sortir sa carte !



Chez Hello bank! on fait tout  
pour simplifier vos paiements avec Apple Pay.\*



\*Sous réserve de conditions d'éligibilité au service Apple Pay.  
Hello bank! est l'offre 100% digitale de BNP Paribas SA - 16 bd des Italiens 75009 Paris - 662 042 449 RCS Paris.  
Apple, le logo Apple, iPhone et Apple Pay sont des marques déposées aux États-Unis et dans d'autres pays.



## Arabie Saoudite.

# Les réformes ne font pas que des heureux

Le programme de réformes imposé par le tout-puissant prince Mohammed ben Salmane ne plaît guère aux salafistes. Pas plus qu'aux membres de la famille royale et à certains citoyens pour qui tout va trop vite et trop loin.



—The Economist Londres

Le 30 décembre, les autorités saoudiennes placardaient des affiches dans La Mecque et Médine, cités saintes de l'Islam, pour demander aux fidèles de se tenir à deux mètres de distance les uns des autres et limiter la propagation du Covid-19.

Le prince héritier Mohammed ben Salmane (MBS), qui dirige de facto le royaume, ne semble pourtant pas d'humeur à imposer des restrictions ailleurs dans le royaume. Ses hommes attirent les foules dans les salles de concert et les foires dans de nombreuses villes du pays. Le mois dernier, une rave party, organisée avec la bénédiction du gouvernement, rassemblait même 70 000 jeunes Saoudiens qui ont dansé pendant quatre jours d'affilée.

“Le royaume détourne de la vertu et pousse au vice”, condamne un enseignant dans le calme du centre de Médine.

En Arabie Saoudite, les enquêtes d'opinion sont rares. Difficile donc d'évaluer le mécontentement suscité par la politique de MBS, qui s'emploie à ouvrir et à réformer un des pays les plus fermés et intolérants du monde.

Quelques sondages indiquent cependant qu'il existe au moins trois groupes de mécontents : les salafistes, qui incarnent une version fondamentaliste de l'Islam ; les princes de la maison royale de Saoud ; et les citoyens ordinaires, qui préféreraient les choses telles qu'elles étaient avant.

**Discours dictés.** Commençons par les salafistes, furieux que MBS ait rompu une alliance vieille de trois siècles entre eux et la maison des Saoud. Le prince torpille les pouvoirs de la police religieuse, qui ne peut plus ni fermer boutiques et restaurants à fermer cinq fois par jour pour la prière, ni empêcher hommes et femmes de se saluer d'un baiser sur la joue.

Les sermons du vendredi sont désormais dictés par la capitale, Riyad. Côté réseaux sociaux, les prédicateurs populaires n'ont plus le droit de tweeter autre chose que des louanges du prince.

Les discours salafistes continuent malgré tout de circuler par le bouche-à-oreille. On dit que le clergé a condamné le Winter Wonderland de Riyad, cette gigantesque fête sponsorisée par le gouvernement, avec force attractions, jeux et musique. On accuse le prince héritier de se prendre pour Dieu. Les critiques sont “comme les fourmis” : “leur royaume est sous terre”, commente un religieux dans la ville de Djeddah, à l'ouest du pays. “Le prince les a muselés, mais leur royaume est toujours là.”

Nombre de membres de la famille royale sont tout aussi à cran. Longtemps, ils pouvaient adresser leurs doléances au roi et disposaient de montagues d'argent à dépenser pour le public et eux-mêmes. Mais

MBS coupe l'herbe sous le pied de l'aristocratie.

En 2017, il a enfermé toute une brochette d'éminents princes (et hommes d'affaires) dans un hôtel de luxe pour les presser de lui livrer deniers et actifs. D'autres princes se plaignent d'avoir subi des traitements similaires, moins le séjour à l'hôtel, et d'avoir vu leurs avantages réduits (adieu billets d'avion, services et soins médicaux gratuits). Il leur est de surcroît devenu plus difficile de prélever des commissions sur les contrats gouvernementaux. D'une manière générale, disent-ils, le prince Mohammed ben Salmane a transformé un système politique assez consensuel en système autocratique.

Cela étant, bien des Saoudiens se réjouissent de voir ces princes corrompus remis à leur place. D'aucuns sont ravis de l'accroissement des libertés individuelles. Mais il en est que tous ces changements mettent mal à l'aise. Certains parents sont gênés de voir fillettes et garçons assis ensemble sur les bancs de l'école primaire. Les hommes voient souvent la progression des droits des femmes comme le déclin des leurs. “Avant, si je déclarais que ma fille était sortie la nuit sans ma permission, on me la ramenait les menottes aux poignets. Aujourd'hui, si j'essaie de l'empêcher de sortir, elle va se plaindre à la police et on me jette en prison”, déclare un ancien soldat.

**“Le prince sait de quoi une famille est capable. Elle ne lui pardonnera pas.”**

UN ANCIEN RESPONSABLE  
HAUT PLACÉ

Certains Saoudiens pensent que MBS, loin de remplacer le fanatisme par la modération religieuse, fait tout bonnement table rase de la religion. “Comme en Europe, il jette Dieu avec l'Église”, déplore un mystique soufi de Médine.

Sa politique économique ajoute à la grogne. Les hommes d'affaires regrettent que le prince utilise le substantiel fonds souverain saoudite et d'autres organismes royaux pour évincer le secteur privé. Les aides battent de l'aile tandis que taxes, droits et contraventions s'envolent. Un

chauffeur de taxi pointe du doigt le fait que le prix du pétrole, qui est contrôlé par l'État et était autrefois moins élevé que celui de l'eau, a quadruplé depuis que MBS a repris les rênes du pays.

Le prince [héritier] ne semble guère se soucier de rendre des comptes. Lui et son père le roi Salmane, dont l'éclat se ternit, ont mis un terme au *majlis*, cette audience hebdomadaire lors de laquelle tout citoyen pouvait porter plainte auprès de son souverain sur une question le concernant.

**Intimidations.** Que va-t-il sortir de tout ce mécontentement ? Rares sont ceux qui pensent que les prédicateurs se tairont éternellement. Certains se demandent si on pourrait voir émerger une version saoudienne de l'ayatollah Khomeini, qui mena la révolte contre le shah iranien.

Un ancien responsable haut placé évoque du reste la mémoire du roi Fayçal, assassiné par son neveu en 1975 : “Le prince Mohammed ben Salmane sait de quoi une famille est capable. Elle ne lui pardonnera pas.” D'autres encore espèrent que le président américain Joe Biden s'opposera à ce que le prince accède au trône. Dans ce cas, ses réformes pourraient être annulées : le changement a été imposé d'en haut et il n'a pas pris.

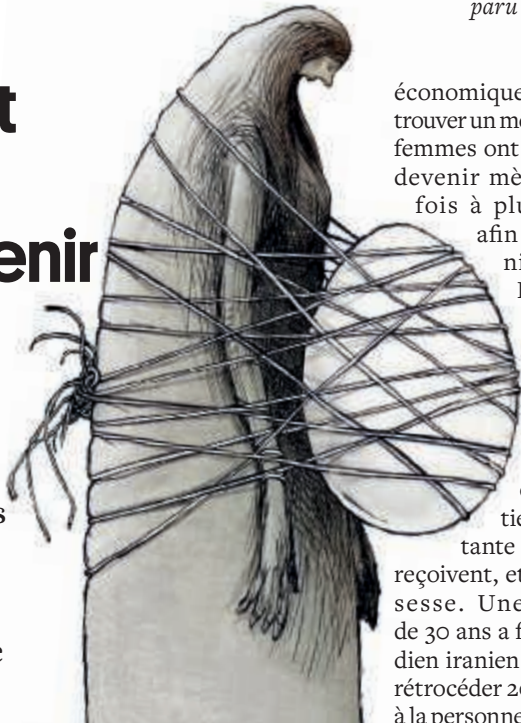
Sauf que tous ces scénarios paraissent peu probables. La répression du prince Mohammed semble faire son effet. Plusieurs membres de la famille royale qui avaient remis en question sa politique ont été assignés à résidence (dont deux anciens princes héritiers). Des milliers de prédicateurs crouissent derrière les barreaux, y compris Salman al-Awdah qui, il fut un temps, comptait 14 millions d'abonnés sur Twitter. Les personnes critiques envers MBS sont victimes d'intimidations. Jusqu'à Londres, elles éteignent leur téléphone portable avant d'exprimer leurs récriminations. “L'Arabie Saoudite est devenue un État de surveillance généralisée, résume Thomas Hegghammer, expert de l'extrémisme. Avec les technologies dont on dispose aujourd'hui, je ne pense pas qu'une révolte ou un coup d'État soient possibles.”

Publié le 6 janvier

IRAN

# Elles louent leur utérus pour subvenir à leurs besoins

De plus en plus d'Iraniennes sont prêtes à porter un enfant pour autrui. Un business florissant dans un pays où sévit une importante crise économique.



✍ Dessin de Boligán paru dans *El Universal*, Mexico.

économique et la difficulté de trouver un métier, de nombreuses femmes ont été contraintes de devenir mère porteuse, parfois à plusieurs reprises, afin de pouvoir subvenir à leurs besoins. Bien que la GPA mette en danger la santé des femmes et leur cause divers problèmes psychologiques, elles n'ont d'autre choix que de donner aux courtiers une part importante de l'argent qu'elles

reçoivent, et ce à chaque grossesse. Une mère porteuse de 30 ans a fait savoir au quotidien iranien *Taadol* qu'elle a dû rétrocéder 20 % de l'argent reçu à la personne qui l'a présentée au couple demandeur. Elle avait déjà loué son utérus à trois reprises.

Approuvée par les médecins et courante dans plusieurs pays du monde, la GPA est considérée comme l'une des méthodes les plus efficaces face à l'infertilité. Mais en Iran, cette pratique a de sombres conséquences en raison [de la dégradation] des conditions de vie.

Chaque grossesse et accouchement épuisent le corps [des mères porteuses], particulièrement celles qui louent leur utérus trois ou quatre fois. «À chaque long processus de naissance, la force physique de la mère diminue, explique Ahmad Reza Vanaki, avocat. Porter un fœtus pendant neuf mois puis être séparée du bébé peut être traumatisant. De la même façon, la contrainte économique de devoir accepter une telle chose est néfaste et désagréable.»

Publié le 6 décembre 2021

**SOURCE**



**INDEPENDENT PERSIAN**

New York, États-Unis  
[independentpersian.com](http://independentpersian.com)

Fondé en 2018, ce site est la version persane du journal britannique *The Independent*, gérée par le Groupe saoudien de recherche et de médias (SRMG), proche du pouvoir de Riyad. *Independent Persian* publie des reportages et des analyses, notamment sur l'Iran, l'Afghanistan et les pays du Golfe.

# Les marchandes ambulantes à l'assaut du métro

Ces dernières années, avec les crises économique et sanitaire, de plus en plus de vendeuses se sont installées dans le métro de Téhéran pour gagner leur vie.

—**Etemaad** Téhéran

Dans le métro de Téhéran, les femmes enchaînent de multiples travaux pour gagner leur vie. Certaines vendent leurs produits faits maison dans des échoppes lors d'expositions temporaires organisées par la mairie dans les plus de 130 stations [que compte le réseau]. D'autres travaillent comme vendeuses de diverses marchandises dans des boutiques et des kiosques. Peu nombreuses, elles travaillent grâce à des autorisations obtenues auprès de la municipalité de la capitale.

**Le colportage est devenu une occupation courante en Iran.**

Toutefois, une grande partie des femmes qui travaillent dans le métro sont des marchandes ambulantes dans les wagons. Elles commencent tôt dans la matinée, et passent dans plusieurs trains en changeant de station de temps en temps pour vendre des marchandises bon marché : écharpes, sous-vêtements féminins, faux bijoux, produits de beauté, notamment dans les quelques wagons exclusivement réservés aux femmes.

Réalisant 25 % des 3 millions de voyages quotidiens effectués dans le métro de Téhéran, les femmes restent une clientèle significative pour ces vendeuses. Mais ces dernières cherchent également d'autres clients en proposant des objets artisanaux, des fleurs, des légumes secs, du safran, des poissons ou des prières écrites sur des bouts de papier. On entend leurs appels partout pour attirer les clients dans les wagons.

Le métro est l'un des rares espaces publics proposant une clientèle de passage diversifiée, de longues heures de travail et un trafic constant constituant une opportunité pour ces marchandes ambulantes.

Pendant longtemps, les agents de la mairie ont tenté de les interdire, en confisquant leurs marchandises ou en les empêchant d'entrer dans le métro. Mais, en raison de la situation économique du pays et de la pandémie, de nombreux emplois se sont évaporés. Le colportage est devenu une occupation courante en Iran.

La direction du métro de Téhéran tolère depuis peu la présence de vendeuses dans les rames, mais cela a conduit à une sorte de désordre. La situation exige une autre approche pour les intérêts des passagers et des colporteuses.

—**Zahra Nejad Bahram**  
Publié le 6 décembre 2021

**SOURCE**



**ETEMAAD**

Téhéran, Iran  
*Quotidien*  
[etemaad.ir](http://etemaad.ir)

*Etemaad*, "Confiance", est l'un des rares quotidiens réformateurs et indépendants qui existent encore en Iran. Fondé en 2002 par Elias Hazrati, ancien combattant de la guerre Iran-Irak et ancien député, il est réalisé par une équipe de journalistes plutôt jeunes, qui contestent, parfois à demi-mot, le pouvoir en place.



↳ Dessin de Gary Waters,  
Royaume-Uni.



IKON IMAGES

—El País Brasil (extraits)  
São Paulo

**A**driana a 22 ans, mais elle n'est pas née. Pas officiellement en tout cas. Cette jeune Carioca [habitante de Rio de Janeiro] à la peau noire, à la maigre silhouette de danseuse et aux sourcils bien dessinés n'a jamais eu d'acte de naissance. Ni de carte d'identité, de carte de travail, de CPF (numéro d'identification fiscale), aucun document officiel. "Je n'ai aucune existence dans ce monde", résume-t-elle d'une voix presque inaudible.

Adriana n'a jamais connu sa mère biologique et a été élevée

## Brésil. Ces citoyens qui n'existent pas

Trois millions de Brésiliens sont des "invisibles". Ils n'ont ni acte de naissance ni carte d'identité, et donc aucun accès aux systèmes de santé ou d'éducation. Des magistrats et des assistants sociaux tentent de les sortir de cette situation dramatique.

par Mônica, devenue la compagne de son père quand la petite avait 5 ans. Après que l'homme a abandonné la famille, c'est la belle-mère qui s'est rendu compte que la petite n'avait jamais été déclarée à l'état civil : c'est une véritable odyssee qui a commencé, et qui dure toujours, pour obtenir des papiers qui donneraient à Adriana, cet être bien vivant, de chair et d'os, une existence de citoyenne brésilienne. "Sa vie est suspendue, elle ne peut pas faire d'études, ni avoir un travail déclaré, elle ne peut rien faire", explique Mônica, 46 ans aujourd'hui et révoltée par la situation.

Adriana fait partie des quelque 3 millions de Brésiliens qui ne

possèdent aucun document d'identité officiel (acte de naissance, par exemple), selon les estimations de l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE).

Dans cette société ravagée par des inégalités sociales qui se traduisent très concrètement par la faim et la misère, cette incapacité à prouver son existence par un papier – cette dignité refusée – n'est pas un thème souvent soulevé dans le débat public. Or il se trouve que tout récemment, le 21 novembre dernier, le sujet a été proposé en dissertation aux candidats à l'examen national de l'enseignement secondaire (Enem) [l'équivalent du baccalauréat en France].

**"Ces personnes ne peuvent pas obtenir de médicaments délivrés sur ordonnance."**

**Raquel Chripino,**  
JUGE

Sans carte d'identité ni numéro CPF, impossible pour un Brésilien de s'inscrire dans une école, ni de bénéficier des aides sociales de l'État, ni d'accéder aux consultations et aux soins du système de santé public.

Adriana, elle, ne doit d'avoir été scolarisée jusqu'à la fin du lycée qu'à la détermination de Mônica, qui a convaincu une école privée "mais pas trop chère" de la banlieue de Rio. "Et j'ai eu la chance que ce soit une enfant en bonne santé, jamais elle n'a eu besoin d'aller chez le médecin, sinon, je ne sais pas ce que nous aurions fait", raconte Mônica. En 2021, la jeune fille a dû solliciter une assistante sociale pour pouvoir se faire vacciner contre le Covid-19. "Nous étions allées dans plusieurs centres de santé, aucun n'acceptait de la vacciner sans pièce d'identité."

Nous retrouvons les deux femmes dans le patio du tribunal de justice chargé des enfants, des jeunes et des personnes âgées de Rio de Janeiro, devant le bus bleu et blanc du tribunal stationné là. Un service de justice itinérant où six fonctionnaires de l'aide juridique, quatre assistants sociaux et trois magistrats accueillent de 9 heures à 15 heures des dizaines de

personnes cherchant à obtenir un document attestant officiellement leur existence.

Adriana et Mônica, qui souhaite adopter la jeune fille et lui donner son nom, sont arrivées à six heures du matin. C'est la quatrième fois qu'elles viennent, et elles repartent une fois encore déçues. Comme elles ne possèdent aucun document relatif aux parents biologiques d'Adriana, la justice a demandé une recherche de l'état civil du père pour régulariser sa situation.

**Sentiment de honte.** "Tout ça donne parfois envie de baisser les bras, reconnaît Mônica, mais nous devons faire en sorte que les droits d'Adriana soient garantis." "J'avoue être assez perdue, c'est très décourageant", lâche Adriana, la tête basse en permanence, qui ne s'exprime guère que par monosyllabes. Elle ne regarde pas ses interlocuteurs dans les yeux.

La honte est un sentiment récurrent chez ces personnes sans papiers, confirme la juge Raquel Chrispino, qui travaille depuis quinze ans auprès de ce public et coordonne le programme Éradication du sous-enregistrement à l'état civil, du tribunal de justice de Rio de Janeiro. "Ces personnes culpabilisent de ne pas avoir de papiers, comme si elles étaient des êtres humains de seconde zone. Elles ne peuvent même pas obtenir de médicaments délivrés sur ordonnance par le système de santé public, elles n'accèdent aux soins qu'en urgence. Pendant toutes ces années, j'ai perdu le compte du nombre de personnes aveugles qui sont venues à moi. Des personnes âgées souffrant de cataracte, et qui n'ont pas pu être opérées faute d'existence officielle", raconte la magistrate, devenue une militante de la lutte contre l'inexistence administrative.

Raquel Chrispino a été l'une des principales sources de la journaliste Fernanda da Escóssia, qui, depuis 2003, suit ces sans-papiers au long cours et a publié *Invisíveis. Uma etnografia sobre brasileiros sem documentos* ["Invisibles. Une ethnographie des Brésiliens sans papiers", non traduit en français]. Trois années durant, elle a assisté aux journées d'accueil du bus du tribunal de Rio, et elle raconte l'histoire

de ces personnes qui n'ont pas pu se faire opérer d'un cancer, ou dont les familles en sont à la troisième génération sans identité à l'état civil. "Beaucoup m'ont dit se sentir à l'état d'animaux, ils parlent d'eux comme de non-personnes, car ne pas avoir de papiers, c'est ne pas être reconnu comme sujet de droit."

Durant ses recherches (le livre est une adaptation de sa thèse de doctorat), Fernanda da Escóssia a identifié les causes structurelles de cette exclusion administrative au Brésil, à commencer par la mauvaise intégration des diverses agences publiques, par exemple entre les greffes, chargés des actes de naissance, et les secrétariats de la Sécurité publique de chaque État fédéré, responsables de la délivrance des cartes d'identité et du numéro CPF.

Il y a aussi des causes culturelles, tel l'abandon paternel, véritable fléau au Brésil, mais aussi le racisme et le machisme. "J'ai connu une femme dont la naissance n'a pas été déclarée parce que le père disait ne pas vouloir de fille 'très noire', raconte ainsi Fernanda da Escóssia, et une autre dont le géniteur ne déclarait que les enfants de sexe masculin au motif qu'"une femme n'a pas besoin d'être déclarée".

Depuis vingt ans qu'elle travaille sur la question, la journaliste a vu le sous-enregistrement des naissances reculer considérablement, de 20,3 % en 2002 à 2,1 % en 2019 – une amélioration que des études internationales attribuent notamment à la mise en place de programmes d'aides sociales, comme Bolsa Família, nécessitant l'identification officielle de tous les bénéficiaires.

Luis Gustavo pense avoir 37 ans; il sait qu'il est arrivé à Rio à l'âge de 3 ans, mais il n'est pas sûr d'être bien né à São Benedito, dans l'État du Ceará, d'où serait originaire sa famille. Il y a sept mois, il

**"Beaucoup m'ont dit se sentir à l'état d'animaux, ils parlent d'eux comme de non-personnes."**

**Fernanda da Escóssia,**  
JOURNALISTE

s'est retrouvé à la rue, faute de pouvoir payer un hébergement comme il le faisait jusqu'alors, et il s'est tourné vers le service de justice itinérant : c'est un agent de police qui, découvrant qu'il n'avait pas de papiers, lui a conseillé de se rendre sur la place du 11-Juin. "Une connaissance m'a proposé du travail comme livreur d'eau, sauf que pour travailler, il faut que j'aie une identité, n'est-ce pas?" Devant l'assistante sociale qui le reçoit, Luis Gustavo a le regard désabusé. Selon la municipalité de Rio, entre

8 000 et 10 000 personnes vivent à la rue dans l'agglomération, et "beaucoup disent ne pas arriver à en sortir parce qu'ils n'ont pas de pièce d'identité", ajoute Raquel Chrispino.

Comme Adriana, Luis Gustavo porte le poids de la culpabilité de ceux qui sont exclus du droit. Vêtu d'un jean, de tongs et d'un maillot de l'équipe de foot brésilienne, l'ensemble usé jusqu'à la trame, il parle les yeux cloués au sol : "Je n'ai pas honte de vivre dans la rue, mais je n'ai jamais rencontré personne ici, car c'est comme si je n'étais pas un citoyen. Ne pas avoir de papiers avec mon nom, c'est ne rien avoir."

**Noirs et pauvres.** Les quelque 35 personnes venues ce jour-là à l'accueil juridique étaient toutes métisses ou noires (selon leur propre identification devant les assistants sociaux [au Brésil l'appartenance ethnique est déclarative]) et, à en juger par leur mise ou leurs récits, toutes sont "pauvres voire très pauvres", ainsi que l'écrit Fernanda da Escóssia dans son ouvrage.

Cette exclusion administrative est en somme le reflet des inégalités au Brésil, dans presque toutes leurs facettes. Ainsi Rogério de Oliveira, électricien de 54 ans, et son fils Wiliam, 27 ans, sont noirs eux aussi. Le bus penche sous leur poids quand ils grimpent tous les deux pour rencontrer une magistrate, une première pour eux – Rogério a découvert récemment que le garçon n'avait jamais été déclaré. "J'ai eu une relation compliquée avec sa mère, nous nous sommes séparés, mais j'ai toujours été présent. Comme je lui avais donné mes papiers et qu'elle m'avait dit

que le gamin avait un acte de naissance, j'ai pensé que tout était en règle", raconte le père. Après que le jeune homme "s'est égaré sur de mauvais chemins", Rogério a voulu qu'il reprenne des études et qu'il trouve du travail, et c'est alors qu'il a découvert que son fils n'avait pas de papiers. "Je ne m'en suis jamais douté, je l'avais toujours inscrit dans de petites écoles privées du quartier, je donnais son nom et c'était bon", se justifie le père.

### Cette exclusion administrative est le reflet des inégalités au Brésil.

Selon la juge Raquel Chrispino, les situations comme celle de Wiliam et des millions d'autres Brésiliens sans identification officielle pourraient être évitées avec une meilleure intégration des politiques administratives. "Les secrétariats de la Sécurité publique des différents États fédérés ne communiquent pas entre eux dans les processus de délivrance de documents officiels. Nous avons besoin de l'intégration des bases de données mais aussi des services aux citoyens, afin d'en finir avec le 'syndrome du guichet'", insiste-t-elle, en référence au chemin de croix que vivent de nombreux Brésiliens dans leurs démarches d'état civil, renvoyés d'un bureau à l'autre entre les différents services publics avant de trouver le bon. "Personne ne croit à leur existence et pourtant elles sont des millions. Sur les 42 000 personnes privées de liberté dans l'État de Rio, 3 000 n'ont pas d'état civil", poursuit la magistrate, indignée, qui travaille aussi auprès de cette population carcérale.

**Droit essentiel.** Au-delà de l'intégration des services d'enregistrement des naissances (greffes) et de délivrance des documents d'identité (dont sont responsables les secrétariats de la Sécurité publique fédérés et les départements de la circulation routière), Fernanda da Escóssia appelle aussi au renforcement de l'action de relais dans la lutte contre le sous-enregistrement. "L'appareil bureaucratique doit être sensibilisé à ce problème. Les écoles et les centres de santé, par exemple, pourraient et devraient

être des services d'orientation actifs pour les personnes dès lors que l'absence de pièce d'identité est constatée", propose-t-elle. Pour les spécialistes, en plus de faciliter la vie des Brésiliens en leur garantissant un droit essentiel (sinon le droit essentiel), des mesures en ce sens permettraient aux caisses de l'État de faire des économies. "Malheureusement, l'État brésilien ne juge pas cet enjeu stratégique", déplore Raquel Chrispino.

Si la situation globale n'évolue guère, pour Wiliam, ce nouveau périple administratif a plutôt bien commencé. Après son entretien dans le bus de l'aide juridique, il a traversé la cour pour entrer au greffe où il a obtenu, à 27 ans, son acte de naissance. Ce n'est qu'un début, certes : outre le précieux document officiel, Wiliam est reparti avec la liste, rédigée dans une écriture soignée, des sept autres pièces qu'il va enfin pouvoir se faire délivrer, de la carte d'identité à la carte de travail. "Je suis tellement content, c'est un grand soulagement!" Et aussi grande soit la timidité du jeune homme, son visage laissait voir l'euphorie de ceux qui, enfin, se voient reconnus à part entière.

—Joana Oliveira

Publié le 28 novembre 2021

#### SOURCE



#### EL PAÍS BRASIL

São Paulo, Brésil

brasil.elpais.com

Le site brésilien du grand quotidien espagnol *El País* avait été lancé à la fin de 2013 à São Paulo, quelques mois après la création de son espace dédié à l'Amérique latine sur son site web, *El País América*, situé à Mexico. Huit ans plus tard, le 14 décembre 2021, le groupe Prisa, maison mère d'*El País*, a dû annoncer sa fermeture "faute d'équilibre financier". L'antenne située à Rio de Janeiro a fermé, mais quelques journalistes sont restés à São Paulo. Ils travaillent désormais en langue espagnole et non plus portugaise, sous la direction du site *El País América*.

## ÉTATS-UNIS

# Prédire l'insurrection qui vient avec les algorithmes

Échaudés par l'assaut sur le Capitole en 2021, des scientifiques travaillent sur la "prédiction des troubles" grâce à l'intelligence artificielle.



—The Washington Post (extraits) Washington

Pour beaucoup d'Américains témoins de l'assaut du 6 janvier 2021 sur le Capitole, l'idée que des émeutiers s'attaquent à ce socle de la démocratie était inimaginable. Les spécialistes de la science des données qui ont suivi les événements sont parvenus à une autre conclusion : cela faisait longtemps qu'ils y pensaient.

C'est en tout cas le sentiment d'un petit groupe de chercheurs qui travaillent dans un domaine de pointe, la "prédiction des troubles". Son approche prometteuse, mais risquée, applique les méthodes complexes de

l'apprentissage automatique aux sources mystérieuses de la violence politique. Axés à l'origine sur le monde en développement, ses calculateurs sont aujourd'hui progressivement recalibrés avec un nouvel objectif : prédire le prochain 6 janvier.

"Nous avons désormais les données, et l'occasion, de nous engager dans une voie très différente", assure Clayton Besaw, qui participe à CoupCast, un programme basé sur l'apprentissage automatique à l'université de Floride qui prédit chaque mois la probabilité de coups d'État et de violence électorale dans des dizaines de pays.

La prédiction des troubles repose sur une idée révolutionnaire, à savoir qu'avec le

développement d'une intelligence artificielle (IA) capable de quantifier des variables – l'histoire de la démocratie dans un pays, ses aléas économiques, son niveau de confiance sociale, l'instabilité du climat et autres –, l'art de prédire la violence politique deviendrait une véritable science.

D'aucuns doutent qu'un modèle, quel qu'il soit, puisse vraiment prendre en compte la myriade de facteurs souvent locaux susceptibles de déclencher des troubles. Mais ses partisans estiment que la méthode est suffisamment éprouvée et les données assez solides pour broser un tableau utile.

**Comme les orages.** "Les gens considéreront les menaces comme nous considérons les fronts d'un orage. C'est quelque chose qui peut se révéler très utile", déclare Philip Schrodt, consultant de haut niveau qui se sert de l'IA pour prédire les risques de violences. CoupCast en est un parfait exemple. Les États-Unis ont, certes, toujours été inclus dans sa modélisation, mais un peu après coup, et situés tout en bas du classement des probabilités de putsch et de violences électorales. Or, avec les nouvelles données tirées du 6 janvier 2021, les chercheurs ont reprogrammé le modèle pour qu'il intègre des facteurs qu'il avait jusqu'alors laissés de côté, comme le rôle d'un dirigeant qui encourage la foule, et qu'il en réduise d'autres, comme la longue tradition démocratique.

Par conséquent, la menace de violence électorale potentielle aux États-Unis a augmenté. Et si les spécialistes estiment que la vulnérabilité de l'Amérique reste loin derrière celle, par exemple, de l'Ukraine ou de la Turquie, elle n'est plus aussi négligeable. "Si l'on en juge par ce modèle, il est évident que nous entrons dans une période où le risque de violence politique prolongée est accru", commente Besaw. Avant de passer sous le contrôle de l'université de Floride, CoupCast a été géré par One Earth Future, une ONG du Colorado.

Aclé (Armed Conflict Location & Event Data Project), une autre ONG, suit et prédit également les crises dans le monde à l'aide d'une approche associant apprentissage automatique et logiciels pilotés par des êtres humains.

"Longtemps, les gens qui travaillent dans le secteur des prévisions sont partis du principe que l'Amérique était une exception, et que nous n'avions pas besoin de nous en inquiéter. Il faut que ça change", affirme Roudabeh Kishi, directrice recherche et innovation du groupe. Jusqu'en 2020, quand le projet a commencé à analyser des données avant la présidentielle, Aclé ne parvenait pas à obtenir de financement pour des prédictions sur les États-Unis. En octobre 2020, elle a prédit qu'une attaque contre un bâtiment fédéral était hautement probable.

De son côté, en 2022, PeaceTech Lab, une ONG de Washington qui travaille à la résolution des conflits à l'aide de la technologie, va relancer Ground Truth, une initiative qui se sert de l'IA pour prédire la violence associée aux élections. Jusque-là tournée vers l'étranger, elle va recentrer ses efforts sur la vie politique américaine. "Dieu sait qu'il est absolument nécessaire qu'on le fasse pour l'élection de 2024", souligne Sheldon Himelfarb, son directeur exécutif.

## Les réseaux de neurones artificiels peuvent étudier des décennies de coups d'État.

Sur le plan scientifique, les progrès dans ce domaine ont été exponentiels. Les modèles précédents s'appuyaient sur des matrices plus simples et étaient considérés comme peu puissants. Les plus récents font appel à des outils algorithmiques comme le *gradient boosting*. Ils exploitent par ailleurs des réseaux de neurones artificiels qui étudient des décennies de coups d'État et d'affrontements partout dans le monde en affinant les facteurs de risques au fur et à mesure.

"Il y a tellement de variables qui interagissent, explique Jonathan Powell, qui travaille sur CoupCast. Une machine peut analyser des milliers de points de données et le faire dans un contexte local mieux que ne pourra jamais le faire un chercheur humain." Par exemple, plusieurs de ces modèles ont découvert qu'il n'y avait pas de forte corrélation entre l'inégalité de revenus et l'insurrection ; des changements

économiques ou climatiques radicaux joueraient un plus grand rôle. Et paradoxalement, les tensions sur les réseaux sociaux ne constituent pas un indicateur fiable de troubles dans le monde réel.

**Des limites.** Cependant, tous les spécialistes ne sont pas convaincus. Jonathan Bellish, directeur de One Earth Future, s'avoue déçu. Le problème, pour lui, tient en partie au fait qu'en dépit des données dont on dispose les violences électorales sont souvent localisées. Même les plus fervents partisans de la prédiction des troubles reconnaissent qu'il est plus probable de prédire des tendances globales que des événements précis. Bellish et d'autres sceptiques mettent aussi en avant une conséquence embarrassante : les outils de prédiction pourraient servir à justifier que l'on réprime des manifestations pacifiques, en invoquant les résultats de l'IA comme prétexte.

D'autres admettent que le monde réel est parfois trop dynamique pour être modélisé. "Les acteurs réagissent, souligne Roudabeh Kishi. Si les gens changent de tactique, un modèle axé sur les données historiques passera à côté."

Le Pentagone, la CIA et le département d'État s'intéressent de près à ce domaine. En 2020, le département d'État a créé un centre d'analyse, la CIA recrute des consultants dans le secteur de l'IA, et l'armée est embarquée dans plusieurs nouveaux projets. En août, le général Glen VanHerck a dévoilé les derniers essais de la Global Information Dominance Experiment ["Expérience mondiale de domination de l'information"], expérience où une IA s'inspire des grands conflits du passé pour prédire où pourraient se produire les prochains.

En revanche, le FBI et le ministère de la Sécurité intérieure se sont montrés moins enclins à adopter ces modèles. Cette répugnance serait une erreur, à en croire les partisans de la prédiction. "Ce n'est pas parfait, et ça peut coûter cher, conclut Himelfarb, de PeaceTech. Mais le potentiel inexploité est gigantesque en matière d'alerte avancée et d'intervention. Ces outils ne peuvent plus juste être considérés comme des options."

—Steven Zeitchik  
Publié le 6 janvier

↳ Dessin d'Arès, Cuba.

SaNoSi Productions  
présente

«UN CHEF-D'ŒUVRE»

L'OBS



FESTIVAL DE CANNES  
SÉLECTION OFFICIELLE 2021



# HÔ

L'HÔPITAL DU PEUPLE

UN FILM DE Ye Ye



LE CERCLE NOIR POUR F I D E L I O

Télérama' L'OBS Le Monde

AU CINÉMA LE 2 FÉVRIER

Courrier international



SaNoSi PRODUCTIONS



Région Île de France

çiçliç

NOUË FILMS



asie

# Birmanie. Un an après le coup d'État, le borbier

Le pays a sombré dans le chaos. Seuls des pourparlers entre la junte et Aung San Suu Kyi pourraient débloquent la situation, mais les efforts diplomatiques en ce sens ne sont pas suffisants.



—The Straits Times  
(extraits) Singapour

De Bangkok

**E**n l'absence de toit, l'intérieur de la maison d'Aik Min, dans l'État Shan, dans l'est de la Birmanie, est inondé de soleil. La plaque de tôle ondulée qui servait de mur à la chambre est tordue, conséquence des affrontements entre les militaires et un groupe ethnique armé résistant au coup d'État du 1<sup>er</sup> février 2021.

Âgé de 40 ans, Aik Min dort désormais au monastère du coin. Dans tout le pays, on recense près de 320 000 personnes déplacées par les combats et l'insécurité qui règne depuis un an. Dans certaines régions, comme dans l'État Chin, dans le Nord-Ouest, et dans l'État Kayah, dans l'Est, villes et villages ont été mis à sac par l'armée. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, plus de 2200 domiciles et

d'autres édifices civils auraient été incendiés ou détruits.

Aucun compromis politique n'est en vue, un an après le renversement du gouvernement civil et la prise du pouvoir des militaires. Dans la Birmanie d'avant le putsch, on trouvait déjà des territoires plus ou moins sous le contrôle de groupes ethniques armés. Le coup d'État a poussé davantage de jeunes dans les bras de nombreuses "forces de défense du peuple", luttant aujourd'hui les armes à la main contre la junte.

Cette dernière, ayant annulé le résultat des élections de novembre 2020 sous prétexte qu'ils auraient été frauduleux, semble décidée à mettre en place un système de représentation à

**Dans tout le pays, on recense près de 320 000 personnes déplacées par les combats.**

la proportionnelle [sans aucune garantie de remporter un tel scrutin]. Manière de peser de tout son poids sur de nouvelles élections qu'elle assure vouloir organiser en août 2023. "Ce scrutin ne bénéficie d'aucun soutien populaire", déclare l'analyste Soe Myint Aung.

Dans le pays, l'humeur est farouchement hostile à tout rapprochement politique, et la communauté internationale a du mal à proposer des solutions. Le "Consensus en cinq points" de l'Asean [Association des nations du Sud-Est asiatique], élaboré il y a neuf mois pour tenter de résoudre la crise birmane, est actuellement au point mort. Le projet prévoit la fin des violences, un dialogue inclusif, la nomination d'un envoyé spécial de l'Asean chargé de rencontrer toutes les parties concernées et leur permettre de prendre langue, ainsi que la fourniture d'aide humanitaire.

Du fait de la résistance de la junte, rien ou presque n'a été obtenu sur ces fronts, à l'exception

de la livraison d'aide humanitaire via la Croix-Rouge birmane. Face au peu de progrès accompli, les autres membres de l'Asean [Thaïlande, Cambodge, Laos, Indonésie, Brunei, Philippines, Malaisie, Singapour, Vietnam] ont exigé que la Birmanie ne soit plus représentée par un délégué politique lors des récents sommets. Des pays comme le Japon, la Chine et l'Inde ont également entrepris leur propre ballet diplomatique, donnant à la junte la possibilité de jouer les uns contre les autres.

"La communauté internationale devrait s'efforcer de développer une politique coordonnée sur la Birmanie", commente l'analyste politique Khin Khin Kyaw Kyee.

**Trop tôt.** Consciente de sa dépendance potentielle vis-à-vis de la Chine après la condamnation internationale du coup d'État, la junte birmane a cherché à s'attirer le soutien de la Russie. Le vice-ministre de la Défense russe Alexandre Fomine a été le premier dignitaire étranger à se rendre en Birmanie au lendemain du putsch, en mars 2021. Mais rien ne semble réussir à calmer les violences, qui ont coûté la vie à plus de 1 400 personnes jusqu'à maintenant.

La crise birmane représente une menace grandissante pour la sécurité régionale. La production illégale de drogues a explosé et les saisies de stupéfiants ne cessent de se multiplier dans les pays voisins comme l'Inde, la Thaïlande ou le Laos. Les activités minières, problématiques à bien des égards, sont également en plein essor. L'extraction de terres rares, extrêmement polluante, aurait repris, tout comme l'exploitation illégale des mines de jade.

C'est dans ce contexte que le Premier ministre cambodgien, Hun Sen, s'est entretenu, le 7 janvier, avec le général Min Aung Hlaing, à la tête de la junte et Premier ministre. À la suite de à cette rencontre, Hun Sen, qui assure la présidence tournante de l'Asean en 2022, s'est vu accuser de légitimer le régime birman.

Il est néanmoins trop tôt pour écarter un processus de paix, quel qu'il soit. Noeleen Heyzer, l'envoyée spéciale des Nations unies pour la Birmanie, plaide d'ailleurs en faveur d'un effort conjoint de l'ONU et de l'Asean pour renforcer l'aide humanitaire aux Birmans

et leur permettre d'accéder à la sécurité alimentaire, à la résilience socio-économique et à l'aide sanitaire. Elle a notamment appelé à un cessez-le-feu pour permettre aux organisations humanitaires de se rendre dans certaines zones.

Les experts appellent à la prudence dans les négociations avec la junte, et à ne pas traiter exclusivement avec elle.

**La crise birmane représente une menace grandissante pour la sécurité régionale.**

Espérant redresser l'économie, durement affectée par le chaos, la junte a annoncé en décembre son intention de relancer rapidement ses projets de développement avec la Chine. Pour les experts, Pékin devrait tirer profit de son poids politique et économique pour inciter l'armée à mettre un terme aux violences et à relâcher ses prisonniers politiques.

"L'armée birmane est persuadée que les Occidentaux travaillent avec l'opposition pour saper son autorité", analyse Nay Yan Oo, un spécialiste de la Birmanie. À ses yeux, en ostracisant la junte, la communauté internationale condamne la transition démocratique à l'échec, et expose la Birmanie à la cupidité de puissances étrangères opportunistes.

"Seuls des pourparlers politiques et un accord entre Aung San Suu Kyi et les haut gradés de la Tatmadaw [l'armée birmane] pourront véritablement déboucher sur une résolution pacifique du conflit", estime Soe Myint Aung, Aung San Suu Kyi, présidente de la Ligue nationale pour la démocratie et ex-conseillère spéciale de l'État, renversée par la junte, purge actuellement une peine de prison de six ans pour des chefs d'inculpation largement controversés.

Pour Soe Myint Aung, l'ancienne dirigeante du pays reste indispensable à la résolution politique du conflit. "Négocier un compromis avec l'opposition tant qu'Aung San Suu Kyi est encore vivante et impliquée dans la vie politique représente la seule chance, pour la Tatmadaw, de redorer son blason et d'éviter de s'attirer les foudres de l'opinion publique pour de nombreuses décennies."

—Tan Hui Yee

Publié le 22 janvier

AFGHANISTAN

# À Kaboul, dans une école clandestine pour filles

Les jeunes Afghanes en âge d'aller au collège ou au lycée en sont désormais privées par les talibans. Des cours leur sont donnés en secret dans une maison de la capitale, malgré les risques. Reportage.

—Gandhara Kaboul

Des dizaines de jeunes filles chuchotent en se pressant dans une maison de Kaboul, la capitale afghane. Depuis des mois, une école clandestine y a été installée, et une cinquantaine de filles y suivent des cours de sciences, de mathématiques et de littérature. Elles font partie des millions de filles privées de scolarisation depuis que les talibans ont repris le pouvoir en Afghanistan, en août.

Dès lors, le groupe islamiste a restreint la scolarisation des filles à l'enseignement primaire. L'éducation secondaire n'est plus possible que dans quelques-unes des 34 provinces de l'Afghanistan. Mursal, diplômée de l'université, risque sa vie en gérant son école secrète : seule professeure de cette structure, elle est convaincue qu'instruire les filles de son quartier mérite de prendre ce risque. Ses élèves aussi seront strictement sanctionnées par les talibans si elles sont surprises ici.

“L'objectif, avec la création de cette école, est d'aider les filles à reprendre leur scolarité, interrompue quand les talibans sont revenus au pouvoir”, explique Mursal, qui souhaite conserver l'anonymat pour des raisons de sécurité. La jeune femme, qui a une vingtaine d'années, s'occupe de l'école à ses frais, notamment en fournissant le matériel nécessaire aux écolières.

Suraya, l'une des élèves, témoigne que le retour des talibans lui donne l'impression d'être condamnée à la prison à perpétuité : “De nombreuses filles étaient désespérées et souffraient de dépression et d'anxiété. Cette école nous aide beaucoup.”

**“De nombreuses filles étaient désespérées. Cette école nous aide beaucoup.”**

Suraya, ÉLÈVE DE L'ÉCOLE

“Je veux que les talibans rouvrent les écoles pour que les filles ne restent pas illettrées et sans avenir”, ajoute Gul Meena, élève de première qui suit l'école clandestine. “S'éduquer est une obligation pour tous les musulmans, hommes et femmes”, ajoute-t-elle en référence aux préceptes islamiques voulant que l'instruction soit un devoir religieux.

Les talibans affirment que leur interdiction de l'enseignement secondaire pour les filles est provisoire, en attendant que le nouveau régime puisse garantir la “sécurité” de toutes dans le milieu scolaire. Leurs détracteurs rappellent que des promesses comparables avaient été faites pendant la précédente période où ils étaient au pouvoir, de 1996 à 2001. Les filles avaient été privées d'école pendant ces six années-là. Des millions de filles, en particulier en ville, s'étaient empressées de retourner à l'école en 2001 après la chute des talibans, évincés par l'invasion américaine.

À en croire Nazar Mohammad Irfan, porte-parole du ministère

**“Je veux que les talibans rouvrent les écoles pour que les filles ne restent pas illettrées.”**

Gul Meena, ÉLÈVE DE PREMIÈRE DE L'ÉCOLE

de l'Éducation taliban, ce gouvernement fondamentaliste n'est pas hostile à l'enseignement privé ou informel destiné aux filles. “Nous nous engageons à travailler avec ces établissements autant que possible afin d'augmenter les niveaux d'alphabétisation et d'éducation dans tout le pays et de combler nos carences”, a déclaré Irfan.

Mais beaucoup ne sont pas convaincus par ces promesses. “Ils ne veulent pas que les filles aillent à l'école. Pour moi, toutes ces justifications ne sont que des moyens d'essayer de nous faire croire le contraire”, analyse Heather Barr, directrice adjointe du département des droits des femmes de l'organisation non gouvernementale Human Rights Watch. Selon elle, le véritable objectif des talibans est la séparation des sexes, une pratique que les talibans cherchent à imposer dans les universités et les administrations. “Les lycées publics n'étaient déjà pas mixtes, il est donc très difficile de savoir ce qu'ils veulent faire”, ajoute-t-elle.

D'après elle, des établissements ont rouvert leurs portes dans huit des 34 provinces afghanes. Très souvent, les écoles ont pu accueillir de nouveau les élèves après des négociations entre les enseignants et les responsables talibans locaux. Les écoles privées, souvent gérées par des ONG,

sont autorisées à fonctionner, en théorie. Mais la crise économique et humanitaire dévastatrice que traverse le pays a conduit nombre d'entre elles à mettre la clé sous la porte.

“Il faut s'attendre à ce que les politiques déjà adoptées par les talibans, si dommageables pour les femmes et les filles, deviennent encore plus destructrices et rigides, et que leur mise en place se fasse dans la violence”, met en garde Heather Barr. Depuis qu'ils ont repris le pouvoir, les talibans ont réimposé les mêmes lois répressives et les politiques rétrogrades qui caractérisaient leur régime brutal, qui interdisait aux filles d'aller à l'école et aux femmes de travailler.

**Promotion de la vertu.** En septembre, les talibans ont formé un gouvernement exclusivement masculin, composé de figures historiques du mouvement. Le ministère de la Condition féminine a été supprimé, et le redoutable ministère de la Promotion de la vertu et de la Prévention du vice a repris du service. Les talibans conseillent aux femmes de rester chez elle pour leur propre sécurité. Le nouveau gouvernement afghan interdit également aux dizaines de milliers de femmes fonctionnaires de retourner au travail, contrairement à leurs collègues masculins.

Neda, l'une des élèves de l'école secrète de Mursal, se dit très inquiète pour l'avenir des filles et des femmes sous le régime taliban. “À quoi va ressembler notre avenir?” demande-t-elle.

—Abubakar Siddique

Publié le 22 décembre 2021



SOURCE



GANDHARA

Kaboul, Afghanistan  
gandhara.rferl.org  
“Gandhara” fait référence à une ancienne région correspondant à l'actuelle vallée de Peshawar, dans l'extrême nord du Pakistan, depuis la vallée de l'Indus jusqu'aux montagnes qui s'étendent vers Kaboul, en Afghanistan. Il s'agit d'un site d'information anglophone émanant des médias américains Radio Free Europe et Radio Liberty.

↳ Dessin de bert&VANCO, Belgique.



europe



## Hongrie. L'encombrant candidat anti-Orbán

Peter Marki-Zay, le candidat de l'opposition unie, doit défier le Premier ministre sortant lors des élections du 3 avril. Mais il est de plus en plus controversé, à tel point qu'il est devenu gênant pour ses alliés et pourrait les conduire au fiasco.

—Mandiner Budapest

L'année politique 2022 démarre sur les chapeaux de roue. D'aucuns pensent que les politiciens de l'opposition et les experts de la campagne [électorale] ont profité des vacances de Noël pour réfléchir aux mois à venir jusqu'aux élections d'avril, préparer les interventions publiques et thématiser les conférences de presse. Certains ont peut-être même utilisé la trêve des confiseurs pour nourrir leur esprit avec un ouvrage décryptant les fondements de la communication politique. La plupart des concernés ont vraisemblablement agi de la sorte, mais n'ont pas songé à leur plus grand problème : le candidat commun de l'opposition au poste de Premier ministre.

Le 1<sup>er</sup> janvier, Peter Marki-Zay (PMZ) ruait dans les brancards et donnait des munitions pour plusieurs jours aux journalistes hongrois en déclarant que l'opposition ne s'était jamais aussi bien portée qu'en ce moment. Explication : "La population âgée, décimée par le coronavirus, votait pour la Fidesz [le parti au pouvoir

dirigé par le Premier ministre, Viktor Orbán], mais les jeunes qui viennent de rejoindre l'opposition, eux, sont critiques du gouvernement."

Ces propos ont suscité une telle indignation que même des membres de la gauche les ont condamnés. Malgré le tollé, le candidat Marki-Zay a refusé de s'excuser. Aujourd'hui, il continue d'affirmer que les "médiats Fidesz" détournent ses propos.

**Aucun regret.** Bien qu'il conteste vivement les accusations et explique que ses propos ont été sortis de leur contexte, ce n'était pas la première fois que Marki-Zay dissertait sur la population magyare âgée décimée par le coronavirus en associant l'épidémie à la décroissance du camp Fidesz.

Cette supposition, vue comme un avantage pour la coalition d'opposition, est un élément récurrent dans la communication du candidat. En novembre 2021, auprès d'un journal italien, il évoquait les décès des seniors dus au Covid comme l'un des outils de sa potentielle victoire électorale et développait cette thématique dans plusieurs de

ses vidéos. "Les personnes âgées, dont nombre décèdent malheureusement en ce moment, soutiennent aux deux tiers Orbán. Ainsi, le temps n'est pas en faveur de la Fidesz", a-t-il même clamé une fois. Des regrets ? Aucun.

Pour la gauche, les gaffes de PMZ sont embarrassantes. Voilà pourquoi il est désormais encadré par une censureur qui, drapée dans des habits d'attachée de presse, essaie d'éviter que Peter Marki-Zay ne s'exprime en public. Ou alors, le moins possible. Le 5 janvier, une conférence de presse de l'opposition coalisée à Budapest, consacrée au projet de référendum contre l'installation d'un campus de l'université chinoise Fudan, illustre parfaitement cette volonté de mettre Marki-Zay en retrait. Le vainqueur de la primaire de l'opposition, considéré il y a encore deux mois comme un messie, est devenu un "politicien d'exposition" gênant dont ses partenaires ne peuvent pas se libérer.

Mais, malheureusement pour l'opposition, l'attachée de presse du candidat Marki-Zay ne peut ni lui tenir la main sans arrêter ni lui ordonner de boycotter les

✎ Peter Marki-Zay. Dessin de PM Hoffmann, Allemagne, pour *Courrier international*.

questions qu'on lui pose. PMZ aime beaucoup parler. Quelques jours après la conférence de presse, il commenta un article israélien et s'enfonça de nouveau en pointant du doigt les "quelques Juifs de la Fidesz, bien qu'ils soient peu nombreux". Lui qui s'était déjà illustré en recensant les homosexuels dans les rangs du parti gouvernemental tient maintenant un registre des politiciens juifs de la Fidesz. L'affaire ne manque pas de piquant au sein d'une coalition de gauche incluant le Jobbik (ancien parti d'extrême droite aujourd'hui "recentré"), dont plusieurs personnalités ont prononcé de multiples déclarations antisémites.

**Déception.** Une chose est sûre : si cela dépend de son attachée de presse, Peter Marki-Zay ne s'affichera plus sur Facebook comme avant. Ses exposés du dimanche soir seront soit édités en amont et montés, soit rayés de l'agenda. L'inexpérience politique de PMZ et la vulnérabilité qui en découle sont devenues claires aux yeux de ses alliés, mais aussi des citoyens magyars.

Cet état de fait doit particulièrement blesser celles et ceux qui lui ont accordé leur confiance au premier ou au second tour de la primaire. Après le retrait de Gergely Karacsony (maire écologiste de Budapest et favori de la primaire, qui rallia Peter Marki-Zay), c'est la deuxième déception en peu de temps que les électeurs de gauche doivent encaisser avant les législatives d'avril. Compte tenu des circonstances, les partis d'opposition devront cravacher pour mobiliser leur base.

Quant au camp de l'opposition lui-même, il ne lui reste plus, dans l'étape décisive, qu'un candidat ne faisant guère campagne, évitant les questions des journalistes, éloigné de la presse, des électeurs et des caméras. Peter Marki-Zay est un pantin de la Coalition démocratique, la formation de centre gauche de l'ex-dirigeant magyar Ferenc Gyurcsany (2004-2009). Au seuil de la primaire, ce dernier rappelait que c'est la majorité parlementaire, qu'il mènera si Viktor Orbán perd, qui arbitre la nomination du Premier ministre.

—Alexandra Knopf  
Publié le 13 janvier

### L'opposition en plein doute

●●● Le 17 octobre 2021, après sa surprenante victoire lors d'une primaire inédite de l'opposition, le conservateur indépendant Peter Marki-Zay (PMZ) devenait le challenger du dirigeant hongrois, Viktor Orbán, qui brigue un quatrième mandat consécutif en avril. Maire depuis février 2018 de Hodmezovasarhely, commune de 40 000 habitants située dans le sud-est de la Hongrie, près de la Serbie, Marki-Zay défend une ligne chrétienne-démocrate. Cet admirateur déçu d'Orbán prône une lutte intense contre la corruption et souhaite instaurer l'euro. Issu de la société civile, PMZ bénéficie du soutien d'une vaste alliance hétéroclite allant de la gauche socialiste à l'extrême droite "recentrée". Mais à deux mois des législatives, les représentants des partis impliqués "trouvent difficilement" un terrain d'entente avec Marki-Zay, et des sources estiment que les chances de battre Orbán "sont en train de s'envoler", détaille le site libéral [24.hu](http://24.hu). Les partenaires de PMZ ont rejeté de concert sa demande de former un groupe à l'Assemblée nationale, "mais la question sera réexaminée en cas de victoire", rapporte le média en ligne **Telex**. Longtemps au coude-à-coude avec l'opposition unie dans les sondages, la Fidesz dispose désormais d'un léger avantage.

**SOURCE**



**MANDINER**

Budapest, Hongrie  
Hebdomadaire  
[mandiner.hu](http://mandiner.hu)

Site d'informations et d'opinion conservateur, créé en 1999 par l'organisation de jeunesse du parti conservateur Fidesz du Premier ministre magyar, Viktor Orbán, *Mandiner* assume sa proximité avec le gouvernement actuel et publie, depuis septembre 2019, un hebdomadaire papier paraissant chaque jeudi en kiosques.

ROYAUME-UNI

## Les “autoroutes intelligentes” dans l’impasse

Accidents mortels, problèmes techniques : les smart motorways ne sont plus en odeur de sainteté outre-Manche, explique *The Daily Telegraph*.

Seize années d’essais, 6 milliards de livres d’investissements, des centaines de kilomètres de tronçons aménagés. Pour terminer dans un cul-de-sac. La “*saga*” des autoroutes intelligentes britanniques, ou smart motorways, “*connaît un tournant majeur*”, confirme **The Daily Telegraph**. “*Le ministre des Transports, Grant Shapps, a annoncé le 11 janvier la suspension de leur déploiement afin de déterminer si le système est utile et, surtout, sans danger pour les automobilistes.*”

Pour comprendre “*comment nous en sommes arrivés là, il faut rappeler le défi auquel est confronté chaque gouvernement en matière de transport routier*”, souligne le journal. À savoir réduire le nombre d’embouteillages autour des grandes villes comme Londres et Birmingham, augmenter les capacités de circulation tout en améliorant les conditions de sécurité. “*Et, bien sûr, sans casser la tirelire.*”

**Depuis l’ouverture du premier tronçon, près de Birmingham, en 2006, 38 morts ont été recensés.**

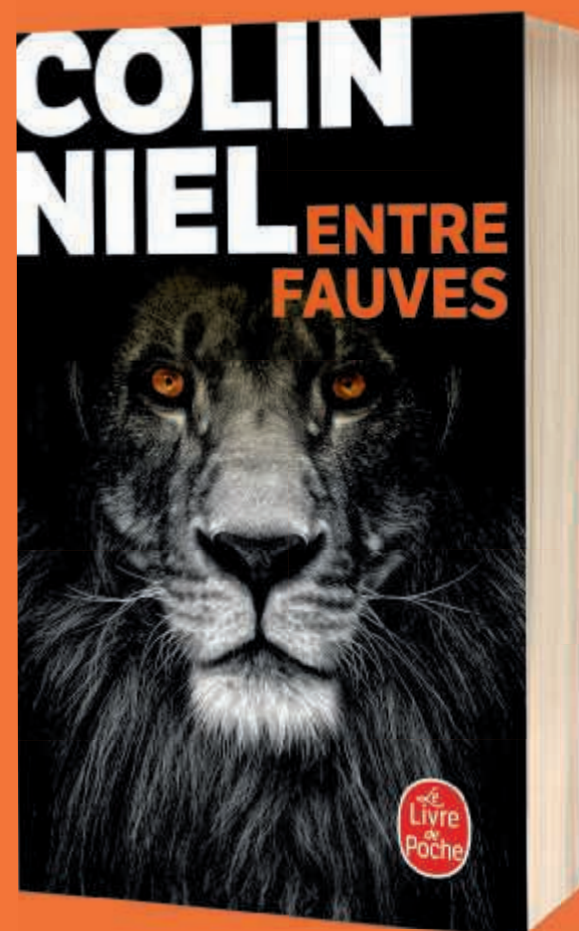
En 2006, l’exécutif travailliste pense trouver la solution miracle. Ces fameuses autoroutes intelligentes, donc, inspirées de projets esquissés aux Pays-Bas et en Allemagne. “*Dans le cadre de ce nouveau système, des ingénieurs observent en permanence les images transmises par les caméras de surveillance des routes afin d’adapter les limitations de vitesse en temps réel et de fermer certaines voies via des affichages sur de grands panneaux lumineux. Ils peuvent même alerter les conducteurs en cas de présence d’un chien errant sur la chaussée*”,

détaille le quotidien londonien. Sur certains tronçons, lorsqu’un ralentissement survient, la bande d’arrêt d’urgence s’ouvre à la circulation. Sur d’autres tronçons, la bande disparaît purement et simplement.

“*À la fin des années 2000, le ministère des Transports célébrait une baisse des temps de trajet et de la pollution, rappelle The Daily Telegraph. Les voix dissonnantes étaient rares à l’époque mais, avec le recul, les avertissements paraissent aujourd’hui prémonitoires.*” Suraccidents provoqués par l’absence de bande d’arrêt d’urgence, manque d’aires de refuge en cas de panne, et défaillance des campagnes d’information relatives au fonctionnement de ces autoroutes : depuis l’ouverture du premier tronçon, près de Birmingham, en 2006, 38 morts ont été recensés sur les quelque 555 kilomètres d’asphalte estampillés “*smart motorway*”. À en croire *The Daily Telegraph*, outre les failles de conception, les autoroutes intelligentes souffriraient de problèmes techniques récurrents. Près de 10 % des caméras de surveillance censées repérer les véhicules en détresse “*ne fonctionnent pas ou fonctionnent mal*”. Désormais, une question s’impose : ces infrastructures décriées ont-elles encore un avenir au Royaume-Uni, où les routes figurent parmi les plus sûres d’Europe (1 748 décès en 2019 contre 3 498 en France, pays à la population comparable) ? “*Le jury n’a pas encore rendu son verdict, et l’avenir de ces autoroutes reste en suspens*”, probablement jusqu’en 2025, conclut *The Daily Telegraph*. “*Mais au vu du nombre de victimes, le grand public, lui, semble déjà convaincu de la culpabilité des smart motorways.*” —



le monde  
entre vos mains



CHASSE  
AU FAUVE  
ET CHASSE  
À L’HOMME  
ENTRE PYRÉNÉES  
ET NAMIBIE



france

# Politique.

## La France fantasmée de la droite

La campagne présidentielle ressemble à une version zombie de la série "Emily in Paris", regrette cette journaliste allemande: la droite et l'extrême droite parient sur la nostalgie et négligent la France réelle.



—Süddeutsche Zeitung  
(extraits) Munich

**A** Paris, la pluie n'est rien d'autre qu'une invitation à embrasser des gouttes de pluie sur les lèvres de l'autre. Et, quand on fête son anniversaire, à Paris, on installe le plus

simplement du monde une table sur une des plus jolies places de la ville, on invite ses meilleurs amis à dîner et aucun touriste ne baguenaude derrière. Car la cuisine, à Paris, c'est sacré. Pour les amoureux, le fait de cuisiner du poireau relève du préliminaire. Et quand on achète des fleurs

ravissantes à Paris, on se fait aborder dans la rue par une riche héritière qui vous prend en affection et vous invite dans le château de ses parents. C'est comme ça qu'on se fait des amis à Paris.

Hmm... La seule personne à qui ce genre de choses soit arrivé – poireau compris – se nomme Emily Cooper, l'héroïne d'*Emily in Paris*. Une série Netflix qu'on regarde quand on n'a rien d'autre à faire, ou alors quand on s'intéresse aux vêtements tartignolles qui coûtent un bras, ou encore quand on cherche une énième raison de s'agacer de l'absence de documentaires réalistes sur le métro-boulot-dodo des banlieusards. Il faut croire qu'une foule de gens remplissent au moins un de ces critères, puisque *Emily in Paris* était en 2020, dixit Netflix, la série de comédie la plus visionnée sur la plateforme de streaming. La deuxième saison y a commencé fin décembre. Et les choses n'ont guère changé.

Emily est toujours cette Américaine jeune et bosseuse au cœur d'or et aux tenues très légères, qui travaille pour une agence de marketing parisienne. Et les Français qui gravitent autour d'Emily sont invariablement plus nonchalants, paresseux, cyniques et arrogants qu'elle. Et toujours aussi peu ponctuels.

Emily reste donc fidèle à elle-même. La France, en revanche, non. Depuis la diffusion de la première saison, le pays est en effet sorti de sa léthargie covidienne. Le tour de chauffe de la campagne présidentielle a démarré en septembre et la foire d'empoigne va bon train dans les médias depuis. Quand le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a par exemple croisé le fer avec Éric Zemmour dans un duel télévisé, il a posté en amont, sur Instagram, une photo de lui flanqué de raquettes de tennis. "Il va y avoir du sport. Vision de la France contre vision de la France", légendait-il. Comme si l'idéologie d'extrême droite se laissait simplement renvoyer dans ses cordes au moyen d'un argumentaire bien senti.

Pour l'heure, cette campagne donne l'impression de voir une version zombie d'*Emily in Paris*. Pas seulement parce qu'elle se joue en partie sur Instagram, mais aussi parce que le tableau qu'elle brosse de la France, tout comme la série, est truffé de clichés.

Personne n'y met autant d'ardeur qu'Éric Zemmour. La vidéo annonçant sa candidature donne à voir un montage de la France idéale – selon lui en perdition. Ça commence avec Jeanne d'Arc, suivie de Louis XIV, de Napoléon, de Charles de Gaulle et de chevaliers sur leurs destriers, de Victor Hugo, de Racine, de Molière, d'Alain Delon, de Brigitte Bardot ou encore de Charles Aznavour, pour ne citer qu'eux. On a l'impression de voir, mis en images, un article Wikipédia consacré aux "Français illustres". Dans la même veine, une interview de la candidate des Républicains, Valérie Pécresse, frappe fort : elle s'y pose en passionaria du foie gras, du sapin de Noël et du Tour de France, car "*la France, c'est la France, et la France, c'est le foie gras*".

**C'est la vision fantasmagorique de l'extrême droite qui s'impose dans le champ médiatique.**

Aussi cliché soit-elle, cette France se vend très bien. Parmi les éclairs de lucidité dans *Emily in Paris*, on relève, dans cette deuxième saison, l'arrivée d'un nouveau personnage : un Britannique qui ne peut pas voir Paris en peinture et qui planche sur la mise à exécution du Brexit, sans pouvoir bien expliquer de quoi il retourne. Une séquence qui étonne par sa pertinence. "Tout ce boniment qu'on nous sert sur Paris 'ville des amoureux' n'est qu'une invention marketing des Américains", affirme l'Anglais. Emily n'en prend pas ombrage : "marketing" n'est pas un gros mot à ses yeux, et tout ce qui fait vendre est bon à prendre. Et de lui répondre : "D'accord, le marketing se fait de l'argent avec le romantisme, et alors ?" Le même commentaire semble s'appliquer à la politique : "Évidemment qu'on se sert de la nostalgie et du sentiment de lassitude actuel pour pêcher des voix. Qu'y a-t-il de mal à ça ?"

Ce que la série et les campagnes électorales de l'extrême droite (et d'une partie de la droite) ont en commun, c'est donc cette invocation d'une France qui n'existe pas et qui n'a jamais existé. Pendant ce temps-là, la gauche jure qu'elle bouge encore, malgré les sondages qui la donnent moribonde

[lire ci-contre]. Avec *En Marche*, pour rester dans le jargon marketing, Emmanuel Macron avait bien réussi en 2017 le placement d'un produit étonnamment rafraîchissant, mais pour 2022, tout le monde s'attend à du réchauffé. Toujours est-il que les Jeunes avec Macron mènent campagne à coups d'affiches qui donnent (délibérément) l'impression d'annoncer la deuxième saison d'une série Netflix.

Le résultat, c'est que, pour l'heure, c'est la vision fantasmagorique de l'extrême droite qui s'impose dans le champ médiatique. Celle d'un pays muséifié. À cette différence près qu'Emily aime Paris comme on aime quelqu'un qu'on connaît à peine et dont on occulte tous les mauvais côtés. L'extrême droite aime la France comme un chien de garde aime sa couquette. Il jappe et montre les crocs – ce qui compte, c'est que personne n'entre.

Une série peut tenir deux saisons avec des vues aériennes de la tour Eiffel aux couleurs acidulées et des "Wow, I love this croissant" ["Trop bon, ce croissant"]. Une campagne présidentielle aura plus de mal. Pourtant, même dans un pays de râleurs autoproclamés comme l'Hexagone, on s'étonne de voir le patriotisme en vogue si passéiste et si renfrogné. Tout le monde est tellement occupé à évoquer la grandeur passée de la France qu'on n'a plus beaucoup d'énergie à consacrer à l'avenir. Et, au lieu de se féliciter de la vitalité du pays, on parle de la France comme d'une morte. Le déclin, on n'a que ça à la bouche. Comme si tous ces sauveurs de la France étaient nécrophiles.

Dans le cas d'*Emily*, la série intercale toutefois une deuxième point de vue. Celui des Français qui doivent endurer la "francomania". Quand on entend une saillie bien trousseée ou d'une causticité rafraîchissante, il est fort probable qu'elle sorte de la bouche de Sylvie, qui chapeaute l'agence d'Emily. Et cet engouement non démenti pour Paris la dépasse.

On aimerait davantage de Sylvie dans la classe politique française. Des gens sur qui l'hystérie identitaire en vogue glisserait et qui se ficheraient pas mal des sermons leur expliquant ce qui est vraiment français et ce qui ne l'est pas.

—Nadia Pantel

Publié le 28 décembre 2021

## La gauche avance vers sa chute

Énumérant les forces œuvrant à la destruction de la gauche en France, la presse étrangère considère sa résurrection comme improbable en 2022, primaire ou non.

Si on regarde les chiffres, la primaire populaire bat la concurrence de loin : près d'un demi-million de Français se sont inscrits pour voter entre le 27 et le 30 janvier afin de doter la gauche d'un candidat unique à la présidentielle, contre 122 000 pour les écologistes en septembre



Revue de presse

ou 140 000 pour les Républicains en décembre. Pourtant, rien ne laisse croire à la presse étrangère que l'initiative sera couronnée de succès, à savoir établir une candidature à gauche susceptible d'atteindre le second tour le 10 avril.

"Qu'est-il arrivé à la gauche française, jadis si puissante?" s'interroge **The Economist**, comme bien d'autres titres, face à l'érosion du parti qui occupait il y a cinq ans encore l'Élysée et l'Assemblée nationale et qui est responsable

### Selon "Le Soir", les électeurs veulent "autre chose que ce ring de boxe actuel".

de décisions aussi marquantes pour la France que l'abolition de la peine de mort ou le mariage pour tous. Plusieurs facteurs sont avancés par les différents titres.

Le plus récent : Emmanuel Macron. Avec En marche, le président de la République a grignoté

les voix de la gauche modérée en 2017. Autre facteur, plus inhérent à la gauche : trop de candidats. Pour le quotidien **The Guardian**, "la lutte des candidats moribonds de la gauche pour se placer est devenue un spectacle et la campagne continue à être dominée par la droite". Un spectacle qui inspire justement au **Soir** belge une certaine fureur. Les électeurs souhaitent "autre chose que ce ring de boxe actuel, riquiqui et nombri-liste, où s'affrontent des petits candidats à une distance de plus en plus abyssale de la grande scène de la vie, [celle où] où se débattent les 'gens', écrasés par des enjeux lourds et des antagonismes angoissants qui les poussent, faute d'alternatives crédibles, vers les vendeurs d'identité facile et de boucs émissaires. C'est en fait cela aujourd'hui, la plus lourde responsabilité portée par l'échec de la gauche française." Enfin, la raison la plus fondamentale,

formulée par **Unherd**, à Londres : "le changement de la géologie sociale et politique de la France", qui a vu le vote ouvrier migrer massivement vers l'extrême droite. "La gauche au sens large (Verts inclus) est désormais peuplée par une population en majorité éduquée, bourgeoise et urbaine - d'où son succès dans les grandes villes comme Paris, Marseille et Bordeaux. Cette gauche, plus intellectuelle qu'émotionnelle, plus soucieuse d'idéologie que de solidarité, trouve agaçant d'avoir une vision du monde dominante et pragmatique ou un leader unique respecté."

Face à ces défis structurels, le **Guardian** sonne l'alarme : "La gauche française ne peut se permettre le luxe de luttes internes sans fin et de campagnes satisfaites qui ne peuvent que conduire à une défaite dans les urnes. L'humiliation quasi certaine qui l'attend en avril doit être le catalyseur pour une réinvention radicale de la vie politique progressive en France."

— **Courrier international**

## SOCIÉTÉ

# Une étrange passion pour les sigles

Que peuvent bien signifier PLF, PFUE ou encore MEAE ? Pour le savoir, interrogez les Français, s'exclame ce magazine britannique, qui se débat au quotidien avec des sigles et des acronymes.

— **The Economist** Londres

L'administration française est en émoi, absorbée par les préparatifs de la PFUE que le MEAE et le SGAE organisent pour le PR de 2022. Rien compris ? Ayez donc une pensée pour les malheureux étrangers qui doivent quotidiennement naviguer dans cet océan français de sigles. Tous les pays y ont recours, mais la France les affectionne tout particulièrement.

La PFUE fait référence à la présidence française de l'Union européenne, qui [a commencé] en janvier 2022 (et est en réalité la présidence du Conseil de l'Union

européenne). Mais qu'importe. L'abréviation est déjà partout et, comme indiqué en introduction, les responsables du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) et ceux du secrétariat général des Affaires européennes (SGAE), rattachés au bureau du Premier ministre, sont occupés à préparer l'événement pour le président de la République (PR).

**Abominations.** Cette passion française pour les sigles est tellement omniprésente que les autochtones ne les remarquent presque plus. Certes, le Royaume-Uni a son NHS (National Health Service, l'équivalent de la Sécurité sociale), et les États-Unis ont la Nasa. Mais, en France, ces

raccourcis sont absolument partout : dans les transports (le TGV, le RER, la SNCF), en politique (le PS, EELV, LREM, LFI, le RN - l'ex-FN - et LR), chez les syndicats (la CGT, la CFDT), au travail (le Smic, le CDD, le CDI, le CSE, les RTT), pour la police (la BRI, le Raid) et jusque sur sa feuille d'impôts (la CSG, l'Urssaf, l'IFI). Le principe semble simple : pourquoi utiliser un mot comme "budget" quand on peut dire PLF, ou projet de loi de finances ?

Mais d'où vient cette

frénésie ? Certains la font remonter à la création de l'État moderne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et à l'apparition de mouvements, comme les syndicats (CGT), ou de partis politiques, tels que la SFIO, ancêtre du PS, dont les noms à rallonge nécessitaient une forme de simplification. On peut également y voir le résultat d'une tendance naturelle de l'État à la complexification bureaucratique : un acronyme est plus souvent source de confusion que de simplification. C'est ainsi que la Société nationale des chemins de fer est devenue la mystérieuse SNCF.

Ce goût pour de telles abominations chez les locuteurs d'une langue aussi élégante que le français ne passe pas inaperçu. L'Académie française, dont la parole fait loi sur ces sujets, précise qu'en matière de sigles et acronymes, "la modération est une bonne chose et l'abus dangereux". Étonnamment, il existe au moins un domaine où les formules foisonnantes ne se font pas raccourcir : la nourriture. Le confit de canard n'est pas un CDC et la blanquette de veau n'a pas été rebaptisée BDV. La vie administrative et institutionnelle est, semble-t-il, une chose que l'on tolère à condition qu'elle soit raccourcie. Mais, pour la gastronomie, on a tout son temps. —

Publié le 30 octobre 2021

## SOURCE



### THE ECONOMIST

Londres, Royaume-Uni

Hebdomadaire

economist.com

Grande institution de la presse britannique, *The Economist*, fondé en 1843 par un chapelier écossais, est la bible de tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale.

Ouvertement libéral, il défend généralement le libre-échange, la mondialisation, l'immigration et le libéralisme culturel.



L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de **Courrier international**.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

à la une

# DANS LA TÊTE DE VLADIMIR POUTINE

Trente ans après la chute de l'Union soviétique, le président russe avance sur tous les fronts, de l'Ukraine au Kazakhstan, pour maintenir la sphère d'influence de Moscou dans les pays de l'ex-URSS. Alors que le marathon diplomatique avec l'Occident se poursuit, Vladimir Poutine maintient la pression sur Washington : l'Otan est sommée de s'engager à ne plus s'étendre vers l'est et à retirer contingents et équipements des pays frontaliers de la Russie. Inacceptable pour l'Alliance atlantique. A-t-on atteint un point de non-retour? Les analyses de la presse étrangère.



Vladimir Poutine.  
Dessin de Côté paru  
dans Le Soleil, Québec.

# DE L'UNION DES SOVIETS À L'UNION DES VOISINS

**VU DE RUSSIE** Faute de pouvoir réinstaurer une forme de tutelle sur certains pays de l'espace postsoviétique, le Kremlin exige d'eux une certaine neutralité dans leurs relations internationales.

—**Kommersant** (extraits) Moscou

L'Ukraine pourrait bien ne pas pouvoir conserver ses frontières actuelles, la souveraineté de la Biélorussie est menacée, tandis que la Russie, malgré la concurrence féroce de l'Occident en matière d'influence, reste l'acteur le plus puissant sur le territoire de l'ancienne URSS. Tel est le sujet du nouveau rapport du Club Valdai\*, intitulé "Un espace sans frontières : la Russie et ses voisins". Cette étude a été rendue publique au moment où la Russie et l'Occident tentent de mener des négociations sur la sécurité qui concernent directement l'espace postsoviétique.

Le rapport, coordonné par Timofeï Bordatchev, directeur de la programmation du Club Valdai, est sorti le 20 décembre pour le 30<sup>e</sup> anniversaire de la chute de l'URSS. L'étude rend compte, d'une part, de la situation géopolitique trente ans après la disparition de l'Union soviétique sur son ancien territoire et invite, d'autre part, à la discussion sur la manière dont Moscou doit construire ses relations avec les anciennes républiques soviétiques. L'auteur évalue la situation actuelle ainsi : "La Russie a été et restera la puissance dominante dans l'espace dit postsoviétique parce qu'elle est la première en nombre d'habitants, qu'elle possède l'une des meilleures armées du monde et un impressionnant arsenal nucléaire comparable seulement à celui des États-Unis."

**La Russie a tout intérêt à ce que les États nés de la chute de l'URSS préservent et renforcent leur souveraineté.**

Concernant ses voisins, la Russie est entourée principalement d'États qui ne sont pas en mesure de relever les défis de leur développement et de leur sécurité en comptant uniquement sur leurs ressources propres. La solution à de nombreux problèmes, selon l'auteur, serait le retour à une forme de tutelle de Moscou sur certaines des anciennes républiques soviétiques. Il note cependant : "Cela nécessiterait un effort qui pourrait être fatal à l'économie et à l'État russes à long terme." C'est pourquoi il faut imaginer une forme d'interaction qui "garantisserait la sécurité de la Russie ainsi qu'une stabilité relative à ses frontières, sans pour autant que Moscou ait à diriger la politique intérieure et extérieure

de ses voisins". Timofeï Bordatchev insiste : la Russie a tout intérêt à ce que les États nés de la chute de l'URSS préservent et renforcent leur souveraineté.

Dans le rapport, ce scénario s'appuie sur les exemples du Kazakhstan et de l'Azerbaïdjan. Noursoultan et Bakou, les deux capitales, protègent jalousement leur souveraineté de toute ingérence, y compris dans leurs relations avec Moscou\*\*. Elles ont d'ailleurs appris à mener plus ou moins bien leur politique étrangère, y compris en direction de la Russie, de sorte à ne pas être pris en étau entre des intérêts contraires. Ce qui, de l'avis de l'auteur, n'est pas le cas de l'Ukraine, de la Géorgie, de l'Arménie et de la Biélorussie, qui, "au cours de la dernière décennie, ont mené une politique étrangère ayant débouché sur des crises aiguës [entre la Russie et l'Europe]".

Le cas de l'Ukraine, devenue fin 2021 le centre des plus vives tensions géopolitiques, et ce sans exercice de sa souveraineté [pour Moscou, Kiev est sous la tutelle de Washington], est le plus préoccupant. L'auteur constate : "Il n'est pas certain que l'Ukraine conserve ses frontières géographiques actuelles." Une hypothèse que Bordatchev explique par l'incapacité de Kiev à "sortir de sa vocation historique à servir d'arène pour la bataille que se livrent la Russie et l'Europe, ce qui l'empêche de tirer avantage de sa situation géographique". L'Ukraine, note-t-il, est restée dans l'orbite géopolitique de la Russie tout en devenant le territoire d'une politique hostile aux intérêts russes.

Cette hostilité est désormais explicitement dénoncée par le Kremlin et le ministère des Affaires étrangères russe, qui demandent à l'Occident de formaliser un accord juridiquement contraignant sur la sécurité mutuelle des deux parties. Moscou a déjà indiqué jusqu'où il est prêt à aller si aucun accord n'est trouvé. Début décembre, on pouvait en effet lire dans un article du ministère des Affaires étrangères russe : "L'implication de l'Ukraine dans les jeux géopolitiques des États-Unis et le déploiement militaire de l'Otan à proximité immédiate de nos frontières auront de lourdes conséquences et nous contraindront à prendre des mesures de rétorsion afin de rétablir l'équilibre militaire et stratégique."

Timofeï Bordatchev rappelle en effet que, par le passé, la riposte russe aux actions jugées inacceptables de ses voisins s'est souvent soldée par une perte de souveraineté encore plus importante pour ces derniers. "Y compris par la perte de territoires, comme cela a été le cas pour la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine" [référence aux régions

sécessionnistes de ces trois pays, respectivement l'Ossétie du Sud, la Transnistrie et la Crimée].

Le cas de la Biélorussie est à part. La crise biélorusse, qui a débuté en 2020 et s'est rapidement transformée en conflit majeur entre le dirigeant biélorusse et l'Union européenne (UE) et les États-Unis, a obligé Alexandre Loukachenko à recentrer sa politique étrangère sur la Russie. Rejeté par le quorum occidental, le dirigeant de Minsk ne quitte désormais son pays que pour se rendre à Moscou, Sotchi ou Saint-Petersbourg – et en Crimée, comme il l'envisage. "La Biélorussie, à l'instar de l'Ukraine, pourrait servir de zone tampon si l'UE accédait à une vraie souveraineté sur la scène internationale. En effet, la faiblesse du partenaire européen a conduit à la remise en question de la souveraineté de la Biélorussie, écrit Timofeï Bordatchev. Le problème désormais pour la Russie est de ne pas devoir absorber la Biélorussie et de lui conserver son statut de voisin indépendant."

La conclusion du rapport n'est pas rassurante : "Comme dans le cas de l'Ukraine, la Russie est confrontée à un dilemme cornélien. D'un côté, Moscou aurait intérêt à préserver la souveraineté de son voisin. De l'autre, il est impossible de s'assurer qu'il restera amical. Ainsi la Russie pourrait être contrainte de faire main basse sur tout ou partie de ces pays, même si cela devait desservir ses intérêts à long terme."

—**Vladimir Soloviev**

Publié le 20 décembre 2021

## SOURCE



### KOMMERSANT

Moscou, Russie  
Quotidien, 93 000 ex.  
kommersant.ru

Kommersant est l'un des premiers quotidiens russes indépendants créés dès 1990, un an avant la chute de l'Union soviétique. À dominante économique, il demeure aujourd'hui encore une référence sur le marché de la presse russe.

\* Think tank d'envergure fédérale qui réunit chaque année des experts et intellectuels russes et étrangers pour aborder les enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle.

\*\* L'appel aux "casques bleus" de l'Organisation du traité de sécurité collective (chapeauté par la Russie) lors des émeutes au Kazakhstan va dans le sens de ce qui est attendu des États postsoviétiques aux yeux de Moscou.

## Dernière minute

### La guerre "reportée"

●●● Depuis le 10 janvier, le ballet diplomatique entre différentes instances occidentales et russes n'a pas cessé. Une avancée concrète semble avoir été faite à l'issue de la journée du 24 janvier, riche en rencontres : entre les ministres des Affaires étrangères de l'UE et le secrétaire d'État américain Antony Blinken, elle-même suivie en soirée d'une visioconférence réunissant Joe Biden, Emmanuel Macron, le chancelier allemand Olaf Scholz, des hauts responsables de l'UE et certains chefs de gouvernement européens. Dans la journée, le haut-commissaire aux Affaires étrangères de l'UE, Josep Borrell, avait déjà déclaré qu'il n'existait pas de "menace d'attaque imminente de la Russie contre l'Ukraine". Enfin, à Kiev, à l'issue de la tenue du Conseil de sécurité national et de défense, le président Zelensky a décrété qu'il n'y avait "aucun risque d'intervention massive" de l'armée russe pour l'heure. "Kiev attise la paix", titre d'ailleurs le quotidien russe **Kommersant** le 25 janvier. "La menace d'un conflit à grande échelle est reportée", "les négociations sur le règlement du conflit ukrainien sortent du coma", commente le titre, après l'annonce de la tenue, le 26 janvier à Paris, d'une rencontre du "format Normandie" des conseillers représentant la France, l'Allemagne, la Russie et l'Ukraine.

# L'Occident impuissant face au grand jeu de Poutine

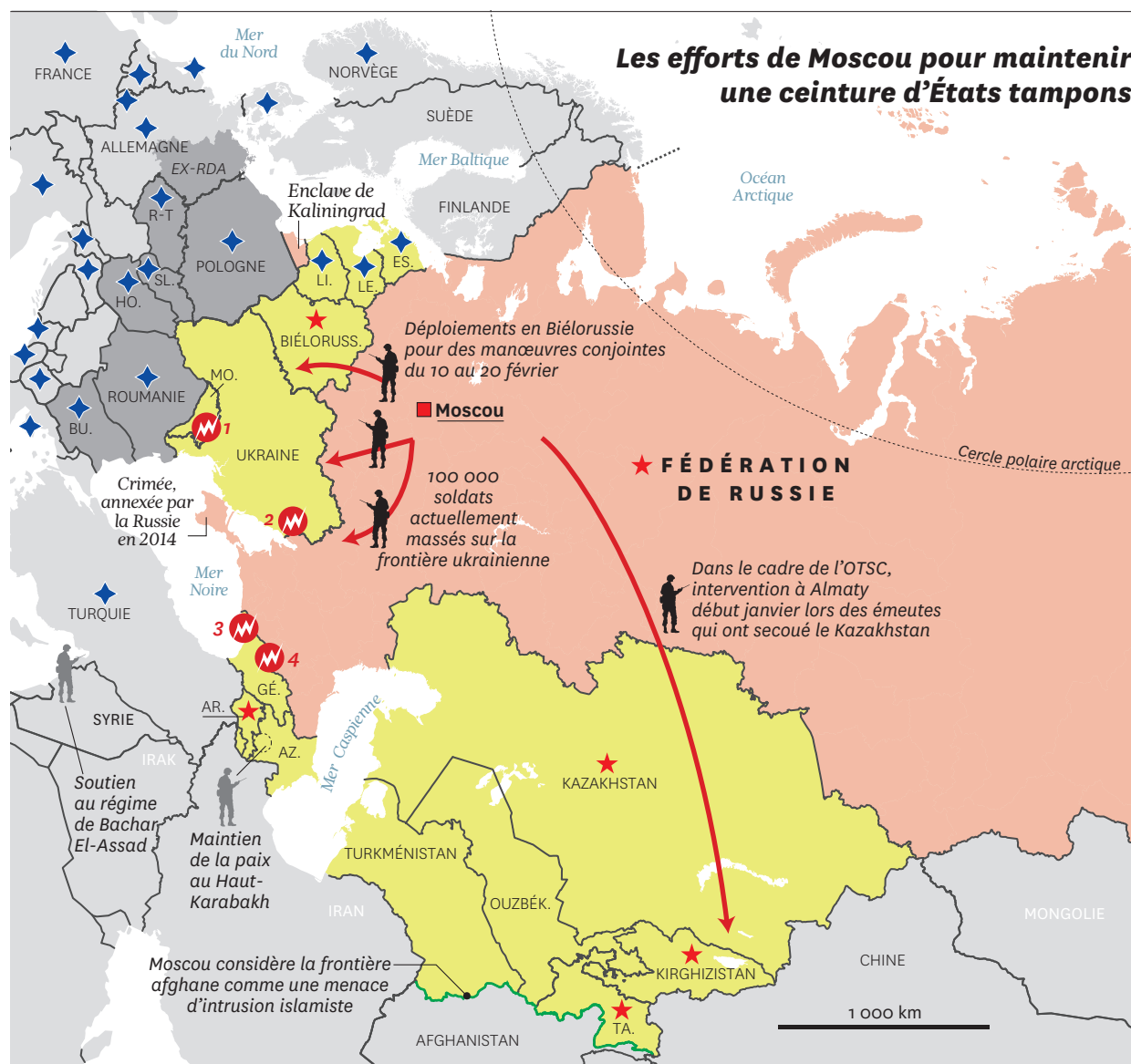
## VU DES ÉTATS-UNIS

Alors que le président russe abat carte sur carte et consolide sa mainmise sur son arrière-cour, Américains et Européens restent tétanisés.

—The Wall Street Journal (extraits)  
New York

Nul ne sait si Vladimir Poutine envahira l'Ukraine, mais il est de plus en plus clair que les Occidentaux, divisés et perplexes, ne savent pas comment gérer le défi qu'il représente. Perdus dans un brouillard narcissique de solennité grandiloquente, les diplomates occidentaux le considèrent depuis ces dix dernières années comme un primitif, vestige d'un passé révolu. Lors de l'invasion de l'Ukraine, en 2014, John Kerry, qui était alors ministre des Affaires étrangères des États-Unis, avait déclaré, plein de mépris : "Mais on ne peut pas se comporter au XXI<sup>e</sup> siècle comme au XIX<sup>e</sup> siècle et envahir un pays sous un prétexte monté de toutes pièces." Convaincus que les anciennes règles de la politique du coup de force ne s'appliquent pas en notre siècle posthistorique éclairé, les Européens ont jacassé sur la manière douce pour finir par se retrouver exclus des importants pourparlers américano-russes sur l'Ukraine.

**Guerres culturelles internes.** Pendant que la Chine et la Russie se faisaient plus puissantes et assurées, les Américains ont, pour leur part, adopté avec enthousiasme la politique de la division et des guerres culturelles internes. Voilà maintenant que le gouvernement Biden proclame à l'étranger que les États-Unis sont de retour, dans toute leur gloire d'édificateurs de l'ordre mondial, tout en assurant à son propre pays que la démocratie se trouve à une loi (sur la protection du droit de vote) de l'effondrement. Même s'il incarne un retour en arrière pitoyable, M. Poutine a employé son temps différemment : il a reconstruit l'Union soviétique sous l'œil d'un Occident incapable et distrait. Comme la Russie n'a pas annexé des républiques décidées à se détacher d'elle, les observateurs ont sous-estimé le réassemblage de l'URSS auquel il procède. Or ce qu'il veut, c'est l'hégémonie, pas l'uniformité. M. Poutine se satisfait peut-être que l'Ukraine et la Biélorussie demeurent



➔ Mouvements récents de troupes russes

➔ Autres opérations militaires impliquant l'armée russe

■ Fédération de Russie (y compris l'enclave de Kaliningrad)  
■ Ex-Républiques soviétiques devenues indépendantes à partir de 1991  
■ Anciens États membres du pacte de Varsovie jusqu'en 1990, faisant désormais partie de l'Otan

Ⓜ "Conflits gelés" : territoires sécessionnistes soutenus par l'armée russe  
1 République moldave du Dniestr (Transdniestrie) 3 Abkhazie  
2 Républiques de Donetsk et Louhansk 4 Ossétie du Sud

Abréviations : AR. Arménie, AZ. Azerbaïdjan, BU. Bulgarie, ES. Estonie, GÉ. Géorgie, HO. Hongrie, LE. Lettonie, LI. Lituanie, MO. Moldavie, R-T Rép. tchèque, SL. Slovaquie, TA. Tadjikistan

COURRIER INTERNATIONAL

indépendantes de nom, mais sous contrôle russe. Moscou gouvernait jadis par l'intermédiaire des hommes forts locaux dans nombre de républiques soviétiques. Quand l'Union soviétique s'est effondrée, Ayaz Mutalibov en Azerbaïdjan, Saparmourat Niazov au Turkménistan et Noursoultan Nazarbaev au Kazakhstan ont pu aisément diriger leur pays comme leur fief personnel. L'objectif de M. Poutine, c'est de redonner le contrôle final à la Russie tout en laissant les dirigeants locaux en place.

Et ça marche. En 2020, la Russie a repris la main sur le sud du Caucase en mettant fin à la guerre azerbaïdjano-arménienne à ses conditions. Au printemps dernier, M. Poutine

a maintenu Alexandre Loukachenko au pouvoir en Biélorussie, sous les protestations et les grognements de l'Occident. Plus récemment, il s'est arrogé le rôle d'arbitre suprême au Kazakhstan en fournissant l'aide politique et militaire qui a permis au président Kassym-Jomart Tokaev d'écraser une révolte.

**Dépendance énergétique.** C'est M. Poutine qui décide aujourd'hui qui gouverne et qui pleure dans la plus grande partie de l'ancienne Union soviétique. Sur les quinze républiques de l'ancienne URSS, seules cinq (les trois États baltes, la Moldavie et l'Ukraine) le tiennent à distance. La Géorgie s'accroche péniblement

aux miettes d'une indépendance jadis solide, tandis que le retrait américain de l'Afghanistan laisse le Kirghizistan et le Tadjikistan plus dépendants de Moscou que jamais.

Dans le même temps, l'Occident est moins en mesure de résister à la pression russe sur l'Ukraine qu'en 2014. L'Europe doute plus qu'à l'époque de l'engagement et de la sagesse des Américains. L'Allemagne est plus pacifiste. Le Brexit a miné les relations entre les principales puissances militaires européennes. La dépendance de l'Europe vis-à-vis du pétrole et du gaz naturel russes laisse l'Occident toujours aussi vulnérable au chantage énergétique - et limite considérablement sa capacité d'imposer des sanctions économiques. M. Poutine sait en outre que les sanctions économiques retomberont plus lourdement sur l'Europe que sur les États-Unis et aggraveront les failles de cette alliance qu'il espère détruire. Avec un pétrole à plus de 80 dollars le baril et la Chine qui soutient son jeu, M. Poutine est peut-être moins vulnérable aux sanctions économiques que ne l'espère la Maison-Blanche.

Dans le même temps, Washington dévoile involontairement mais sans équivoque sa vulnérabilité au chantage. Avec le gouvernement Biden qui fait pression sur le Congrès pour bloquer les sanctions sur le gazoduc Nord Stream 2, on ne peut reprocher à Moscou de penser que les Américains sont prêts à payer le prix pour préserver la "stabilité."

## Comme la Russie n'a pas annexé des républiques décidées à se détacher d'elle, l'Occident a sous-estimé le réassemblage de l'URSS.

M. Poutine ne semble pas avoir grand-chose à craindre pour le moment. Ses succès en Biélorussie et au Kazakhstan ont complètement intimidé l'opposition interne. La montée des prix de l'énergie lui procure des réserves de liquidités. La crise a mis à nouveau la Russie au centre de la politique mondiale, démontré la faiblesse de l'Occident, terrifié l'Ukraine et souligné la maîtrise de M. Poutine au jeu du trône de fer.

Ses décisions futures dépendront entièrement de ce qui, à son avis, fera avancer les objectifs de la Russie. Marchandera-t-il à la table des négociations pendant que l'unité occidentale s'effrite? S'emparera-t-il d'une partie de l'Ukraine pendant que l'Occident bafouille de moralisme impuissant? Acceptera-t-il généreusement les concessions occidentales et reviendra-t-il à la stabilité jusqu'à la prochaine fois?

La réussite de M. Poutine est à la mesure de l'échec intellectuel et politique de l'Occident. Tant que les dirigeants occidentaux n'émergeront pas des brumes de l'illusion posthistorique et ne retrouveront pas l'art perdu de mener une politique étrangère efficace, il continuera d'engranger les gains à nos dépens.

—Walter Russell Mead  
Publié le 12 janvier

### À la une



### "M. POUTINE VA VOUS RECEVOIR"

Affalé dans un fauteuil semblable à un trône paré d'or, vêtu d'un costume à col long dans le plus pur style disco, un fusil d'assaut sur les genoux...

**The Economist** a figuré, en couverture de son édition du 8 janvier (soit à la veille du sommet russo-américain de Genève), Vladimir Poutine en Tony Montana, le célèbre gangster du film *Scarface*, avec comme titre "M. Poutine va vous recevoir". Selon l'hebdomadaire britannique, le président russe prétend vouloir assurer la sécurité de son propre pays, mais "bon nombre de ses revendications sont si exorbitantes et si préjudiciables à la sécurité de l'Europe qu'il ne s'agit peut-être en réalité que d'un ultimatum destiné à être rejeté". Pour le journal, l'absence de concession dans le camp européen fournirait "un prétexte à une nouvelle invasion de l'Ukraine. Et si Poutine est vraiment résolu à entrer en guerre, il le fera."

# KIEV SE PRÉPARE AU PIRE

**VU D'UKRAINE** Alors que l'inquiétude monte dans le pays quant à une possible invasion russe, l'armée ukrainienne renforce son armement avec l'aide de pays de l'Otan, constate la presse nationale.

L'Ukraine vit aujourd'hui dans la peur croissante d'une invasion russe. "Qu'en est-il de l'éventualité d'une grande guerre en Ukraine?" C'est la question que pose **Oukraïnska Pravda**, et que l'on retrouve dans tous les journaux, sur les chaînes de télévision et dans les nombreux talk-shows. "Un grand nombre de politiciens et d'observateurs font état de la forte probabilité d'une escalade significative de l'agression militaire russe, commente le quotidien en ligne. Divers scénarios sont évoqués, en particulier celui, largement débattu, d'une opération militaire à grande échelle aboutissant à la conquête soit d'une grande partie de l'Ukraine, soit de l'ensemble du pays."

L'anxiété est palpable à Kiev, et elle est depuis peu encore accentuée par la décision du département d'État américain d'"ordonner aux familles américaines du personnel de l'ambassade des États-Unis de quitter le pays", rapporte le quotidien **Oukraïna Moloda**, "en raison de la menace d'une action militaire de la part de la Russie". D'autres ambassades auraient entrepris de faire de même, dont celle du Royaume-Uni.

Dans le même temps, l'Ukraine continue de s'armer. Après la livraison, par le Royaume-Uni, d'au moins un millier de missiles antichars de nouvelle génération NLAW dans le cadre d'un pont aérien orchestré la semaine dernière avec des avions de transport de la Royal Air Force, c'est au tour de l'Estonie de promettre l'envoi, "dès que possible, de systèmes de missiles antichars

Javelin de fabrication américaine, ayant obtenu l'autorisation de Washington", signale l'agence de presse indépendante **Unian**. La Lettonie et la Lituanie ont elles aussi annoncé leur intention de fournir aux forces armées ukrainiennes des Javelin et des missiles antiaériens Stinger.

"Bien sûr, concède le quotidien **Den**, même [si l'Ukraine bénéficie de] l'aide des pays de l'Otan, l'armée russe reste toujours plus forte, en particulier dans le domaine de la guerre aérienne, mais ce ne sera pas une victoire facile, en quelques jours. L'invasion russe se heurtera à une résistance féroce, non seulement de l'armée ukrainienne, mais aussi de la population, et il n'y aura aucune chance de victoire finale de Poutine dans cette guerre. Malgré toute sa puissance militaire et répressive, il a fallu à l'Union soviétique près de onze ans (1945-1956) pour réprimer la résistance ukrainienne après la Seconde Guerre mondiale. Poutine n'a aucune chance de rééditer cet 'exploit', car son régime risque de tomber dès la première année qui suivra l'invasion, incapable de résister aux sanctions, à l'isolement international total et aux manifestations de son propre peuple face aux lourdes pertes subies."

Toutefois, "une invasion à grande échelle pour s'emparer de la plupart ou de la totalité de l'Ukraine semble peu probable dans un avenir proche", s'efforce de tempérer **Oukraïnska Pravda**, qui n'en recommande pas moins : "L'Ukraine doit rester calme et se préparer activement à se défendre quoi qu'il advienne."

—Courrier international

## Joe Biden sur la défensive

● C'est "une crise asymétrique" qui se noue autour de l'Ukraine, souligne le **Los Angeles Times**. Pour



**Vu des États-Unis**

Poutine, l'Ukraine est "un problème de sécurité nationale majeur", sans ce "pays satellite, la Russie ne serait qu'un géant diminué". Pour Biden, en revanche, ce n'est qu'"un problème de politique étrangère parmi d'autres". Le locataire de la Maison-Blanche voudrait se concentrer sur "la confrontation avec la Chine et la revivification des alliances traditionnelles, pas sur la défense de Kiev". C'est pourquoi il a voulu "construire une relation stable et prévisible" avec Poutine. D'où l'imbroglie diplomatique quand Biden a fait un distinguo, le 19 janvier, entre "une incursion mineure des troupes russes" en Ukraine et une invasion majeure. Et le **Los Angeles Times** d'affirmer que les États-Unis

sont une puissance débordée "ayant plus de responsabilités, et d'ennemis, que de moyens de coercition".

Malgré tout, Biden, qui, selon le **New York Times** du 23 janvier, envisageait d'envoyer entre 1000 et 5000 soldats dans les pays Baltes et de l'Est (ainsi que des bateaux de guerre et des avions), pourrait finalement envoyer 8500 soldats, annonce désormais la presse américaine. Pour **The Atlantic**, la balle est dans le camp de Poutine : "Lui seul peut décider de rétropédaler et d'éloigner l'Europe d'un risque de guerre majeur". Pour le magazine, Biden et l'Otan devraient se concentrer "sur ce qui est en leur pouvoir : préparer la suite et réfléchir à utiliser leurs considérables capacités afin de faire payer la Russie pour son aventurisme militaire durant de nombreuses années, si nécessaire".—

# L'homme qui voulait être Pierre le Grand

Harald Malmgren se souvient de conversations avec Vladimir Poutine en 1992. Pour cet ancien conseiller des présidents américains Kennedy et Nixon, son ambition était déjà perceptible. Et son parcours, prévisible.

—UnHerd (extraits) Londres

En 1999, Vladimir Poutine a brusquement surgi de l'anonymat pour occuper le poste de Premier ministre. Quand, quelques mois plus tard, Boris Eltsine a soudain démissionné et Poutine a été élu président, les gouvernements du monde entier ont été une fois de plus pris au dépourvu. Comment cet obscur personnage avait-il pu s'assurer le soutien de l'électorat au niveau national sans attirer l'attention des médias ?

J'avais rencontré Poutine pour la première fois sept ans plus tôt, et je n'ai pas été surpris de le voir assurer aussi rapidement son emprise sur la nouvelle Russie. C'est Evgueni Primakov [successivement directeur des renseignements extérieurs, ministre des Affaires étrangères et Premier ministre de Russie de septembre 1998 à mai 1999], souvent dépeint comme le "Kissinger russe", qui nous avait présentés. J'avais rencontré ce dernier à maintes reprises du temps de la guerre froide, quand je conseillais les présidents Kennedy, Johnson, Nixon et Ford. Primakov était un penseur et un auteur pragmatique. Il était également l'émissaire spécial du Kremlin, chargé de mener des négociations secrètes avec des dirigeants partout dans le monde.

**Formé par Kissinger.** Quand Eltsine a demandé à son conseiller Anatoli Soltchak de recruter les meilleurs éléments de la nouvelle élite des décideurs russes, Poutine, alors impliqué dans la vie politique de sa ville natale de Saint-Pétersbourg [dont Soltchak avait été le maire], était en tête de liste. Primakov l'a donc pris sous son aile pour le former aux questions de sécurité et de puissance mondiales. Il a fini par lui présenter le diplomate américain Henry Kissinger, et les deux hommes se sont rapprochés. Le fait que Primakov et Kissinger aient l'un et l'autre pris le temps de former Poutine dans le domaine de la géopolitique et de la géosécurité prouve qu'il avait, à leurs yeux, les qualités d'un puissant dirigeant. Cela prouve également sa capacité à écouter de longs sermons sur la géopolitique, comme j'allais bientôt m'en apercevoir.

En 1992, j'ai reçu un appel d'un organisateur des conférences du groupe de réflexion du CSIS (Centre d'études stratégiques et internationales, à Washington), qui m'invitait à me joindre à une commission

russo-américaine à Saint-Pétersbourg, laquelle devait être présidée par Kissinger et Soltchak. L'objectif était d'aider le nouveau pouvoir russe à ouvrir des canaux d'échanges commerciaux et bancaires avec l'Ouest. La plupart des membres occidentaux étaient des PDG de grandes entreprises, et les Russes, de hauts responsables du nouveau gouvernement. Je devais intervenir en tant qu'expert. On m'a expliqué qu'un "certain M. Primakov" avait personnellement demandé si je pouvais me rendre disponible. Il m'était difficile de refuser, et les nouveaux dirigeants russes éveillaient en moi une vive curiosité.

Lors de la première réunion, j'ai vu plusieurs personnes attroupées autour de Kissinger et d'un homme qui, m'a-t-on dit, était Poutine. Un responsable est venu vers moi et m'a déclaré que Primakov lui avait demandé de me présenter Poutine. Il a interrompu la conversation avec Kissinger pour annoncer mon arrivée. Poutine a répondu qu'il était impatient de s'entretenir avec moi sur ma vision du monde depuis Washington. Nous avons eu plusieurs fois l'occasion de

↓ Vladimir Poutine.  
Dessin de Ramsés, Cuba.



PORTRAIT



discuter entre les réunions, et il s'est arrangé pour être assis à mes côtés lors d'un dîner, accompagné de son interprète. Il m'a demandé : "Quel est le plus grand obstacle qui empêche vos chefs d'entreprise et mes compatriotes russes d'établir des liens dans le secteur des affaires ?" J'ai répondu à brûle-pourpoint : "L'absence de loi précise sur les droits de propriété – sans ça, il n'existe pas de base pour résoudre les litiges." "Ah oui, a-t-il dit, dans votre système, un conflit entre entreprises est résolu par des avocats payés à l'heure pour représenter chaque partie, l'affaire est parfois portée devant les tribunaux, ce qui, d'ordinaire, prend des mois et coûte cher en honoraires." "En Russie, a-t-il poursuivi, les litiges sont généralement résolus de façon pratique. Si un litige porte sur une forte somme d'argent ou un bien important, les deux parties vont envoyer des représentants qui se retrouvent pour dîner. Toutes les personnes présentes sont armées. Face à la possibilité d'un résultat fatal, sanglant, les deux parties trouvent toujours une solution mutuellement acceptable. La peur est le catalyseur du bon sens."

**Pires horreurs.** Cet argument, il s'en est servi dans le contexte de crises entre nations souveraines. Quand on ne parvient pas à un accord, la solution passe souvent par la peur de ripostes disproportionnées. Il était apparemment enthousiaste à l'idée de menacer ses adversaires des pires horreurs. En substance, il venait de me décrire l'impasse dans laquelle se trouvent aujourd'hui Washington et Moscou au sujet de l'Ukraine. Poutine sait que la Russie ne peut pas se permettre une guerre de longue durée avec l'Ukraine. Il sait aussi que Biden fait face à la perspective d'élections de mi-mandat cruciales, avec un blocage au Congrès, et que le président américain n'a donc pas besoin de graves tensions internationales. Les deux parties n'ont d'autre choix que de s'entendre.

Une autre fois, Poutine m'a demandé comment se prenaient vraiment les décisions à Washington, dans le cadre subtil de la séparation des pouvoirs entre le législatif et l'exécutif. Il m'a dit que si Kissinger lui avait expliqué dans les grandes lignes le fonctionnement d'une décision politique présidentielle, il n'aurait pu clarifier comment on parvenait à un consensus politique entre la Chambre des représentants, le Sénat et la Maison-Blanche. Manifestement, il était bien renseigné sur ma carrière. Il a ajouté que Kissinger adorait le spectacle public des rencontres entre gens puissants lors de dîners ou de conférences d'apparat. Et il m'a précisé qu'on lui avait confié que je préférerais les réunions en coulisses pour mettre au point des consensus et laisser de la marge aux négociations sur les détails.

Je me suis efforcé de lui expliquer le processus ardu qui consiste à

trouver un équilibre entre les intérêts de tous les acteurs qui interviennent à Washington, dont le Congrès et les grandes agences, tout en tenant compte du monde des affaires, que toute décision pourrait affecter. Je lui ai raconté ma première rencontre avec Nixon, qui m'avait avoué qu'il était impressionné par le fait que j'étais vigoureusement et directement soutenu par les ténors des deux partis. Ce qui, avait-il glissé, suscitait l'inquiétude des membres de son cabinet, aussi tenait-il vraiment à savoir si j'étais

**“Face à la possibilité d'un résultat sanglant, les deux parties trouvent toujours une solution mutuellement acceptable.”**

Vladimir Poutine

républicain ou démocrate. À quoi j'avais rétorqué : “Oui.” Quand Nixon m'avait demandé ce que cela voulait dire, je lui avais expliqué que je ne me battais pas au nom d'un parti, car j'étais plutôt là pour résoudre les problèmes. Pour parvenir à une solution, j'étais toujours prêt à travailler avec des acteurs clés au sein des deux partis, en fonction du problème. La notion a paru amuser Poutine.

Il m'est resté de lui l'impression d'un homme plus intelligent que la plupart des politiciens que j'avais rencontrés à Washington et dans d'autres capitales ailleurs dans le monde. Cela m'a rappelé mon enfance : j'ai grandi dans un quartier majoritairement sicilien, où l'ordre était assuré par une mafia. Aucune délinquance désorganisée n'était autorisée. Poutine semblait effectivement doté de l'instinct d'un patron de mafia sicilien, prompt à récompenser, mais tout aussi prompt à être mortellement dangereux pour quiconque ne se conformerait pas aux règles de la famille.

Quand je repense à cette époque de désarroi croissant dans les rangs du pouvoir russe, il me revient en mémoire la longue paralysie des années Brejnev, suivie des brèves présidences d'Andropov et de Tchernenko; Gorbatchev n'a pas eu la force d'imposer sa volonté. Eltsine avait de bonnes idées, mais se laissait facilement distraire et manquait d'assiduité. La Russie avait désespérément besoin d'un dirigeant fort, et c'est là que Poutine est arrivé.

Quant à l'idée qu'il se fait de lui-même, il a bien souvent évoqué son admiration pour Pierre le Grand [tsar de Russie entre 1682 et 1725, réformateur et absolutiste], au point que je pense qu'il imagine en être l'incarnation. Je ne suis pas revenu au Kremlin depuis 1988, mais on me dit que Poutine y a fait suspendre des portraits du tsar de toutes les Russies dans plusieurs salles importantes, plutôt que des portraits de lui-même, comme le voudrait la coutume. On commence peu à peu à comprendre ce que cela signifie pour Biden, l'Otan et l'Ukraine. Dans le cas de Poutine, les apparences sont effectivement trompeuses.

—Harald Malmgren  
Publié le 13 janvier

**À la une**



**“POUTINE EST PRÊT. ET NOUS ?”**

Comme dans bien d'autres pays d'Europe centrale et de l'Est, en République tchèque aussi on s'inquiète de la volonté expansionniste, toujours un peu plus ouvertement exprimée, de la Russie de Vladimir Poutine. C'est cette inquiétude que traduit la une du dernier numéro de **Respekt**.

Au-dessus d'un dessin représentant un soldat russe se tournant les pouces, une bouteille de vodka posée sur son fusil pour l'aider à patienter, l'hebdomadaire s'interroge : “Poutine est prêt. Et nous ?” “Comment comptons-nous faire face aux plans expansionnistes du dictateur russe ?” se demande aussi l'hebdomadaire libéral.

# LES “BONNES RÉOLUTIONS” DE MOSCOU

**VU DE RUSSIE** Mener à bien les négociations sur la sécurité avec Washington et amorcer la désescalade dans le conflit du Donbass, en Ukraine – si besoin par la force –, voilà les objectifs du Kremlin pour 2022, selon cet hebdomadaire russe.

—Expert Moscou

L'année 2021 a été très compliquée pour la politique étrangère russe ; compliquée mais décisive par certains aspects. En 2022, la Russie devra achever un certain nombre de processus marquants entamés durant l'année écoulée. Aussi, la prospérité et la sécurité de la nation dépendront de la manière dont les autorités russes relèveront deux grands défis d'envergure internationale. L'événement le plus remarquable et ambitieux est sans doute la tenue de négociations russo-américaines sur la politique de sécurité, qui s'étireront probablement sur toute l'année.

Disons plutôt qu'il serait très avantageux pour Moscou qu'elles s'étendent sur toute l'année. En effet, le Kremlin veut des négociations constructives, pas une réunion avec séance photo dans la veine de la diplomatie spectacle. L'éventail des questions à aborder est large et complexe, c'est pourquoi il faudra du temps pour mener des débats constructifs débouchant sur des résultats. Et par “résultats” nous n'entendons pas du tout la normalisation des relations russo-américaines, car il faudra de nombreuses années avant de sortir de l'extrême tension actuelle. Pour l'instant, il est question de définir les règles du jeu. Une sorte de modus vivendi visant à rendre la confrontation américano-russe plus souple et à l'empêcher d'évoluer en conflit armé entre deux superpuissances. Visant enfin à pousser Washington à reconnaître les intérêts russes et à désamorcer ainsi plusieurs situations de crise dans l'espace postsoviétique.

La probabilité que les parties parviennent à un accord de ce type n'a jamais été aussi élevée depuis huit ans. Au moins parce que cette fois cela pourrait aussi servir les intérêts américains. En 2021, l'administration américaine a pris conscience de deux choses : qu'il est impossible de briser la Russie par des sanctions (provoquer un changement de régime ou du moins un

changement de politique étrangère) et qu'il est inutile, voire dangereux, de dépenser une énergie folle pour contraindre la Russie alors que la principale menace aux yeux du leadership américain est la Chine. C'est pourquoi le président américain a répondu à la proposition russe de stopper l'escalade du conflit. Certes, le président Trump avait pris la même initiative en 2016 mais, contrairement au républicain, Joe Biden n'est pas un franc-tireur mais un membre de l'establishment, dont une grande partie est derrière lui. Une partie qui ne cherchera pas à saboter le processus de négociations.

Contrairement à d'autres. Et je ne parle pas seulement du reste de l'establishment américain, mais aussi d'autres États. Par exemple, les États d'Europe de l'Est membres de l'Otan, pour qui toute désescalade des relations russo-américaines est synonyme de déclin de leur importance géopolitique au sein du clan occidental, ainsi qu'un péché mortel au regard de l'idéologie russophobe qui y règne. L'Ukraine est elle aussi déterminée à saboter ce processus de négociations, commencé pourtant dans son intérêt par la Russie et les États-Unis.

Et Kiev dispose des outils nécessaires pour perturber le processus de négociations – en lançant par exemple une guerre éclair dans le Donbass, ce qui entraînerait inévitablement une réponse militaire de la Russie et conduirait à l'interruption des négociations.

De fait, la désescalade du conflit en Ukraine est le deuxième grand défi de la Russie pour 2022. Actuellement, l'Ukraine est une source permanente d'instabilité. Un territoire en proie à des conflits internes, dirigé par le gouvernement populiste de Volodymyr Zelensky, dont le pouvoir est contesté par les radicaux [nationalistes] qui contrôlent la rue. Fin 2021, voulant sans doute faire remonter sa cote de popularité, le président ukrainien a déclaré la guerre aux oligarques et voudra rassembler les Ukrainiens autour de lui en durcissant le conflit avec la Russie. Ou, au contraire, en négociant avec la Russie pour s'enorgueillir de quelques concessions de la part de l'“agresseur”.

De son côté, Moscou doit résoudre trois équations. Premièrement, décider s'il faut ou non entamer les négociations bilatérales avec Kiev que Zelensky appelle de ses vœux. Actuellement, la Russie s'abstient pour deux raisons : l'incapacité du président ukrainien à honorer ses engagements et la réticence de Moscou à adopter l'ordre



**OPINION**

**Pour l'instant, il est question de définir les règles du jeu. Une sorte de modus vivendi visant à rendre la confrontation américano-russe plus souple.**

du jour proposé par Kiev. Zelensky veut en effet discuter avec Poutine, alors que la position de principe de Moscou est que Kiev doit parler du Donbass avec les responsables des républiques autoproclamées de Donetsk et de Lougansk. Car il s'agit d'un conflit civil, et la Russie n'est pas partie prenante mais médiatrice. Aucune avancée n'est attendue pour l'heure sur ces deux questions. Il est possible que cela change à l'issue des négociations russo-américaines.

Deuxièmement, déterminer quel sera l'avenir des républiques autoproclamées de Lougansk et de Donetsk. Puisque les accords de Minsk [ce protocole régissant le processus de pacification du Donbass a été signé en 2014 par l'Ukraine, la Russie et les républiques autoproclamées de Donetsk et de Lougansk] sont enterrés et qu'il est peu probable qu'il soit possible de les ressusciter, la Russie procède à l'intégration progressive des deux républiques populaires au sein de l'espace russe. En 2021, Vladimir Poutine a pris la décision cruciale de lever tous les obstacles au commerce avec Donetsk et Lougansk, reconnaissant ainsi partiellement les deux républiques. Il est possible que la Russie atteigne le plafond de verre dès 2022 : après une intégration économique, sociale et culturelle complète, la question de l'intégration politique se posera. C'est-à-dire la reconnaissance officielle des républiques et leur rattachement à la Fédération de Russie. La décision finale du Kremlin sur cette question dépendra largement de l'état des relations avec l'Occident et l'Ukraine.

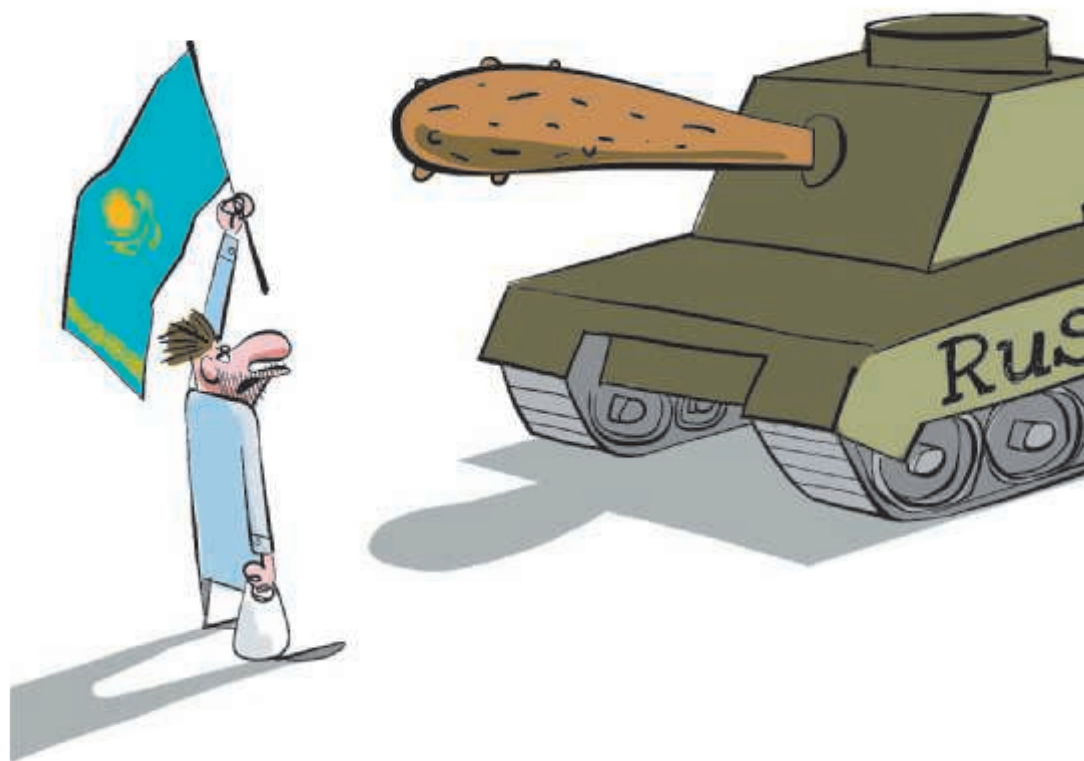
### Il convient de déterminer l'ampleur d'une intervention militaire sur le sol ukrainien au cas où Kiev déclencherait une guerre dans le Donbass.

Enfin, troisièmement, il convient de déterminer l'ampleur que pourrait prendre une intervention militaire sur le sol ukrainien dans l'hypothèse où Kiev commettrait une provocation militaire et déclencherait une guerre dans le Donbass. La Russie pourrait riposter en introduisant de facto des troupes sur le territoire des républiques de Donetsk et Lougansk, puis les reconnaître dans un second temps (ce qui arrangerait l'Ukraine car, en perdant ce qu'elle ne possède déjà plus, Zelensky gagnerait un surplus de soutien de l'Occident et de nouvelles sanctions contre la Russie). Mais la Russie pourrait aussi, par exemple, libérer d'autres parties des régions de Lougansk et de Donetsk, ainsi que celle d'Odessa (ouvrant ainsi un couloir vers la Transdnestrrie), ce qui n'arrangerait plus tellement l'Ukraine.

À ce stade, l'important n'est pas seulement de savoir quelle décision prendra Moscou, mais de faire en sorte que l'Occident et Kiev n'en sachent rien. Car c'est la peur face à l'éventualité du troisième scénario qui retient l'Ukraine de commettre une provocation militaire. Et pousse l'Occident à continuer à dialoguer avec Moscou.

—Gevorg Mirzaïan  
Publié le 3 janvier

➤ Dessin de Ramsés, Cuba.



## Le Kazakhstan, l'autre front

**VU DE CHINE** L'intervention russe au Kazakhstan marque un changement stratégique dans l'approche de Moscou, estime ce spécialiste chinois de l'Asie centrale. Une évolution vue d'un bon œil par Pékin, qui a des intérêts dans le pays.

—Zhongguo Wang Pékin

Juste après le nouvel an, le Kazakhstan, pays limitrophe de la Chine, a été le théâtre d'incidents majeurs qui ont mis en émoi la communauté internationale. Des manifestations contre la hausse du prix du gaz ont tourné à l'émeute, rendant la situation incontrôlable.

La Russie est rapidement intervenue pour aider son allié à "faire le ménage" dans tout le pays, et le président du Kazakhstan, Kassym-Jomart Tokaev, a tenu à remercier tout particulièrement le président Poutine pour cette expression de son amitié "fraternelle". Tout en démontrant la fragilité du régime de ce grand pays d'Asie centrale qu'est le Kazakhstan, ces troubles ont confirmé son rapprochement avec la Russie et ont servi de mise en garde pour certains de ses autres voisins d'Asie centrale en proie à des difficultés. Ils ont donc une grande portée.

Il faut rechercher les causes profondes de l'éclatement de ces troubles dans l'accumulation de tensions sociales et d'un grand mécontentement sur le plan domestique. Pourtant, le

Kazakhstan est l'une des républiques de l'ex-Union soviétique les plus prospères sur le plan économique, puisqu'il a multiplié par six son PIB au cours des trente années suivant son indépendance. Il avait la possibilité de rejoindre très vite le clan des pays moyennement développés, mais il n'est pas parvenu à soigner ses graves "maux de développement" : de fortes disparités sociales, une corruption endémique, le non-respect de la loi, les difficultés à garantir le bien-être de sa population ou encore la mainmise de groupes d'intérêt sur des pans vitaux de l'économie... De plus, les lacunes en matière de gouvernance ont rendu la gestion de la crise sanitaire liée au Covid particulièrement difficile.

Si l'opposition politique kazakhstanaise et les organisations non gouvernementales ont, dans un premier temps, joué un rôle dans la mobilisation et l'organisation du mouvement, il est certain qu'en coulisses elles ont bénéficié du soutien de forces extérieures. D'où ont donc surgi tous ces terroristes "bien entraînés" qui sont intervenus au moment où les émeutes ont pris de l'ampleur? D'où peut bien provenir cette "invasion

### L'auteur

#### SUN ZHUANGZHI

est le directeur de l'Institut de recherches sur la Russie, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale, de l'Académie des sciences sociales de Chine.



d'ennemis extérieurs" évoquée par le président Tokaev? Tout porte à croire qu'il s'agit d'infiltrations de longue date. En fait, les autorités kazakhes ont toléré les activités publiques d'organisations politiques manipulées par des forces étrangères, sans doute pour se créer une "image démocratique", à moins qu'elles ne cherchent à récolter le fruit de ces efforts pour "équibrer" les forces extérieures [occidentales et russes].

Ce qui a été présenté comme l'envoi de troupes de maintien de la paix par l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) à la demande du gouvernement kazakh s'est en fait résumé à un transport immédiat de troupes par la Russie, qui ont été aéroportées depuis les régions voisines du Kazakhstan, afin de mater rapidement et sans ménagement les émeutiers. En fait, l'OTSC a déjà été sollicitée de la sorte, lors des troubles civils au Kirghizistan, en 2010, et au moment de la défaite de l'Arménie dans la guerre du Haut-Karabakh, en 2020. Mais elle avait refusé de le faire. Le Kirghizistan et l'Arménie sont pourtant tous deux membres de l'OTSC, au même titre que le Kazakhstan. L'approche de la Russie a cette fois été différente, et elle a eu recours non à des unités de police spéciale dédiées à la lutte contre le terrorisme, mais à des troupes de combat dotées d'équipements lourds, ce qui indique une vision stratégique à plus long terme.

Il apparaît difficile, de prime abord, de comparer le Kazakhstan - qui a réussi, après son indépendance, à bien se reconstruire et à établir de bonnes relations extérieures - à l'Ukraine. Cette dernière est l'exemple classique de l'échec d'une nation perdue dans un engrenage géopolitique. Les deux nations ont cependant des points communs : dans l'espace postsoviétique, elles ont le potentiel, sur les plans de la géographie et des ressources, pour devenir des puissances régionales. Mais elles sont plongées dans une

crise intérieure sur fond de bras de fer entre grandes puissances. La construction d'un État-nation, la marche vers la modernisation et la véritable indépendance, est un chemin tortueux, semé d'épines. Dans ces circonstances, la cohésion et l'harmonie du pays sont essentielles, tout comme la bonne gouvernance de l'élite au pouvoir et le soutien sincère de la population envers elle.

### Le Kazakhstan est une terre pionnière pour le projet de nouvelles routes de la soie, à travers son programme Chemin lumineux.

Alors que l'on célèbre le 30<sup>e</sup> anniversaire des relations diplomatiques entre la Chine et le Kazakhstan, la coopération en matière de politique et de sécurité, ainsi que les échanges économiques, commerciaux et culturels entre les deux pays sont devenus très poussés. Le Kazakhstan est également une terre pionnière pour le projet de nouvelles routes de la soie, à travers son programme Chemin lumineux [Nourly Jol], qui témoigne d'une volonté de coopération active avec la Chine.

Depuis le rétablissement de l'ordre dans le pays, priorité est donnée aux questions économiques et à la satisfaction des besoins fondamentaux de la population, et la coopération avec la Chine est justement en mesure de répondre aux problèmes de développement les plus urgents. Comme l'a souligné le président chinois Xi Jinping dans son message adressé au président Tokaev, en tant que voisin fraternel et partenaire stratégique durable, la Chine est prête à faire tout son possible pour apporter le soutien nécessaire au Kazakhstan et l'aider à surmonter les moments difficiles. Quels que soient les défis rencontrés, la Chine restera un ami et un partenaire fiable du Kazakhstan, et le peuple chinois se tiendra toujours aux côtés du peuple kazakh.

—Sun Zhuangzhi  
Publié le 10 janvier

### Contexte

## Vers un cordon sécuritaire en Asie centrale

●●● Après les émeutes au Kazakhstan, l'idée de mettre en place un cordon sécuritaire sur le pourtour des pays d'Asie centrale ayant une frontière commune avec l'Afghanistan a été avancée lors de la session extraordinaire, le 11 janvier, de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC, alliance politico-militaire qui réunit l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Russie et le Tadjikistan). Selon le président tadjik, Emomali Rakhmon, la situation à la frontière "se détériore chaque jour", rapporte le quotidien russe **Izvestia**. Les renseignements tadjiks informent que dans les provinces du nord-est de l'Afghanistan, avec lequel le Tadjikistan partage 1300 kilomètres de frontière, "fonctionnent plus de 40 camps entraînant 6000 terroristes". Le spécialiste des questions internationales Dmitri Stefanovitch, sollicité par le titre, jugerait bon de consolider l'initiative du président tadjik en "impliquant l'Organisation de coopération de Shanghai (créée en 2001, elle réunit la Chine, la Russie, l'Inde, l'Iran, le Pakistan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan)".

### SOURCE



### ZHONGGUO WANG

Pékin, Chine

china.com.cn

Comme les autres portails chinois, il est essentiellement constitué de reprises d'articles de presse ou de blogs, mais il est aussi l'un des rares sites à être autorisés à avoir une production d'information indépendante de celle des médias traditionnels. Le site est géré par le Bureau des éditions en langues étrangères de Chine et existe en dix langues.



### SUR NOTRE SITE

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

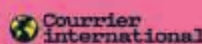
Tensions diplomatiques, escalade militaire, agitation en mer Noire... Toute l'actualité concernant l'Ukraine est à retrouver sur notre site.



# SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ



À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

## Décryptage

### L'UE tergiverse, le Royaume-Uni prend les devants

●●● Pour le journal espagnol **Público**, il est clair que l'Union européenne (UE) cherche "à être plus indépendante et à relâcher la tutelle des États-Unis pour défendre ses intérêts stratégiques". L'actuelle crise ukrainienne concerne directement l'UE "pour la proximité géographique ou les intérêts commerciaux, mais aussi pour la survie de son approvisionnement énergétique en période de flambée des prix de l'électricité". Mais, comme souvent lorsqu'il s'agit de politique européenne de sécurité et de défense, le problème reste "l'absence de consensus" entre les Vingt-Sept. C'est le moment choisi par le Royaume-Uni pour prendre les devants sur la scène internationale, clame le **Daily Telegraph**. Armes antichars livrées "en masse" à Kiev, opposition franche au gazoduc Nord Stream 2 entre la Russie et l'Allemagne : "Londres adopte une position ferme et cohérente" face au Kremlin et "se montre résolument solidaire d'un allié qui ne souhaite pas céder au chantage de Moscou", salue **The Times**.

## Le mot

### Finlandisation

●●● Lorsque, en décembre, la Russie a dévoilé ses exigences pour une désescalade en Ukraine, elle n'a pas parlé de "finlandisation". Pourtant, ce concept – qui fait référence à la neutralité de la Finlande des années 1950 face à l'Otan et à l'URSS – est à nouveau d'actualité. En témoignent les demandes russes en faveur d'un retrait des troupes de l'Otan, en Pologne et dans les pays Baltiques. Mais, du côté occidental, la finlandisation est considérée avec méfiance. "Si on appliquait les propositions de Moscou, l'Ukraine, la Finlande et la Suède perdraient le droit de choisir à quelle alliance adhérer", commente, depuis l'Allemagne, la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**, qui y voit une perte de souveraineté. "Cela irait encore plus loin que la doctrine soviétique de Brejnev, qui, en 1968, partait du principe que le protectorat de Moscou devait s'étendre jusqu'à l'Elbe."

## À la une



### "ORBÁN À LA BOTTE DE MOSCOU"

Bien qu'elle ait intégré l'Otan en 1999 et soit membre de l'Union européenne depuis 2004, la Hongrie "se range dans le camp de Moscou sur la plupart des questions internationales d'importance", note l'hebdomadaire libéral **HVG**. En une de son édition du 13 janvier, le journal hongrois tacle la russophilie de Viktor Orbán en le représentant en train de cirer les chaussures de Vladimir Poutine, métamorphosées en chars, avec, comme titre : "Mon tsar est mon partenaire". Principal pays allié de Moscou au sein des Vingt-Sept, la Hongrie appuie la Russie sur plusieurs dossiers sensibles du moment, notamment son intervention au Kazakhstan ou son opposition à l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan.

↗ Vladimir Poutine. Dessin de De Angelis, Italie.



contexte, "l'appartenance de la Suède à l'Otan devrait être une évidence", estime

## Angoisses scandinaves

En Europe du Nord, les agissements russes commencent à provoquer des sueurs froides, tant au sein des gouvernements que dans la presse.

La Suède doit se préparer au pire", avertit **Dagens Nyheter**, en notant que "la situation sécuritaire autour du royaume n'a jamais été aussi tendue" depuis la guerre froide. C'est le pays scandinave qui a le plus montré qu'il prenait la menace au sérieux. Et sa presse se fait l'écho de ces inquiétudes. "Quand la Russie mobilise à l'Est, la Suède se renforce à Gotland", sa grande île en mer Baltique, précise **Svenska Dagbladet**, en allusion à l'envoi sur place d'hommes et de véhicules blindés courant janvier. Dans ce



REVUE  
DE PRESSE

de son côté **Göteborgs-Posten**, prenant ainsi partie dans un débat plus vif que jamais sur le bien-fondé ou non d'une adhésion du pays à l'Alliance atlantique. Débat qui anime aussi la Finlande, autre État de l'UE non adhérent.

Malgré le passage de "péniches de débarquement et autres navires de guerre russes" au large de son île stratégique de Bornholm, en Baltique, le Danemark, lui, n'y a pas dépeché de renforts, constate **Berlingske**. Cela dit, il a annoncé la mise à disposition de l'Alliance d'une frégate et de quatre chasseurs F-16 en plus de son dispositif habituel, pour notamment surveiller l'espace aérien balte. "Ce ne sont que de petits pas symboliques. Ce qui manque, dans la politique danoise, c'est une reconnaissance aiguë du fait que le tableau des menaces en Europe a changé", regrette le plus ancien journal du pays. **Jyllands-Posten**, autre quotidien danois, voit plus loin : "Si on en vient à un conflit militaire au sujet de l'Ukraine, la région arctique sera rapidement en ligne de mire", étant donné les bases militaires existant dans le nord-ouest de la Russie, limrophe de la Finlande et de la Norvège. "Notre place, à la frontière avec la Russie, nous rend vulnérables", estime d'ailleurs **Verdens Gang**, à Oslo. Mais, pour le moment, le gouvernement norvégien n'a pas l'intention d'imiter ses voisins en mobilisant des moyens militaires supplémentaires.

— **Courrier international**



Vu d'ailleurs

## Pologne. La "schizophrénie" de l'Europe

● Dans la crise en cours, la Pologne occupe la position inconfortable de spectateur aux premières loges. Alors que la tension monte à la frontière ukrainienne, Moscou et Minsk ont annoncé la tenue d'exercices conjoints sur le sol biélorusse en février prochain. Plus que ces démonstrations de force, c'est le risque d'une défaillance de "l'Occident" qui inquiète Varsovie. D'après le quotidien libéral **Gazeta Wyborcza**, la Russie n'entreprendra de "mettre au pas l'Europe centrale et de briser l'unité de l'Otan" que si elle est convaincue que "l'Occident a l'intention de céder et d'abandonner" l'Ukraine à son sort. Si le quotidien croit voir une consolidation de l'Europe face à la menace, l'hebdomadaire de centre droit **Wprost** se montre moins optimiste et n'hésite pas à critiquer l'Occident pour sa "schizophrénie stratégique". En cause, l'attitude bienveillante de Berlin, "avant tout soucieux de voir [le gazoduc] Nord Stream 2 entrer en activité et, pour ce faire, prêt à servir les intérêts russes en Europe".

## Lituanie. Alerte aux pays Baltes

● À Vilnius, le danger d'une guerre en Ukraine semble imminent, rendant la situation encore plus dangereuse dans les pays Baltes. "Des soldats russes se déplacent vers la Biélorussie [pour des manœuvres conjointes russo-biélorusses]; Moscou attise ainsi encore les tensions en Ukraine et dans le reste de l'Europe de l'Est, y compris les pays Baltes", relève le site d'information **15min.lt**. Interviewé par **LRT** (Radio-télévision nationale lituanienne), le ministre de la Défense souligne que désormais "le temps de préparation de l'armée russe pour rendre ses forces militaires opérationnelles a été réduit à une heure". Les pays Baltes demandent donc à l'Otan de renforcer sa présence sur leur territoire. La Première ministre estonienne, citée par le média public **ERR**, a annoncé que le gouvernement allait "augmenter de 380 millions d'euros le budget de la Défense dans les prochaines années". Mais les pays Baltes s'engagent aussi pour l'Ukraine. Ils viennent d'avoir l'autorisation des États-Unis de leur fournir des armes.

À la une



### "PAS DANS MA COUR",

peut-on lire en titre du **Nikkei Asia** daté de la semaine du 24 janvier, qui consacre sa une aux tensions entre les États-Unis et la Russie. Une allusion au fait que Moscou ne souhaite pas que son voisin ukrainien intègre l'Otan. "La Chine observe ce qui se passe en Ukraine", affirme un politologue cité par l'hebdomadaire anglophone. "Ce que la Russie essaie de faire en Europe de l'Est, c'est exactement ce que les Chinois essaient de faire en Asie de l'Est."



### "QUE VEUT-IL DONC ?"

s'interroge **Die Zeit** en une de son édition du 20 janvier avec une photo de Vladimir Poutine en uniforme d'officier russe de la marine. Pour l'hebdomadaire allemand la réponse est claire : "Poutine ne cherche pas vraiment à déclencher une guerre en Ukraine, mais c'est un prix qu'il est prêt à payer pour atteindre son véritable objectif : restructurer l'Europe, ni plus ni moins."



### "JUSQU'OUÛ IRA POUTINE ?"

s'inquiète **Der Spiegel**. Dans un long article, l'hebdomadaire de Hambourg décrypte "le jeu de pouvoir" du président russe ainsi que la posture ambiguë du gouvernement allemand envers la Russie. Pour les États-Unis, "si la Russie envahit l'Ukraine, la pression sur Berlin augmentera pour qu'elle prenne clairement position contre Moscou."

## NOTRE SÉLECTION

Pour commander,  
scannez le QR code



Ou sinon rendez-vous sur notre site :  
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>

ou par téléphone : 03.21.13.04.31  
(du lundi au samedi de 9h à 18h)



8,50€\*

### Best of 2021

Courrier international a sélectionné dans ce hors série les articles de la presse étrangère qui ont marqué l'année 2021.

• Format : 230 mm x 297 mm  
• 76 pages

### Comment le monde a basculé

De l'Afghanistan au Pacifique, la rivalité entre les États-Unis et la Chine redessine l'ordre mondial.

• Format : 230 mm x 297 mm  
• 76 pages



8,50€\*



8,50€\*

### Atlas du réchauffement climatique

Des pôles à l'équateur, la planète brûle. Des cartes, des infographies et les analyses de la presse étrangère pour décrypter la crise.

• Format : 230 mm x 297 mm  
• 76 pages

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 30/06/2022  
\* Frais de port en sus en fonction du produit.  
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.  
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet :  
<https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

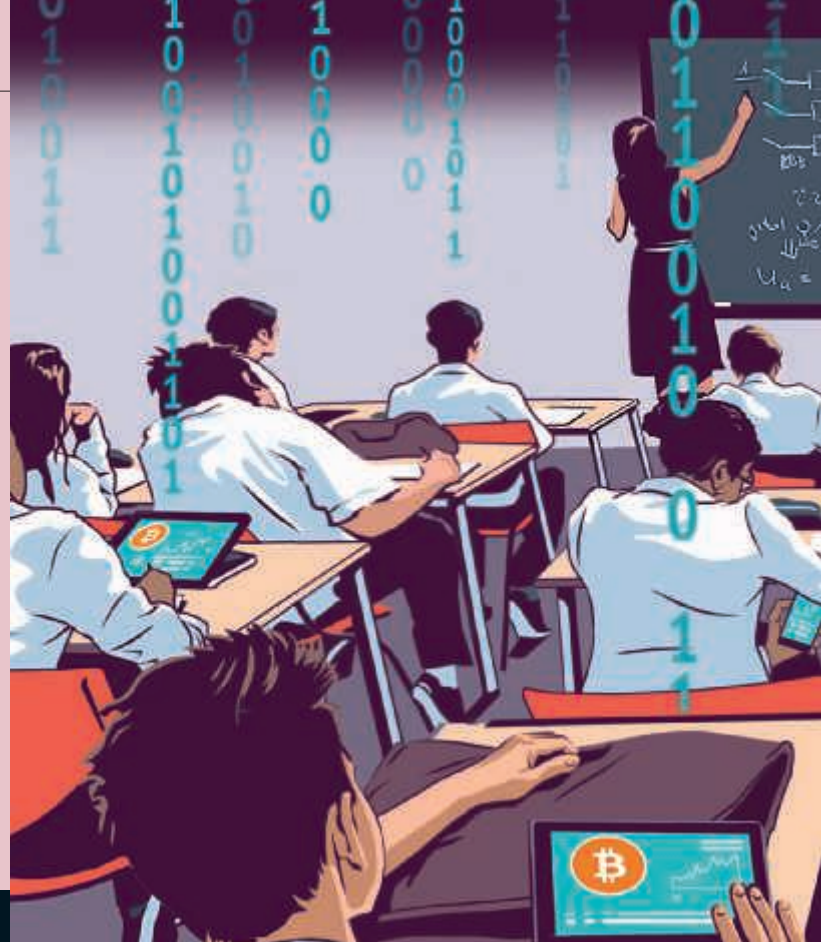
trans-  
versales.

économie

Sciences.....40  
Signaux .....41

# À l'école des cryptomonnaies

**Finance.** Le bitcoin et ses promesses fascinent les élèves de cette enseignante et chroniqueuse britannique. Il y a urgence, selon elle, à revoir les leçons d'économie pour transmettre la valeur de l'argent.



—**Financial Times**  
(extraits) Londres

C'est l'heure de l'appel dans un grand lycée d'enseignement général d'Edgware, au nord de Londres. Tandis que les jeunes filles en classe de première bavardent entre elles, assises par groupes de deux ou trois, la plupart des garçons font cercle. "Eh, les gars, je me suis fait plus de 100 livres [118 euros] en une journée !" se vante l'un d'eux. D'autres renchérissent en annonçant leurs gains, dans une conversation truffée de mots comme "shiba inu", "dogecoin" et "Elon Musk".

Leur professeure principale, une jeune diplômée d'histoire, les observe avec un sentiment croissant de malaise. "Acheter des cryptomonnaies, c'est un peu comme des jeux d'argent, non ?" demande-t-elle. Plus de la moitié des garçons de la classe sont musulmans, et le Coran ne voit pas les paris d'un bon œil. L'élève au centre du cercle la regarde d'un air méprisant. "Non, Madame, dit-il, c'est de l'investissement !"

Cela fait des années que ce garçon ne montre guère d'intérêt pour le travail scolaire. Mais le voici en Gordon Gekko [le héros du *Wall Street* d'Oliver Stone] de la classe 13J. Il passe son temps sur TikTok, Instagram ou YouTube à absorber quantité de conseils de célébrités douteuses, pour les transmettre à ses disciples.

Ce genre de scène se produit dans toutes les écoles du pays, où les adolescents de sexe masculin

(les filles semblent quasi indifférentes à cette dernière vague de folie) achètent et vendent des cryptomonnaies. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi ils se sont laissés prendre par une telle passion, attirés par le vocabulaire si séduisant de la technologie et par un flux continu d'informations sur les réseaux sociaux. Par leur côté rebelle et anti-État, les cryptomonnaies ont quelque chose d'excitant, mais surtout, elles sont une promesse d'enrichissement facile et instantané. Le cours du bitcoin est passé de 600 à 45000 livres [de 720 à 54000 euros] en cinq ans, soit une hausse de 7400 % [son cours s'établit à la mi-janvier autour de 37000 euros].

**Cartes-cadeaux.** Le fait que l'échange des cryptomonnaies sur la plupart des plateformes soit illégal pour les mineurs ajoute du piment, mais ne leur complique guère les choses. Certains persuadent leurs parents ou d'autres adultes d'ouvrir des comptes pour eux. D'autres achètent de la cryptomonnaie dans des distributeurs automatiques [elle est créditée sur un portefeuille virtuel] ou échangent des cartes-cadeaux Amazon contre des bitcoins.

Ibrahim a 15 ans. Il vit avec sa mère – qui est stricte et lui interdit d'aller sur les réseaux sociaux – et travaille dur à l'école pour devenir médecin ou pilote. Mais un soir de l'été dernier, alors qu'il parcourait des vidéos sur YouTube, il est tombé sur Brian Jung, un étudiant décrocheur qui venait de

gagner 100000 dollars. Son cas l'a intéressé et il a convaincu sa mère d'ouvrir un compte. "Je lui ai expliqué ce qu'étaient les cryptomonnaies, et elle y a aussi mis une partie de ses économies", me raconte-t-il

Il me présente leur portefeuille : ils ont investi 50 livres [60 euros] dans le dogecoin, 180 livres dans le bitcoin et 50 livres dans le cardano. Leur participation vaut actuellement 408 livres. Chaque matin, avant de sortir du lit, il vérifie sur son téléphone où en sont ses investissements et, chaque soir, il passe un quart d'heure à regarder des vidéos pour mieux s'informer sur le sujet. Ibrahim est impressionnant : en quatre mois seulement, il s'est formé à la diversification, à la volatilité du marché et aux coûts des transactions. Il en sait beaucoup plus que moi sur les cryptomonnaies. Pourtant, il ne semble pas conscient qu'il risque des sommes que sa famille ne peut sans doute pas se permettre de perdre.

Quand je lui demande comment il réagirait s'il perdait tout à cause d'un effondrement des cours, il me répond : "Ça me ferait de la peine." Avant d'ajouter : "Mais ça n'arrivera pas ! Même si ça baisse un jour, ça remontera ensuite."

Je ne suis pas la seule enseignante qui observe la situation avec inquiétude. Du haut de ses quinze années d'expérience dans l'enseignement de l'économie, Pani Matsangos, proviseur adjoint d'un lycée général de l'est de Londres, pense qu'il est urgent de modifier l'approche pédagogique de l'argent : "L'acquisition

de connaissances financières a toujours joué un rôle important pour la mobilité sociale mais, il y a dix ans, le monde était plus simple. Lorsqu'un jeune touchait son premier salaire, il pouvait en général se débrouiller seul. Aujourd'hui, les jeunes ont besoin de beaucoup plus de soutien pour s'y retrouver dans un système qui évolue rapidement. Sur un portable, on peut vite se retrouver à

## L'argent intéresse bien plus les jeunes que la photosynthèse ou la dynastie royale des Tudor.

donner de l'argent qui n'est pas le sien à des escrocs de la cryptomonnaie. C'est nouveau et nous devons nous en occuper."

Pani Matsangos s'inquiète également de voir des élèves devenir des mules financières, en acceptant de blanchir sur leurs comptes bancaires de l'argent volé en échange d'une rémunération. Il en connaît au moins dix qui sont tombés dans le piège de cet argent gratuit ; tous faisaient partie de ses élèves les plus vulnérables.

"Un jour, un gamin est venu me dire qu'il ne pourrait pas assister au cours parce qu'il devait aller à la banque pour régler un problème", raconte Pani Matsangos. Ce garçon encourait une condamnation pénale, une inscription permanente au fichier des mauvais payeurs avec l'impossibilité d'ouvrir un nouveau compte bancaire, pour s'être retrouvé dans une

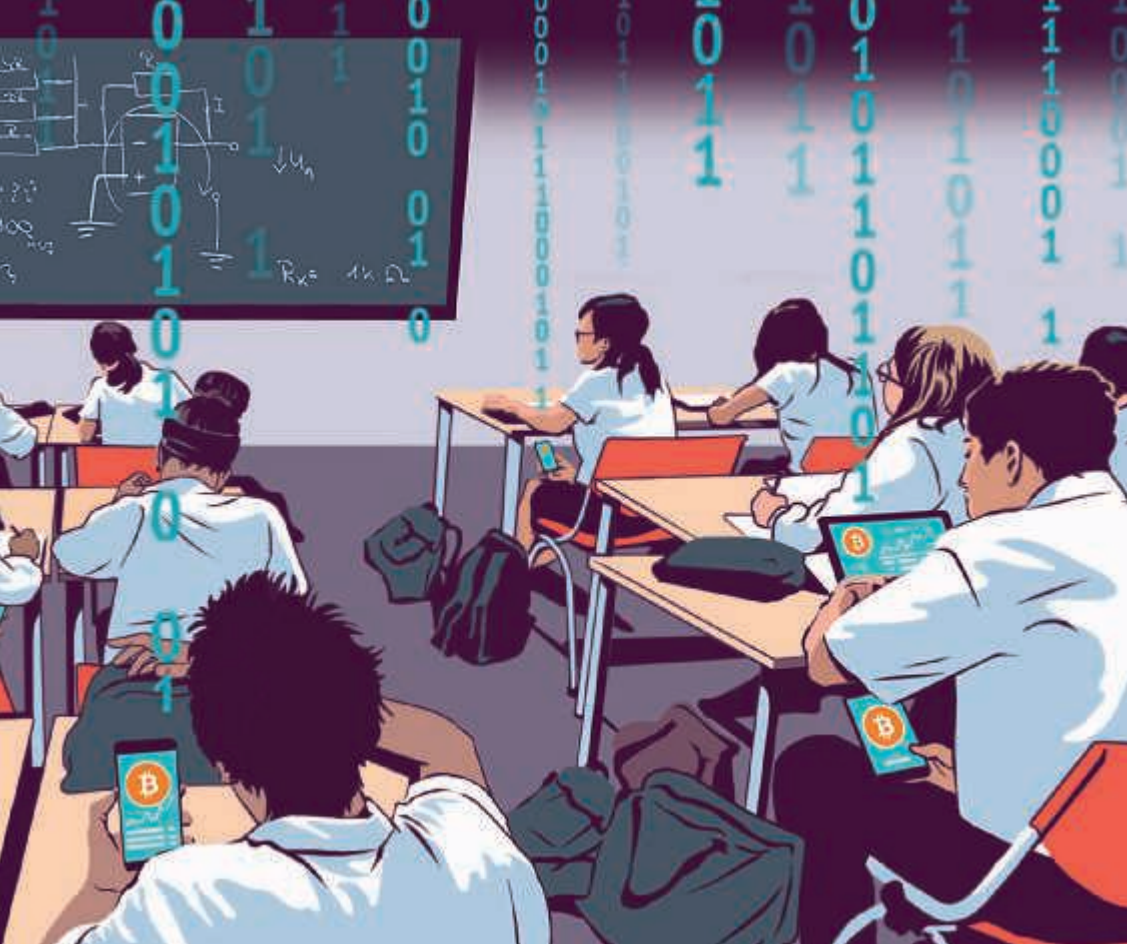
situation contre laquelle personne ne l'avait jamais mis en garde.

Pourtant, ce devrait être une rigolade de donner aux enfants les connaissances requises pour leur permettre de devenir des adultes capables de gérer leur argent, car cela correspond totalement à leur penchant naturel : les questions financières intéressent en effet beaucoup plus la plupart d'entre eux que la photosynthèse ou la dynastie royale des Tudor.

Lorsque je suis devenue enseignante, il y a quatre ans [après avoir longtemps été journaliste au *Financial Times*], j'ai été frappée par l'enthousiasme avec lequel mes élèves discutaient d'argent. Dans mon enfance, dans les années 1960 et 1970, on n'en parlait jamais – en partie parce que nous en avions assez pour ne pas avoir à nous en soucier, mais aussi parce qu'à l'époque cela ne se faisait pas.

En revanche, mes élèves, pour la plupart issus de milieux plutôt défavorisés, en parlent constamment. Ils admirent l'argent et veulent en avoir toujours plus. Toute personnalité qui donne une conférence dans une école peut s'attendre à se voir d'entrée poser la question de combien elle gagne...

Cette attitude est bonne en soi – et elle semble inciter les élèves à se concentrer davantage sur leur travail scolaire. Un jour, j'ai demandé à mes élèves pourquoi ils prenaient la peine de faire leurs devoirs. Était-ce pour m'impressionner ? Pour éviter une retenue ?



“Non, m’a-t-on répondu, c’est pour être riche plus tard”...

Le grand intérêt des élèves pour l’argent semble aller de pair avec une ignorance tout aussi grande de sa valeur. Il y a quelques semaines, j’ai donné un cours à des élèves de terminale section économique sur l’effet Veblen (selon lequel la demande augmente quand le prix augmente [car il rend un produit plus désirable, dans une logique de consommation ostentatoire]). Je leur ai raconté que le *Financial Times* m’avait un jour envoyée enquêter sur la chambre d’hôtel la plus chère de Londres. J’ai demandé à chacun d’écrire sur son ardoise combien il pensait qu’elle pouvait coûter : l’un a écrit 56 livres la nuit, un autre a pensé qu’elle pouvait coûter 500 000 livres. Lorsque je leur ai annoncé que la bonne réponse était 42 000 livres [environ 50 500 euros], ça ne les a pas choqués, contrairement à ce que j’avais anticipé. Faute de point de repère pour estimer une telle somme, ils n’avaient pas vraiment les moyens de la juger.

Bobby Seagull, chroniqueur au *Financial Times* et professeur de mathématiques, a récemment tenté de faire deviner à sa classe de seconde le montant du salaire moyen au Royaume-Uni. Comme ses élèves avaient en tête les salaires des footballeurs et les rémunérations dont les gens se vantent sur les réseaux sociaux, ils ont estimé le salaire moyen [annuel] à environ 80 000 livres, soit près de trois fois le chiffre médian réel de 30 000 livres

[environ 36 000 euros. En France : il est de 29 088 euros sur douze mois en 2019, selon l’Insee].

[En octobre], j’ai interrogé les élèves de première dont je suis la professeure principale [dans un lycée de filles]. Les filles y sont en grande majorité issues de familles bengalies traditionnelles, et j’ai pu constater que leurs connaissances étaient tout aussi incertaines. Lorsque je leur ai demandé qui gagnait le plus, un banquier ou une infirmière, près de la moitié de la classe a répondu “l’infirmière”.

**Vente à découvert.** Non seulement les élèves n’ont pas conscience de la valeur de l’argent, mais ils ne comprennent pas ce que sont des intérêts. J’ai posé à mon groupe la question simple suivante : combien vaudraient 100 livres placées sur un compte d’épargne rémunéré à 10 % au bout de cinq ans ? Face aux trois réponses possibles : a) plus de 150, b) moins de 150 ou c) exactement 150, 60 % des élèves ont donné une mauvaise réponse ! La plupart de ces filles sont pourtant capables de faire ce genre de calculs en cours de mathématiques, mais lorsqu’il s’agit d’appliquer leurs connaissances au monde réel, elles ne savent pas comment s’y prendre.

Il est encore plus difficile d’enseigner le risque aux jeunes. Leur intérêt pour l’argent fait obstacle : ils ont tellement envie de faire des profits que les mises en garde n’ont aucun effet. L’année dernière, dans le cadre d’un cours d’économie

s’adressant à des élèves préparant le brevet des collèges, j’ai parlé de GameStop, le détaillant de jeux vidéo en difficulté, dont les actions avaient grimpé en flèche au terme d’une bataille qui ressemblait à celle de David contre Goliath. J’ai expliqué les principes de la vente à découvert. J’ai expliqué que c’était devenu une pyramide de Ponzi géante. Je leur ai montré le graphique du cours de l’action et, enfin, je leur ai demandé s’ils étaient prêts à investir maintenant. Sans tenir aucun compte de mes avertissements, presque tous ont levé la main.

Même si cette leçon à moitié réussie sur le risque n’a peut-être rien apporté à mes élèves, elle m’a appris qu’il s’agit d’un sujet trop important pour être traité à la légère. Il faudrait concevoir les cours de manière à contourner tous les biais comportementaux qui font que les enfants (et les adultes) gèrent si mal leur argent. Il faudrait montrer aux élèves des études de cas réels de personnes qui leur ressemblent et ont pris des risques et perdu de l’argent. Il faudrait aussi leur parler des gens qui ont gagné de l’argent, non pas miraculeusement du jour au lendemain, mais lentement.

Par-dessus tout, il faudrait leur apprendre la valeur de l’argent. Ce n’est qu’alors qu’ils seront prêts pour la leçon la plus importante : si quelque chose semble trop beau pour être vrai, c’est que c’est trop beau pour être vrai.

—Lucy Kellaway

Publié le 19 novembre 2021

## LA LETTRE TECH



Tous les quinze jours,  
l’actualité de la Silicon  
Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

## L’année du cochon et la plaie des “hypermilers”

La nouvelle a rendu l’espoir à des millions de malades en attente d’une greffe d’organe. Le 7 janvier, une équipe de chirurgiens de l’université du Maryland a réussi à transplanter le cœur d’un animal, un porc, dans la poitrine de David Bennett, un patient atteint d’une déficience cardiaque terminale. L’exploit principal résidait... dans le cochon, préparé spécialement à cet effet. Dix de ses gènes avaient été manipulés pour éviter le rejet de ses organes par le corps de l’humain destinataire. Ce travail d’orfèvre génétique annonce l’ère révolutionnaire des xénotransplantations, assurance d’un approvisionnement constant en greffons d’origine animale et d’un remède définitif à la carence dramatique de donneurs humains.

Mais ce succès suscite un débat éthique, commenté par **The New Republic**. Les médecins auraient-ils dû éplucher le CV de David Bennett avant de lui sauver la vie et de le muer en célébrité mondiale ? Leur patient a passé six ans en prison pour avoir poignardé un homme au cours d’une bagarre dans un bar et a été exclu des listes de destinataires de greffes classiques parce qu’il refusait de suivre les prescriptions des soignants. Soit. Et alors ? L’éthique médicale ne se préoccupe que du consentement du malade, du bien-fondé scientifique de l’opération, de l’équité de l’accès à la greffe. Le patient était en danger de mort et n’avait pas d’autre option. C’est tout ce qui comptait.

Aussi, a-t-on pensé aux cochons ? La xénotransplantation augure la production, à l’échelle industrielle, d’animaux créés pour fournir des pièces détachées aux humains. Certes, nous en massacrons déjà des milliards chaque année pour les manger. Mais tout de même. *The New Republic* s’étonne que

les scientifiques aient déployé des trésors d’intelligence et de savoir biotechnologique pour arriver à la greffe du 7 janvier, sans qu’une fois ait été abordée, en passant, “sans mièvrerie ni misanthropie”, la question des fondements de notre droit à infliger des souffrances et la mort à d’autres espèces vivantes. Étudie-t-on réellement d’autres solutions, comme les organes issus de culture cellulaire, qui honorerait la supériorité morale des humains ?

### Ma moyenne

Vous les avez sûrement déjà doublés sur la route, en les injuriant, sans savoir, avant de lire cette enquête du **Wall Street Journal**, que ces lambins qui se traînent à 30 ou 50 km/h dans leur voiture électrique appartiennent à la confrérie des “hypermilers”, des obsédés de la moyenne kilométrique qui tentent de pousser jusqu’à l’exploit l’autonomie de leur véhicule. Tesla, Toyota, Volkswagen et des myriades de consultants spécialisés recourent aux services de véritables professionnels, capables de doubler la distance habituellement parcourue avec un chargement de batterie. Leur talent contribue à des expérimentations industrielles, mais il sert surtout à nourrir la com des constructeurs, tous conscients que le principal obstacle aux ventes de voitures électriques reste la peur de la panne sèche en rase campagne.—



**SUR NOTRE SITE**  
courrierinternational.com

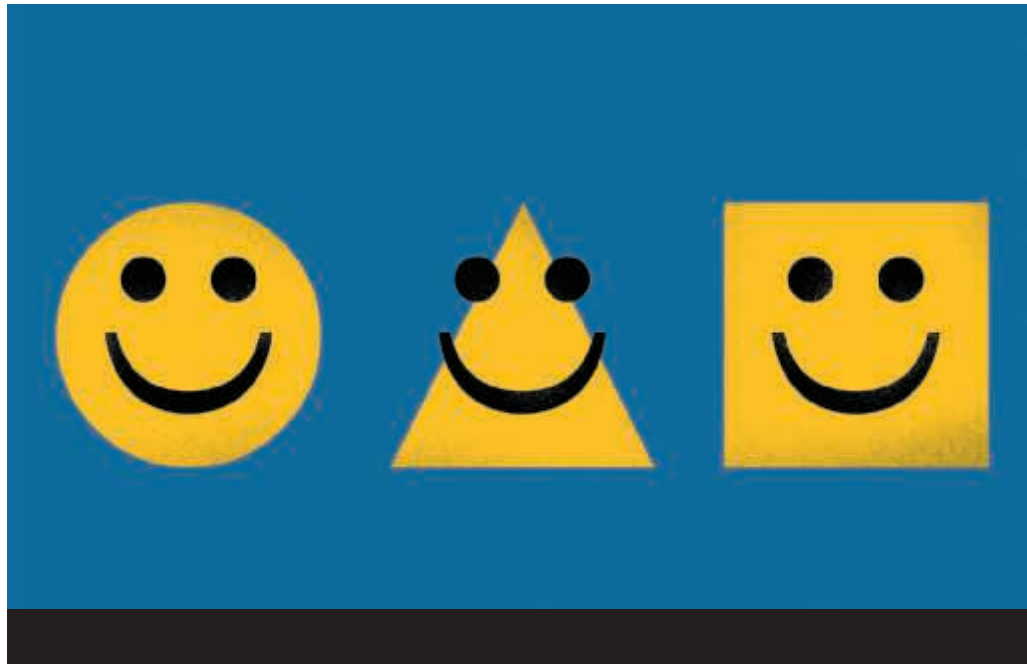
Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi la **Lettre tech**.

SCIENCES



# À quoi ça sert le rire ?

**Psychologie.** Gratifiant, rassurant ou moqueur, le rire a une fonction sociale bien plus importante qu'il n'y paraît. Il serait même essentiel au développement des enfants.



—**New Scientist** (extraits)  
Londres

Le rire est l'une des rares caractéristiques universelles de l'humanité. Même en ces temps de Covid-19, nombre de personnes constatent que rire un bon coup les aide à faire face au stress, à l'incertitude et à la succession sans fin des confinements.

Il est donc surprenant que psychologues et chercheurs en neurosciences aient jadis émis des réserves quant à son intérêt. Ils considéraient que l'expression de la joie était moins importante que celle de la tristesse ou du désespoir. *“La psychologie a encore du travail pour que les connaissances sur les émotions positives atteignent le niveau de celles sur les émotions négatives”*, constate Gina Mireault, psychologue à l'université du Vermont du Nord, aux États-Unis.

Les animaux non humains ne sont pas connus pour leurs traits d'esprit, pourtant beaucoup pratiquent le jeu et produisent souvent à cette occasion des sons caractéristiques indiquant que leur comportement est amical et non agressif. Selon une synthèse publiée en 2021 par

l'anthropologue Sasha Winkler et le cognitiviste Gregory Bryant, de l'université de Californie à Los Angeles, des *“vocalisations ludiques”* ont été identifiées chez 65 espèces. La plupart d'entre elles sont des mammifères, mais certains oiseaux indiquent aussi de cette manière l'innocence de leurs intentions. Pour Sasha Winkler et Gregory Bryant, ces sons représentent une forme rudimentaire de protorire, une base sur laquelle se serait développé notre humour au fil de l'évolution.

**Sécrétion d'opiacés.** Les relations humaines sont bien plus complexes que celles du mammifère moyen – et nous contrôlons bien mieux notre voix. En conséquence, le rire humain est devenu un outil social puissant et flexible. Selon la psychologue Adrienne Wood, de l'université de Virginie, il répond à trois objectifs principaux.

Le premier, c'est la gratification : quand nous rions ensemble, cela montre que nous apprécions un comportement particulier et renforce l'interaction entre les personnes, qui seront donc bien plus enclines à agir de la même façon à l'avenir. Le rire spontané déclenche la sécrétion d'opiacés,

qui provoquent probablement ce sentiment de gratification.

La deuxième fonction du rire est de manifester un lien. Ce rire d'affiliation est en général volontaire (ou “faux”) : il permet de calmer la tension et la gêne plutôt que de renforcer un comportement particulier. Si l'on a dit quelque chose de potentiellement blessant, un petit rire poli permet de faire savoir à son interlocuteur que ce n'était qu'une innocente taquinerie.

Le troisième objectif, c'est de signaler la domination – par exemple, votre patron rit pour balayer vos idées excentriques. Si un rejet direct, une rebuffade sèche par exemple, risque de provoquer une attaque, le rire est plus subtil. *“Il préserve une façade d'harmonie sociale”*, précise Adrienne Wood.

Pour prouver cette théorie, elle a demandé, avec son équipe, à 762 personnes d'écouter divers échantillons de rire et de noter s'ils leur paraissaient gratifiants, rassurants (signe d'affiliation) ou moqueurs (domination). Chacun de ces trois types présente des caractéristiques acoustiques différentes. Le rire de récompense est plus fort et plus long. Le rire d'affiliation est moins fort, plus

bref et plus doux. Le rire de domination n'a pas les caractéristiques mélodiques plaisantes des deux autres. *“Il est fondamentalement plus laid et plus bruyant et présente tous les marqueurs acoustiques du chaos”*, explique la psychologue.

La conclusion de son étude est que le rire est un outil social puissant, ce qui fait écho aux travaux de Gregory Bryant et ses collègues, selon lesquels les participants peuvent prédire l'étroitesse des relations entre personnes rien qu'en les entendant éclater de rire, pouffer et ricaner. Les rires étudiés provenaient tous des États-Unis, pourtant les personnes de l'étude venant d'Europe, d'Asie et d'Afrique ont pu identifier leur nature aussi bien que les Américains. La capacité des gens à dire si un rire est spontané ou faux est tout aussi bonne quelle que soit leur culture.

Le rire apparaît très tôt dans le vocabulaire émotionnel de l'enfant, ce qui prouve encore son universalité. Le bébé rit pour la première fois vers l'âge de 4 mois en général, bien avant qu'il prononce ses premiers mots. Comme toute personne s'occupant d'un enfant le sait, les gens sont prêts à tout pour faire rire un bébé.

**“Le rire de domination présente tous les marqueurs acoustiques du chaos.”**

Adrienne Wood,  
PSYCHOLOGUE

Dans le cadre défini par Adrienne Wood, il s'agit là d'un rire de récompense, qui renforce les interactions aimantes. Gina Mireault est du même avis et fait valoir que cela présente des bénéfices évidents dans le contexte de l'évolution. *“Le rire peut servir d'agent de liaison qui entretient le lien à un nourrisson de la plus adorable façon”*, souligne-t-elle.

Après avoir observé parents et enfants, elle conclut qu'il ne faut pas longtemps à un bébé pour apprendre comment utiliser le rire d'affiliation poli. Un enfant de 6 mois qui joue à “coucou, me voilà”, par exemple, émet un petit gloussement quand il commence à se lasser. *“Il utilise une stratégie sociale efficace.”* À 8 mois, les bébés font les clowns pour amuser les autres. Ils sont limités par la maladresse de leurs

mouvements et le fait qu'ils ne parlent pas mais leur humour naissant fait appel à des mimiques amusantes, à l'imitation des autres et à des taquineries délibérées – comme tendre une clé de voiture et la retirer avant que la personne qui s'occupe de lui puisse s'en saisir.

**Conscience de soi.** Pour Gina Mireault, de tels comportements montrent la précocité de l'apparition de la théorie de l'esprit – la capacité de comprendre que les autres ont leurs propres pensées et perspectives –, dont on pense en général qu'elle n'apparaît que plusieurs années plus tard dans le développement de l'enfant.

Et certains scientifiques considèrent que les chatouilles – l'un des moyens les plus courants de faire rire un bébé – sont peut-être l'un des premiers moments qui permettent au nourrisson d'acquérir la conscience de soi. Comme nous ne sommes pas sensibles aux chatouilles que nous nous faisons, mais uniquement à celles des autres, cette interaction apparemment superficielle forme le cerveau du bébé, qui se reconnaît alors comme un corps unique distinct des autres choses présentes dans le monde.

Le rire étant si intimement lié à la sociabilité, apprendre à rire est une affaire sérieuse. *“Si on ne peut pas ou ne veut pas rire avec les autres, ou que le rire provoque une irritation, cela aura un impact très important sur nos interactions avec les gens”*, déclare la neuroscientifique Sophie Scott, de l'University College de Londres. Elle a constaté que le rire est moins contagieux chez les garçons qui risquent de développer des psychopathies. Son équipe a également montré que les personnes atteintes de démence ont du mal à identifier les différents types de rire et que cette capacité est particulièrement limitée chez les personnes présentant des lésions des lobes fronto-temporaux, ce qui est en général associé à la démence précoce.

La recherche sur le rire n'en est qu'à ses débuts mais Sophie Scott pense qu'elle permettra de mieux comprendre le développement de nombre de maladies psychiatriques et neurologiques, notamment la dépression.

—**David Robson**

Publié le 15 décembre 2021

↳ Dessin de Falco,  
Cuba.



signaux

# Poids plume

Les humains représentent 2,3 % de la zoomasse,

et 0,01 % de la biomasse de la Terre.

Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

2,589 Gt C

## La biomasse animale (zoomasse)

La biomasse se mesure à la quantité de carbone que contient chaque organisme. Le carbone est un élément de base de tous les êtres vivants connus sur Terre, présent dans les molécules et les composés biologiques complexes.



Un cube représente ici 1 million de tonnes de carbone. Mille cubes équivalent à 1 milliard de tonnes, soit 1 gigatonne de carbone (Gt C).

0,2 Gt C

### Annélides

Les annélides sont des vers segmentés, dont plus de 22 000 espèces sont recensées actuellement sur notre planète.

Exemples : lombrics, sangsues, aphrodites, vers de vase, néréides, etc.

0,2 Gt C

### Mollusques

Après les arthropodes, les mollusques forment le deuxième groupe d'invertébrés le plus fourni, avec plus de 85 000 espèces vivantes.

Exemples : escargots, limaces, calamars, seiches, poulpes, etc.

0,1 Gt C

### Animaux d'élevage

On range dans cette catégorie les animaux domestiques utilisés par l'homme pour leur force ou pour la production d'aliments et autres matières premières.

Exemples : cochons, vaches, poules, chèvres, canards, abeilles, etc.

0,06 Gt C

### Êtres humains

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, l'espèce humaine ne pèse pas lourd dans la biomasse comparée au reste du règne animal.

Exemple : vous !

0,007 Gt C

### Mammifères sauvages

Malgré l'immense diversité des espèces, les mammifères représentent une faible part de la biomasse animale.

Exemples : éléphants, chauves-souris, singes, castors, orques, kangourous, etc.

Note : Toutes les autres espèces, notamment les reptiles et les amphibiens, représentent une part négligeable de la biomasse comparées aux autres animaux.

1 Gt C

### Arthropodes marins

Les arthropodes sont des invertébrés caractérisés par un corps segmenté, des appendices articulés et un exosquelette. Les arthropodes marins constituent la majorité du règne animal mesuré en matière de biomasse.

Exemples : crabes, homards, crevettes, balanes, pycnogonides, etc.

0,7 Gt C

### Poissons

Avec plus de 33 000 espèces, les poissons se classent deuxième du règne animal par leur biomasse.

Exemples : poissons rouges, requins, thons, espadons, anguilles, raies, hippocampes, etc.

0,2 Gt C

### Arthropodes terrestres

Les arthropodes terrestres, parmi lesquels figurent les insectes et les arachnides, forment le groupe d'organismes multicellulaires qui présente la plus grande diversité.

Exemples : scolopendres, araignées, papillons, scorpions, mouches, etc.

0,1 Gt C

### Cnidaires

Ce groupe comprend plus de 11 000 espèces d'invertébrés aquatiques, vivant en milieu marin ou en eau douce.

Exemples : méduses, anémones de mer, coraux, physalies, pennatules, etc.

0,02 Gt C

### Nématodes

Aussi appelés "vers ronds", les nématodes sont des vers au corps non segmenté. Proches des insectes, ils se sont adaptés à tous les écosystèmes.

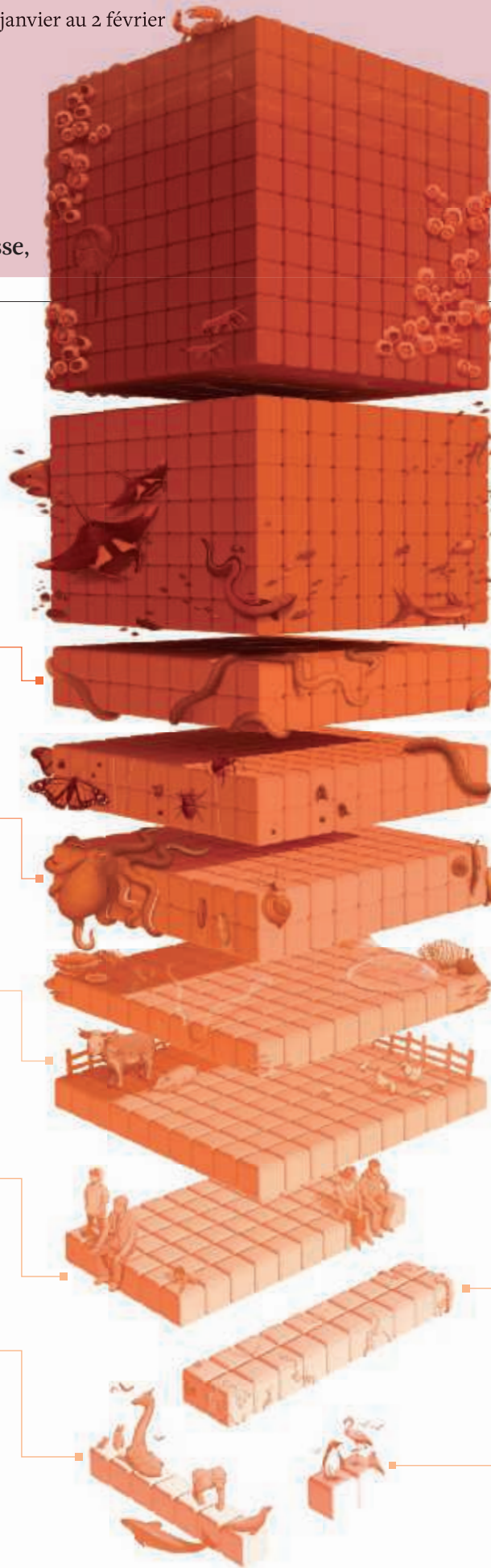
Exemples : anguillules, nombreuses espèces parasites dont l'ascaris, etc.

0,002 Gt C

### Oiseaux sauvages

En biomasse, les oiseaux sont un des groupes les plus modestes du règne animal.

Exemples : goélands, colibris, manchots, autruches, passereaux, etc.



SOURCE "The biomass distribution on Earth", volume 15 n° 25 de la revue Proceedings of the National Academy of Sciences. RECHERCHE ET RÉDACTION Anupa Iman Ghosh | GRAPHISME Mark Belan

La source



**VISUAL CAPITALIST.** Ce site canadien, fondé en 2011, propose de nombreuses infographies. Celle-ci, concentrée sur la biomasse animale, est un extrait de celle publiée en août 2021. La biomasse animale ne représente que 0,47 % de l'ensemble de la biomasse

de notre planète, qui comprend en outre les bactéries, les champignons, les archées, les virus, les protistes (des organismes unicellulaires) et les plantes. C'est d'ailleurs la biomasse végétale qui pèse le plus lourd : 82,4 % de la biomasse totale.

# 360

## MAGAZINE

|  |    |
|--|----|
| Les mangakas et Internet • Culture .....             | 46 |
| Jouer avec les identités, c'est gagner • Plein écran | 48 |
| La porcelaine, secret de Chine • Histoire .....      | 50 |

# JOURNAL DE MON CO



**Le 22 décembre, 13 millions de personnes ont été confinées dans la métropole**

**chinoise. Appliquée sans préavis et de façon stricte, la mesure a bouleversé la vie des habitants. Une journaliste témoigne. Son récit, publié sur les réseaux sociaux chinois, a vite disparu mais il a pu être sauvegardé ailleurs sur Internet.**

—Weixin [extraits] Shenzhen



## 1. L'annonce du confinement

**L**es haut-parleurs de la résidence retentissent à nouveau, ils appellent en boucle les habitants à descendre des immeubles pour venir passer des tests PCR. La file d'attente est déjà longue. Nous sommes le 31 décembre 2021, le dernier jour de l'année, à la nuit tombante. Des terrasses, on aperçoit les rues désertées. Le trafic d'habitude soutenu dans la ville a laissé place, ce jour-là, à un calme complètement anormal et quelque peu terrifiant.

Le 22 décembre, dans l'après-midi, je tente de me concentrer sur la rédaction d'un article, chez moi, dans la banlieue sud de la ville, et j'ai la vague intuition que l'épidémie est en train de prendre une mauvaise tournure. Quelques jours auparavant, des scellés en papier ont été apposés sur certains restaurants près de mon immeuble pour en interdire l'accès, et le magasin de proximité à l'entrée de ma résidence a annoncé l'avant-veille qu'il n'effectuerait plus de livraisons. La vie commence à se compliquer !

Sur les conseils d'une amie sur WeChat, je me rends au supermarché, où je constate que les gens ont déjà rempli au maximum leurs chariots, même si la conférence de presse attendue par tous n'a pas encore eu lieu. Je décide d'acheter moi aussi des denrées en quantités plus importantes.

Finalement, vers 17 heures, les autorités annoncent le confinement total de la ville de Xi'an. Je sors faire un tour dans la soirée. À l'entrée du "village en ville" de Shajing [un ancien village avalé par la ville], j'aperçois une foule de gens. Des panneaux de clôture verts ont déjà été installés sur 200 ou 300 mètres pour isoler le

↙ Désinfection devant un centre commercial de Xi'an, le 11 janvier 2022.  
Photo Stringer/AFP

SOURCE



**WEIXIN (WECHAT)**

Shenzhen, Chine  
weixin.qq.com

Weixin est le moyen de communication le plus populaire de Chine. Le groupe Tencent, auquel cette application de messagerie par texte, son et image appartient, fait état

de plus de 1 milliard de comptes. Mais Weixin, lancé à l'étranger sous le nom "WeChat", est aussi une plateforme de blogs sur laquelle, dans un espace médiatique très contrôlé, les Chinois peuvent poster ou signaler des reportages, des témoignages ou des opinions – même si la censure veille.

# CONFINEMENT À XI'AN



l'isolement, avec impossibilité d'y pénétrer. C'est également le cas de deux agents de nettoyage, qui tiennent des sacs en plastique à la main et qui ne passent pas inaperçus dans la foule à cause de leur tenue jaune. Ils ont pu sortir de la cité sans problème vers 16-17 heures pour partir au travail, mais voilà que ce soir ils ne peuvent plus regagner leur logement à bon marché.

Cette nuit-là, on n'imagine pas encore que ce confinement sera si brutal, ni que la mise à l'isolement de certains quartiers aura des conséquences désastreuses pour tous ces gens empêchés de rentrer chez eux, se ruant sur les marchandises dans les supermarchés, pour les femmes enceintes, les malades, les étudiants devant passer des examens, les travailleurs du bâtiment, les SDF, les touristes de passage...

Ceux qui ont appuyé sur la touche "pause" pour la ville, et toutes ces personnes détentrices de l'autorité, ont-ils bien mesuré toutes les conséquences de leur décision sur la vie de 13 millions d'habitants ? Pouvait-on faire pire ?

## 2. Un marché qui subsiste tant bien que mal

Au début, même si les gens ont cessé de se déplacer, les services de base fonctionnent encore, bien que plus lentement. Dans ma résidence, des tests PCR sont organisés dans la cour tous les deux jours. Il n'est plus possible d'entrer ni de sortir librement par l'accès principal, mais le bureau de gérance a mis en place un système d'"autorisation de sortie" écrit sur un simple bout de papier. Selon les directives en matière de confinement, "une seule personne par foyer est autorisée à sortir faire des courses alimentaires tous les deux jours".

Le 25 décembre, Xi'an est sous la neige. Un vendeur de légumes a arrêté sa camionnette à l'extérieur des grilles. Il propose des légumes frais, et même de la viande. Les résidents vont tout de suite faire la queue pour acheter ses produits. Personne ne peut prévoir à ce moment-là que la recherche de nourriture va devenir un véritable casse-tête pour l'ensemble de la population de la ville.

Le 26 décembre, on en est au quatrième jour de confinement. Je décide de sortir faire un tour sous prétexte d'aller acheter de quoi manger.

Munie de mon "bon de sortie", je parviens à quitter la résidence. Après avoir pris un vélo en libre-service, je me promène dans les rues encore enneigées, jouissant d'un sentiment rare de liberté. Les bus roulent encore,

mais sans aucun passager à bord. Sur le banc d'un arrêt de bus est allongé un SDF. Sur les avenues, on aperçoit de temps à autre la silhouette furtive d'un livreur ou d'un porteur de repas. En quelques minutes, je croise quatre ou cinq véhicules de police.

L'accès aux magasins à l'entrée du village de Ganjiazhai, où je vais habituellement faire mes courses, est barré par des panneaux mobiles. Dessus sont collées des affichettes sur lesquelles on peut lire les caractères "assaisonnement", "piment", "tofu de Yulin" et "viande de porc locale" tracés d'une écriture malhabile, ainsi que des numéros de téléphone pour acheter ces produits. Deux hommes se tiennent là, séparés par la barrière : l'un tend la marchandise à l'autre, qui le règle avec son smartphone [les applications de paiement sont généralisées en Chine].

C'est un gigantesque quartier populaire, très connu alentour pour son marché. Le soir venu, la cité s'illumine et s'anime de toutes parts. Malgré le confinement, de nombreux petits restaurants sont encore ouverts. À l'extérieur du mur d'enceinte entourant le quartier s'étire une longue file de livreurs de repas. De temps à autre, les patrons de ces petits restos arrivent en se hâtant et leur passent des plats à travers la grille.

Un des livreurs est en train de jouer sur son smartphone, assis sur son scooter. J'entame la conversation. Le jeune homme de 29 ans me raconte que, quand il a appris la nouvelle du confinement, il a voulu rentrer dans sa famille, à Baoji [dans le sud-ouest de la province du Shaanxi], mais il s'est renseigné : il aurait dû se placer en quarantaine à son arrivée là-bas et tous les frais (210 yuans [29 euros] par jour) auraient été à sa charge. Il a donc décidé de rester, mais il habite à Shajing, et comme le village est confiné, il ne peut plus rentrer chez lui. Faute d'autre solution, il

quartier. Des centaines de résidents se pressent pour rentrer chez eux, avec des masques pour tout équipement de protection. Sur le côté de la rue est garée une voiture de police, gyrophare allumé.

Une jeune femme qui vient de faire ses courses a posé ses sacs en plastique par terre, le temps de passer, accroupie, un appel vidéo à sa famille. Un homme d'un certain âge, appuyé contre son vélo, observe la foule, l'air très agacé. Il me confie que le matin même, lorsqu'il est parti travailler, tout allait très bien, mais que quand il est rentré, à 20 heures, il a trouvé sa cité placée à

**SUR WECHAT, DEUX JEUNES GENS SE PLAIGNENT D'AVOIR LA BOUCHE TOUT ABÎMÉE À FORCE DE MANGER DES NOUILLES INSTANTANÉES.**

dort à l'hôtel, ce qui lui permet de sortir comme il veut et de continuer à effectuer des livraisons.

Quelques jours plus tard, je lis dans la presse l'histoire d'un homme qui a voulu rentrer dans sa famille à l'annonce du confinement. Il a pris un vélo en libre-service, avec lequel il a parcouru près de 90 kilomètres, pédalant de 8 heures du matin à 18 heures, par -6 °C ou -7 °C dans la plaine de Guanzhong. Finalement, alors qu'il approchait de son village natal, dans le district de Chunhua, il a été "attrapé" par des agents chargés de la lutte contre l'épidémie, qui lui ont infligé une amende de 200 yuans [27,50 euros].

### 3. Le renforcement des restrictions

Le 27 décembre, il n'est brusquement question dans tout Xi'an que de cela. Le vigile de ma résidence m'explique que dorénavant plus personne n'a le droit d'entrer ni de sortir d'ici.

Le 28 décembre, tous les internautes font état de difficultés pour acheter à manger. L'entrée de notre résidence est complètement verrouillée, et les gardiens n'autorisent plus quiconque à stationner devant le portail pour la prise ou la livraison de commandes à travers la grille. En rejoignant le groupe WeChat de l'épicerie de notre entrée, je me rends compte que cela risque de devenir le seul canal pour assurer ma subsistance, mais c'est le bazar, avec déjà plus de 400 personnes inscrites.

En lisant les échanges du groupe, je tombe sur le message d'un jeune de ma résidence qui demande de l'aide : "Qui pourrait me vendre un bol et des baguettes ? Je ne parviens pas à en acheter." Je lui laisse un message en lui fixant rendez-vous en bas de l'immeuble dix minutes plus tard pour lui donner quelques ustensiles. Il m'explique que sa famille habite dans les environs et que son bureau est de ce côté, mais que depuis qu'il a été embauché il n'a jamais eu à faire la cuisine lui-même. Il n'a donc rien du tout chez lui, à part une casserole. Pour me remercier, il m'offre un paquet de saucisses de poulet sous vide, un petit sac de Snickers et une brique de lait.

Le lendemain, la situation empire encore. Dans le groupe, deux jeunes gens se plaignent d'avoir la bouche tout abîmée à force de manger des nouilles instantanées depuis une semaine. D'autres avouent être "à court de munitions". Moi-même, je commence à surveiller mes réserves. Après avoir appris que ma voisine faisait des nouilles sautées tous les jours pour économiser sur les légumes, je décide de lui offrir quatre champignons shiitaké, deux tomates et une courgette, plus un petit fût de bière acheté avant le confinement. J'accroche le paquet à sa porte. Toute heureuse, elle me donne en retour quelques pommes sucrées et croquantes. J'ai de la chance !

D'après ce que l'on peut lire sur Internet, le troc entre voisins se multiplie : des nouilles instantanées contre des cigarettes, de l'ail contre des pommes de terre...

### 4. La débrouillardise

Entre le 28 et le 31 décembre, la plupart des habitants de Xi'an n'ont pu compter que sur eux-mêmes. Les livraisons étant suspendues depuis le 21 décembre, les gens ne peuvent plus rien acheter sur Internet. Et lors de la conférence de presse du gouvernement du 29 décembre, l'espace de commentaires ouvert en direct a été submergé de messages sur la difficulté de trouver à manger. Il a finalement été fermé.

J'échange avec d'autres internautes sur un groupe de bénévoles. Ils ont tous déjà participé à des opérations

d'aide après des catastrophes, et sont prêts, mais ils disent que cette fois-ci il est difficile de faire quelque chose. Le gouvernement a bouclé toutes les résidences, et c'est la croix et la bannière pour obtenir un permis de circuler. Les bénévoles ne peuvent donc pas sortir de chez eux pour aller servir en première ligne. Ils n'ont jamais vu cela.

Cependant, les habitants de complexes résidentiels comme le mien peuvent s'estimer heureux, car en général les familles ont des stocks de nourriture. Les plus à plaindre sont les occupants des vieux immeubles, des "villages en ville", ou encore ceux qui logent sur les chantiers, tous ceux dont personne ne s'occupe. Les jeunes qui passent leur temps au bureau font également partie de ceux qui ont le plus de mal à se nourrir pendant le confinement. Ils n'ont pas l'habitude de se faire à manger, ils n'ont rien, et certains logent même au bureau.

Le 30 décembre, dans la soirée, le thermomètre affiche des températures négatives. Dans un groupe WeChat, quelqu'un raconte qu'il vient de rentrer chez lui après avoir distribué 185 repas chauds à des sans-abri avec son organisation de bénévoles. Lui dispose d'un passe qui lui permet de se déplacer sans encombre.

Pour avoir moi-même participé à ce genre d'activités avant le confinement, en distribuant des vêtements chauds aux SDF, je sais qu'en temps normal ils se réfugient surtout dans les banques, près des distributeurs de billets, pour échapper au froid et passer la nuit. Mais, avec le confinement, ils sont pourchassés et ne peuvent plus mendier dans la rue car il n'y a plus aucun passant. C'est un hiver extrêmement rude pour eux.

**LE CALME ET LE SILENCE APPARENTS DE LA VILLE NE PEUVENT DISSIMULER SON CHAOS.**

Le jour de l'an, j'ai l'occasion d'échanger à ce propos avec madame Zhang, qui œuvre dans des associations d'intérêt général depuis plus dix ans. Selon elle, depuis le début du confinement, l'aide entre voisins a pris une dimension très importante, car certaines personnes n'ont plus de quoi manger ou ont des besoins particuliers, comme les personnes âgées vivant seules ou les familles avec enfants. Sans les associations de quartier, les gens se sentiraient aussi isolés que sur une île déserte, mais les autorités se refusent encore souvent à le reconnaître.

### 5. Nos recommandations

Le 31 décembre au matin, je parviens enfin à acheter ma première cagette de légumes depuis le début de la flambée épidémique. Dans le groupe WeChat de notre résidence, je vois la publicité d'un vendeur dont les prix sont corrects. Je me dépêche de passer commande et suis livrée dès le lendemain, les légumes sont très frais.

À ce propos, j'ai pu lire sur Internet des petites nouvelles assez étonnantes : certaines résidences auraient bénéficié de la livraison gratuite de denrées, mais après vérification auprès d'autres internautes, il s'agirait de

→ En plein confinement, dans un Xi'an déserté, un éboueur continue son travail, le 28 décembre 2021.

↘ Dans une résidence de la ville, devant un stand temporaire d'approvisionnement, le 6 janvier 2022.

Photos Stringer/AFP

logements liés à l'administration. Par ailleurs, des habitants du nouveau quartier résidentiel de Qujiang ont commencé à recevoir des "légumes du cœur" [subventionnés]. Mais cela ne viendra pas jusqu'à nous, je le sens bien, pour une raison toute simple : c'est l'ensemble du marché et de la logistique d'une agglomération de 13 millions d'habitants qui est à l'arrêt. Les fonctionnaires de quartier ou les bénévoles peuvent-ils tout assumer ?

Clairement, le problème est fabriqué par l'homme. Xi'an ne manque pas de denrées, mais l'on est incapable de les acheminer jusqu'à ceux qui en ont le plus besoin. "Nous disposons de réseaux de distribution très puissants, comme Tmall ou JD.com. Pourquoi le gouvernement ne les utilise-t-il pas ? Il se croit suffisamment intelligent pour s'occuper de la livraison lui-même ?" écrit un internaute du nom de Shou Ye.

La lecture des messages sur WeChat m'apporte chaque jour son lot de mauvaises nouvelles : une femme à la grossesse à risque n'a pas pu se rendre à l'hôpital [enceinte de huit mois, elle a attendu pendant plusieurs heures d'être admise, car la validité de son test Covid-19 était dépassée, et a perdu le bébé]. Un patient greffé du rein ne trouve pas à acheter les médicaments dont il a absolument besoin, des paysans travaillant comme ouvriers du bâtiment n'ont plus rien à manger avec la fermeture des chantiers de construction, des élèves venus passer des examens d'entrée traînent dans les rues le ventre vide, etc. Les conséquences néfastes du confinement pourraient mener à des catastrophes humanitaires.

Le 31 décembre, je décide de publier quelques "recommandations d'une simple habitante de la ville pour résoudre les difficultés d'approvisionnement alimentaire". J'y conseille, entre autres, de rétablir absolument l'organisation du marché, à commencer par le système logistique en permettant aux vendeurs d'avoir accès aux complexes résidentiels pour approvisionner les occupants, notamment en médicaments vitaux, et en encourageant l'aide d'intervenants du monde associatif, ainsi que l'entraide.

Pour finir, je décide de ne pas signer mon message, pour ne pas être "étiquetée", souhaitant juste faire entendre la voix des citoyens. Mais n'est-ce pas aussi parce que j'éprouve au fond une certaine crainte ? Une plateforme dont je consulte souvent les articles n'a-t-elle pas commencé à supprimer tous les contenus "négatifs" relatifs à l'épidémie à Xi'an ?





## 6. "Xi'an ne peut que sortir victorieux"

Voici arrivé le premier jour de l'année 2022. Les rues sont toujours aussi désertes.

Je prends mon téléphone, pensant décrire un peu mon état d'esprit en ce jour de nouvel an. Mais je suis d'abord attirée par une vidéo filmée dans un quartier non loin de chez moi : on y voit un type, qui rentrait chez lui après être allé acheter des petits pains à la vapeur [*mantou*], se faire passer à tabac par un groupe d'agents chargés de la lutte contre l'épidémie, juste à l'entrée de sa résidence.

À la vue des petits pains blancs éparpillés par terre, j'ai l'impression d'entendre mon cœur se briser. Comment ces gens peuvent-ils porter la main sur l'un de leurs congénères, parti acheter un peu de nourriture sous ce vent glacial ? Le fait de disposer d'un pouvoir, aussi petit soit-il, suffirait-il donc à métamorphoser les individus ?

Le calme et le silence apparents de la ville ne peuvent dissimuler son chaos. Depuis le 27 décembre, il ne se passe quasiment pas de jour sans catastrophe individuelle. Au début, c'était la nourriture, puis ce sont surtout les appels à l'aide pour trouver des médicaments ou consulter un médecin qui se sont multipliés. Le journal pour lequel j'ai travaillé a d'ailleurs créé une rubrique "aide des journalistes", proposant d'acheter et de livrer des médicaments aux habitants dans le besoin [grâce à leur permis de circuler]. Chaque jour, ils reçoivent des milliers de demandes d'aide.

C'est la nouvelle année, et sur toutes les portes de ma résidence ont été apposées des annonces d'éviction en papier. Comme il y a deux cas confirmés dans un autre

bâtiment, il paraît qu'en vertu de la politique "vie en société zéro Covid", au moindre nouveau cas, tous les résidents de notre résidence seront emmenés dans un lieu de quarantaine [nouveau stade de la politique "zéro Covid", voir encadré ci-contre].

Je peux pratiquement ressentir le frisson de peur qui parcourt les membres du groupe WeChat de notre immeuble. La résidence de Mijiaqiao, dont les occupants ont été emmenés en pleine nuit, le 31 décembre, dans un centre d'isolement, se trouve tout près de chez moi. Et j'ai vu que les habitants de la résidence Mingde Bayingli, qui ont été placés en quarantaine dans des logements sociaux, lancent déjà des appels de détresse. Au moins, nous, nous sommes encore bien au chaud chez nous ! Désormais, les mises en garde des gérants de la résidence sont inutiles : on s'encourage les uns les autres à cesser tout achat, à ne plus descendre en bas de l'immeuble et à bien respecter les consignes sanitaires, sous peine de devoir quitter nos logements pour un centre de quarantaine...

Le 3 janvier, une nouvelle journée vient de s'écouler. Dans notre groupe, quelqu'un écrit : "Nous avons encore tenu un jour !" C'est ainsi que notre vie se passe sous cette "belle ère de prospérité" !

En milieu de journée, je lis sur la plateforme Red le message d'une jeune fille dont le père a été victime d'une crise cardiaque. Elle raconte qu'après avoir bien bataillé, ils ont réussi à obtenir la permission de sortir de la résidence pour se rendre à l'hôpital, mais qu'il leur a fallu attendre plusieurs heures avant qu'il soit admis car son père venait d'une résidence "à risque (Covid) moyen". Il allait enfin être opéré, mais il n'a finalement pas pu être sauvé... Le soir, j'essaie de la contacter, mais son message a disparu.

Ce 3 janvier, un nouveau crépuscule tombe sur ce dixième jour de confinement de la ville. Je lis le post de quelqu'un que j'ai bien connu. Tout un paragraphe pour, en gros, applaudir la "politique de la vie en société zéro Covid". Le message se termine ainsi : "Xi'an ne peut que sortir victorieux ! On ne peut pas faire machine arrière !"

J'en suis médusée ! Sans ajouter de commentaires, je lui envoie une capture d'écran du message de la jeune fille racontant comment elle a perdu tragiquement son père. Je ne résiste pas à l'envie d'ajouter ces quelques mots. "Xi'an ne peut que sortir victorieux ! Voilà une belle formule, mais c'est aussi une phrase toute faite, vide de sens. Dans le même ordre d'idées, on pourrait ajouter : 'Nous n'épargnerons rien, quoi qu'il nous en coûte ! Très bien, mais ramenons cela au niveau du citoyen ordinaire, et examinons cette phrase : le 'nous' est-il ici le sujet, ou bien ce 'coût' que nous sommes forcés d'assumer ? Si après coup l'on ne revient pas sur ces événements pour en tirer les cruelles leçons, trop occupés que l'on sera à décerner des prix de bonne conduite et à chanter les louanges des uns ou des autres, alors toutes ces souffrances auront été endurées pour rien.'"

Je n'ai pas l'intention de revoir cet homme. Mais je veux qu'il sache que, dans cette ville, peu m'importe le récit grandiose qui sera fait en fin de compte de ces moments d'épreuve, seules comptent pour moi ce soir cette fille qui a perdu son père, cette jeune mère qui a dû, en larmes, aller supplier un inconnu chargé du contrôle de l'épidémie de lui fournir des serviettes hygiéniques, ou encore toutes ces personnes humiliées, blessées ou oubliées, qui n'auraient pas dû subir toutes ces souffrances.

Je veux aussi lui dire qu'en ce monde personne ne vit seul, isolé sur son île, chaque mort est la mort de tous. Ce n'est pas la vie que le virus a emportée de cette ville, mais autre chose, c'est bien possible.

— Jiang Xue

Publié le 3 janvier

## Contexte

### ALERTE DANS LE SHAANXI

Le 9 décembre 2021, alerte à Xi'an. Alors que les Jeux olympiques d'hiver de Pékin approchent (du 4 au 20 février 2022) et que la Chine redouble d'efforts pour maintenir sa stratégie de tolérance zéro face au Covid-19, un passager contaminé par le variant Delta est passé par l'aéroport de la métropole de 13 millions d'habitants, capitale du Shaanxi, dans le nord-ouest du pays. Les autorités ne parvenant pas à endiguer la propagation du virus, elles imposent, le 22 décembre, un confinement strict à la ville. La décision, prise sans préavis, provoque entre autres des problèmes d'approvisionnement en nourriture.

### "VIE EN SOCIÉTÉ ZÉRO COVID"

L'expression fait aussitôt le buzz sur les réseaux sociaux. Le 5 janvier, Xu Ming, adjoint au maire de Xi'an, déclare : "La vie en société de Xi'an est zéro Covid." Elle marque un durcissement de la politique du zéro Covid, alors qu'il se révèle impossible d'endiguer la propagation du virus. Jusqu'à présent, outre des campagnes de tests à grande échelle, la lutte contre l'épidémie reposait sur la mise en quarantaine, chez eux, d'individus ou de groupes d'individus à risque. Désormais, il s'agirait de mettre à l'écart de la société les cas positifs et tous leurs voisins, quel que soit leur nombre, en les isolant dans des bâtiments réservés à cet effet. La vie en société devient "zéro Covid" car elle se déroule sans ces personnes potentiellement contaminées.

### ET MAINTENANT ?

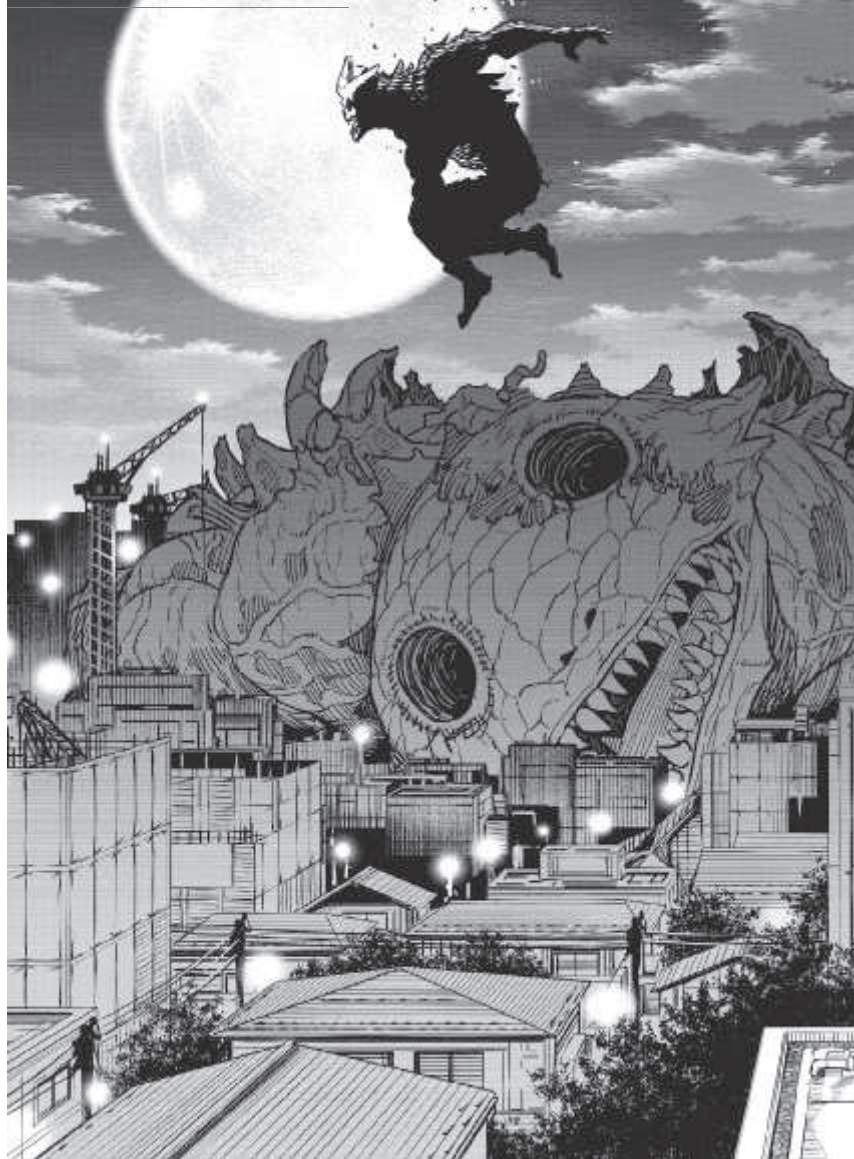
Au cours de la troisième semaine de janvier, certains quartiers de Xi'an ont été déconfinés et, le 19 janvier, les transports publics ont partiellement repris leur activité dans la ville. Ailleurs en Chine, les foyers de contagion se multiplient, et le variant Omicron, très contagieux, se répand de plus en plus. Les 15 millions d'habitants de la mégalopole de Tianjin (sud-est de Pékin), ont ainsi connu eux aussi plusieurs jours de confinement au cours du premier mois de l'année. Le temps semble loin quand, en septembre 2020, le régime chinois se vantait d'avoir remporté la bataille contre le virus.



DANS NOS ARCHIVES

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

"En direct de Wuhan. Coronavirus : chronique de la vie confinée." L'écrivaine chinoise Fang Fang, résidant à Wuhan, avait décrit en février 2020, sur le réseau social chinois Weibo, le quotidien de la vie en quarantaine. Retrouvez son témoignage exceptionnel sur notre site.



## L'avenir des mangakas se dessine sur Internet

Dans le monde des mangas, les maisons d'édition doivent faire face à une évolution des usages : les lecteurs, mais aussi les auteurs, se trouvent de plus en plus en ligne.

—Asahi Shimbun Tokyo

**M**algré le déclin des revues de manga imprimées, le marché de la bande dessinée a atteint l'an dernier le niveau le plus élevé de son histoire grâce à l'essor du livre électronique. La façon dont les éditeurs découvrent de nouveaux mangakas [auteurs de mangas] et les forment évolue également.

### MANGAS

En 2014, [la grande maison d'édition] Shueisha a lancé le site Internet et l'application Shonen Jump+, en vue de dénicher des talents de l'ère numérique et de créer des mangas qui surpassent ceux de son magazine phare, *Weekly Shonen Jump* [qui publie notamment le très célèbre *One Piece*]. La maison d'édition mise sur des productions originales comme les séries *Spy x Family*, *Kaiju n° 8* et *Dandadan*, qui cumulent plus de 1 million de vues par

↳ Une planche de *Kaiju n° 8*

© 2020 by Naoya Matsumoto / Shueisha Inc.

jour [les deux premières sont traduites en français respectivement chez Kurokawa et Kazé, la troisième n'est pas publiée en France]. "Au début, nous avions du mal à recruter des dessinateurs, mais aujourd'hui ils sont nombreux à vouloir publier leur travail sur Jump+", indique le rédacteur en chef, Shuhei Hosono.

Non limité par les dimensions du papier, le support numérique permet la publication d'œuvres variées, y compris celles comptant un grand nombre de pages. Shonen Jump+ publie chaque année plus de 200 histoires uniques [one shot], qui deviennent souvent des sujets de conversation sur les réseaux sociaux. *Look Back*, un one shot de 143 pages de Tatsuki Fujimoto, connu pour *Chainsaw Man*, dont la première partie a été publiée en feuilleton dans *Weekly Shonen Jump*, a défrayé la chronique en récoltant 2,5 millions de vues en un seul jour lors de sa publication en juillet 2021.

### Des auteurs se font un nom en diffusant leur travail sur les réseaux sociaux, ou sous forme de livres électroniques.

Pour trouver de nouveaux talents, le site Internet de proposition de mangas Jump Rookie! est devenu incontournable. Chaque mois, quelque 3000 œuvres y sont envoyées par un millier d'auteurs. Parmi elles, 70 ont été sélectionnées pour être publiées sous forme de séries dans Shonen Jump+ et plus de 300 sous forme d'histoires uniques dans *Weekly Shonen Jump* et à travers d'autres supports de diffusion.

Les revenus publicitaires générés par les vues sur Internet sont répartis de manière particulière. Ils sont entièrement reversés à l'auteur sur Jump Rookie! et à hauteur de 50 % dans le cas d'une publication en feuilleton sur Shonen Jump+. "Nous avons toujours respecté les artistes, mais les temps ont changé, explique M. Hosono. À l'ère des réseaux sociaux, si vous ne traitez pas correctement les nouveaux talents, ils le feront savoir à leurs pairs. Dans ce milieu de plus en plus compétitif, ce n'est pas nous qui les choisissons, mais eux qui nous choisissent. Il est donc normal de leur offrir de bonnes conditions."

Des centres régionaux sont par ailleurs en train d'émerger. L'automne dernier, Coamix, éditeur de la revue de manga *Monthly Comic Zenon*, a fondé à Takamori, dans la préfecture de Kumamoto [sur l'île de Kyushu, dans le sud de l'archipel], l'Artist Village Aso 096-ku (prononcez "okourokou"), un lieu où les mangakas en herbe peuvent vivre et étudier ensemble. Un atelier de création et une bibliothèque de livres de référence sont à leur disposition et ils peuvent demander conseil à distance auprès de la rédaction de Tokyo.

Deux dessinateurs y sont actuellement formés. "Les artistes qui prennent leurs repas ensemble et partagent leurs rêves font preuve d'un formidable enthousiasme", indique Shuichi Mochida, directeur de Kumamoto Coamix, lorsqu'on l'interroge sur ce qui a motivé le projet. Il met aussi en avant la coopération avec la région et les coûts moins élevés en dehors de la métropole : "Pour le coût de formation d'une personne à Tokyo, nous pouvons en former trois à Kumamoto." La société lorgne également les marchés étrangers. Une fois la situation épidémique apaisée, elle compte notamment attirer des aspirants dessinateurs d'Asie du Sud-Est.

En collaboration avec Coamix, une section manga doit par ailleurs être créée au lycée préfectoral de Takamori. Les administrateurs de la société, Tetsuo Hara et Tsukasa Hojo, à qui l'on doit respectivement *Ken le survivant* et *City Hunter* [tous deux traduits en France chez J'ai lu], y enseigneront le dessin et les moyens d'expression. "L'industrie du manga tient davantage de l'agriculture que de la chasse", illustre M. Mochida lorsqu'il évoque les efforts déployés à Kumamoto. Il ajoute : "Nous n'hésitons pas à investir dans la formation d'auteurs à partir de zéro. Nous souhaitons montrer la voie et impliquer d'autres maisons d'édition pour en faire une force majeure."

"À l'époque où les magazines papier prédominaient, l'éditeur avait nettement l'ascendant sur l'artiste. Aujourd'hui, le rapport de force s'est inversé", constate Ichiro Horie, professeur au département manga de l'université d'art de Bunsei, qui a travaillé comme rédacteur en chef de revues éditées par Shogakukan comme *Weekly Shonen Sunday* et *Big Comic*.

Si par le passé les dessinateurs devaient se faire publier par une maison d'édition ou remporter un concours organisé par un magazine pour faire carrière, l'émergence de nouveaux médias sur Internet leur a offert un éventail de nouvelles possibilités. De nos jours, certains se font un nom en diffusant leur travail sur les réseaux sociaux, d'autres gagnent leur vie en publiant leurs œuvres dans des fanzines ou sous la forme de livres électroniques.

On considère néanmoins que les mangakas ont toujours un intérêt certain à travailler avec les éditeurs, qui ont acquis leur savoir-faire à l'ère du papier. "Si *Demon Slayer* a connu un tel succès [d'abord sur papier, traduit entre autres en France chez Panini Manga, puis au cinéma], c'est non seulement grâce à la force de l'œuvre, mais aussi grâce à la capacité de la maison d'édition à la promouvoir à grande échelle, souligne le professeur Horie. Pour progresser, le mangaka a aussi besoin du regard d'un éditeur, qui peut juger son travail avec le recul nécessaire."

—Kenro Kuroda

Publié le 12 décembre 2021



# plein écran.



## Jouer avec les identités, c'est gagner

Parce qu'ils permettent de vivre des expériences plus librement que dans le monde réel, les univers vidéoludiques peuvent être source d'émancipation pour les personnes LGBTQI qui y jouent.

—The Washington Post  
Washington

Ce premier baiser saphique était un accident. En 1999, les développeurs des Sims proposent une démo de leur prototype de jeu sur un stand de l'Electronic Entertainment Expo (E3), la plus grande convention mondiale du jeu vidéo et de la tech. Dans *Les Sims*, les joueurs mènent une existence virtuelle à travers des avatars personnalisés qui rencontrent des amis, des amants et construisent leur

### JEUX VIDÉO

foyer. C'est Patrick Barrett, lui-même homosexuel, qui a entraîné l'intelligence artificielle (IA) chargée de déterminer les relations romantiques entre Sims.

Or Barrett ne savait pas que l'équipe avait décidé de limiter les options romantiques des Sims à des interactions hétérosexuelles. Quand les joueurs ont vu deux personnages féminins se marier dans la

démonstration du jeu à l'E3, la nouvelle s'est donc répandue comme une traînée de poudre parmi les 60 000 et quelques invités de la convention. Ce mariage lesbien entre Sims annonçait une libération sexuelle complètement impossible dans les autres jeux présentés à l'E3 – à une époque où ces unions n'étaient pas non plus légales aux États-Unis.

Aujourd'hui, de nombreux jeux, comme *Stardew Valley* [un jeu de rôle à la ferme] ou *LongStory* [un roman visuel interactif], permettent aux joueurs d'avoir des relations queers ou utilisent des pronoms non binaires. Les jeux de rôle et de simulation ne cessent d'augmenter la diversité de leurs avatars et des possibles relations entre personnages. Ces jeux ont aidé de nombreuses personnes LGBTQI à se sentir vues et reconnues pour la première fois.

Steven Arnold est un adepte de *Dragon Raja* et de *Black Desert* [deux RPG

multijoueurs], mais pas seulement pour leurs principes de jeu. Ces deux titres fonctionnent avec des avatars qui permettent à Arnold de changer régulièrement de coupe de cheveux ou de vêtement, quel que soit le genre de son personnage. *“Aujourd'hui, j'ai testé à peu près toutes les couleurs de cheveux imaginables et jonglé avec une multitude de styles vestimentaires, mais ça m'a pris du temps pour en arriver là, explique Arnold. Et le simple fait de pouvoir jouer avec l'apparence d'un avatar (même si je ne le vois que de dos pendant le jeu) a vraiment été une façon de m'affirmer.”* *“Choisir du maquillage ou des couleurs de cheveux improbables pour mon avatar m'a permis de mieux affirmer mon propre genre. Même si je n'étais pas encore prêt à faire tout ça dans le monde réel, poursuit Arnold. Ça m'a offert un exutoire où je me sentais vraiment fort et aux commandes de ma propre histoire.”*

En leur permettant d'exprimer leur personnalité, les jeux vidéo peuvent aider les personnes LGBTQI à avoir davantage confiance en elles dans leur quotidien. Ce phénomène s'explique en bonne partie par “l'effet Protée”. Ainsi nommé en référence à la divinité grecque Protée, doté du don de métamorphose, cet effet désigne le comportement d'utilisateurs d'environnements virtuels (jeu vidéo, forums, etc.) qui se mettent à adopter des caractéristiques de leurs avatars numériques. De la même manière que le personnage mythologique pouvait changer de forme et d'apparence, ces joueurs peuvent changer de vies, de visages et d'identités.

**Davantage d'assurance.** En 2007, le département de communication de l'université Stanford [en Californie] commence à étudier l'effet Protée chez les joueurs. Les chercheurs Nick Yee et Jeremy Bailenson conçoivent deux expériences. Les sujets devaient d'abord classer plusieurs avatars en fonction de leur degré d'attraction physique. Puis, chaque sujet se voyait attribuer un avatar capable d'interagir avec les autres dans un environnement virtuel.

Les joueurs s'étant vu attribuer les avatars jugés les plus séduisants manifestaient plus d'assurance que les autres : ils se tenaient plus près des autres avatars dans l'environnement virtuel, révélaient plus d'informations personnelles sur eux-mêmes et engageaient davantage de conversations.

Pour leur seconde expérience, Yee et Bailenson se sont demandé si un joueur pouvait changer de comportement en fonction de l'apparence de son avatar. Cette fois-ci, les sujets devaient participer à une négociation dans un environnement virtuel. Les joueurs dont les avatars étaient plus grands avaient tendance à demander plus d'argent tandis que ceux qui contrôlaient des avatars plus petits tendaient à réclamer moins d'argent dans ces négociations. Cette étude portait sur l'apparence physique des avatars, mais les chercheurs ont poursuivi leurs travaux, étudiant comment des caractéristiques plus abstraites, comme l'identité de genre, la sexualité et l'attitude d'un avatar, pouvaient influencer

**“Le simple fait de pouvoir jouer avec l'apparence d'un avatar a vraiment été une façon de m'affirmer.”**

Steven Arnold,  
JOUEUR

le comportement des individus dans le jeu, et parfois dans la vie réelle.

*“Alors que dans la vraie vie, les métamorphoses physiques coûtent cher (la chirurgie esthétique, par exemple), ou sont compliquées à réaliser (comme une opération de réattribution sexuelle), dans un environnement virtuel, il n'y a rien de plus simple que de changer son apparence : les utilisateurs peuvent choisir et personnaliser leurs avatars, c'est-à-dire les représentations numériques d'eux-mêmes”,* soulignent Yee et Bailenson dans leur étude. *“La façon dont nous nous représentons influence ensuite la façon dont nous nous comportons. Nos avatars modifient nos comportements.”*

↙ Images extraites du jeu *Sims 4*. Photo EA Games



Tout cela a des conséquences évidentes pour les joueurs appartenant à des groupes marginalisés. À l'abri derrière leur écran d'ordinateur ou de portable, ces joueurs peuvent se métamorphoser et vivre par procuration grâce à des avatars incarnant physiquement leur représentation idéale d'eux-mêmes : androgyne, femme, homme et même des personnages non binaires comme dans le titre indé *2064 : Read Only Memories* [un jeu d'aventure].

**Modèles.** L'effet Protée agit comme une sorte de prophétie psychologique auto-réalisatrice. De nombreuses personnes LGBTQI ont envie d'explorer différentes expressions de genre. Il n'est toutefois pas toujours facile de porter du maquillage ou une coupe de cheveux différente en public. Selon l'étude américaine de 2015 Transgender Survey, 46 % des personnes trans et non binaires sont victimes de harcèlement en public en raison de leur expression de genre. Et en 2018, un rapport de la Human Rights Campaign Foundation révélait que près de 46 % des personnes LGBTQI dissimulaient leur identité sexuelle sur leur lieu de travail.

Les personnes queers peuvent se sentir mieux dans leur identité lorsqu'elles ont des modèles LGBTQI qu'elles peuvent elles-mêmes créer dans des jeux vidéo. L'effet Protée peut les aider à avoir davantage confiance en elles après avoir vu leur moi idéal incarné par un personnage dans un jeu de rôle ou de simulation – même si elles craignent le harcèlement ou la discrimination en public.

Kaehla Michele Bryant a elle-même pu observer l'effet Protée dans sa vie quand elle a pu avoir des relations LGBTQI dans des jeux vidéo. Enfant, elle a compris qu'elle était queer en jouant aux *Sims*. Dans ce jeu, elle pouvait faire ce qu'elle n'aurait jamais cru possible : avoir une petite amie. "Ça m'a permis de comprendre que je n'étais pas du tout hétérosexuelle", explique Bryant. "Le jeu m'a permis d'explorer mon attirance pour les filles sans avoir à faire mon coming out."

Pour Bryant, son personnage dans *Les Sims* était un modèle queer. Et jouer avec ce personnage l'a aidée à mieux assumer son identité dans la vie réelle.

Aujourd'hui encore, de nombreux joueurs queers peinent à trouver des personnages authentiques auxquels s'identifier dans des jeux vidéo. Dans *Assassin's Creed Syndicate*, les joueurs ont rapidement compris que le protagoniste, Jacob Frye, n'était pas intéressé par les femmes. Les producteurs du jeu ont par la suite confirmé que Frye était un personnage bisexuel, mais cette conclusion ne s'imposait qu'après avoir collecté des indices épars au fil du jeu.

### Enfant, Kaehla Michele Bryant a compris qu'elle était queer en jouant aux *Sims*.

Pour tirer des bénéfices de l'effet Protée, les joueurs LGBTQI doivent pouvoir s'identifier avec des personnages et des relations queers. C'est en jouant aux *Sims* que Bryant a pu s'identifier à son personnage LGBTQI. Et que l'idée d'avoir une relation homosexuelle dans la vraie vie a fait son chemin dans son esprit.

*Gone Home* est un autre exemple de jeu racontant l'histoire d'un coming out aussi inattendu pour les joueurs hétérosexuels que queers, explique Andrea Medina, étudiante en doctorat s'intéressant au concept d'identité dans les jeux vidéo. Le jeu [à la première personne] commence alors que l'héroïne revient chez elle après avoir passé un an à l'étranger et qu'elle trouve la maison familiale vide. Les joueurs doivent fouiller la maison et trouver des notes pour comprendre petit à petit que Sam, la sœur de l'héroïne, est lesbienne. Certains joueurs peuvent penser que Sam s'est suicidée. Une lettre d'adieu ainsi qu'une baignoire maculée de rouge laissent deviner une possible tragédie – comme celle qu'envisagent des millions de personnes LGBTQI exprimant des idées suicidaires.

En réalité, la fin du jeu est plus positive et réconfortante. La baignoire rouge a été teintée par une coloration pour cheveux, et non du sang. Le mode de narration "permet de transformer une histoire que l'on pressent funeste en quelque chose d'à la fois beau et profond. Les joueurs découvrent comment la sœur est tombée amoureuse et a quitté la maison pour s'installer avec sa petite amie. À la fin, on comprend qu'elle a suivi le mouvement de son cœur, en dépit de la désapprobation de sa famille. C'est comme si on découvrait un secret, que quelqu'un de proche vous faisait confiance et que vous acceptiez cette personne pour ce qu'elle est réellement", résume Medina. Pour des joueurs queers qui ne se sont peut-être jamais sentis acceptés dans leur identité, c'est le genre d'histoire qui donne de l'espoir.

Quand le monde réel prive les personnes LGBTQI de la possibilité d'exprimer leur genre et leur sexualité, les mondes virtuels peuvent se révéler de véritables sanctuaires. Les personnes qui peuvent ouvertement exprimer leur identité tendent à être moins déprimées et sont moins exposées au risque de suicide que celles qui vivent avec ce secret, indique une étude de 2013 publiée par *The Atlantic*. Et quand des joueurs LGBTQI ne peuvent pas s'exprimer dans leur vie quotidienne, les avatars inclusifs et les relations entre personnages du même sexe peuvent être des bouées de secours.

Ainsi que l'a montré ce premier baiser lesbien à l'E3 de 1999, les jeux vidéo peuvent constituer des mondes offrant la possibilité aux gens d'être eux-mêmes. Heureusement, les relations queers et la diversité de genre proposées dans les jeux vidéo ne sont pas le fait du hasard. Les mondes virtuels et inclusifs peuvent permettre aux joueurs LGBTQI de se sentir reconnus pour la première fois. Et pour tous ceux qui peuvent explorer et célébrer leur identité en toute sécurité dans ces mondes virtuels, l'avenir semble plus radieux grâce aux jeux vidéo.

—Laken Brooks

Publié le 17 novembre 2021

### En kiosque



### NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Les attaques contre une prétendue "idéologie du genre" se sont multipliées ces dernières années à travers la planète. Pourquoi les débats autour du genre et de sa fluidité crispent-ils autant ? Comment les redéfinitions de la masculinité et de la féminité participent-elles au combat pour l'égalité sexuelle et sont au cœur des nouveaux féminismes ? Comment la lutte pour les droits LGBTQI à travers le monde s'organise-t-elle ? Qui sont ceux qui font exploser les codes du genre dans la culture ? Autant de questions qui ont guidé la réalisation de notre nouveau hors-série, que vous pourrez découvrir **chez votre marchand de journaux à partir du 31 janvier**. Il rassemble les meilleures analyses de la presse étrangère sur le sujet, et vous pourrez y retrouver l'article du *Washington Post* que nous vous proposons ci-contre.

# La porcelaine, le secret le mieux gardé de Chine

**À partir du xvi<sup>e</sup> siècle —  
Chine et Europe**

Depuis les premiers échanges commerciaux avec la Chine, la porcelaine a fasciné les monarques européens. Au point de devenir une véritable obsession.

— **Historia y Vida** (extraits) *Barcelone*

**I**l fut un temps où la formule pour fabriquer la porcelaine était un secret d'État que les monarchies du Vieux Continent cherchaient à découvrir. Seule la Chine connaissait la recette. Elle avait été mise au point avant le vii<sup>e</sup> siècle, date des premières pièces qui ont été conservées. Dès les origines, les pièces qui n'étaient pas destinées à la cour ou au marché intérieur alimentaient les territoires voisins de l'est et du sud-est asiatique. Une petite partie de la production pouvait être acheminée par la très ancienne route de la soie, et de là les marchands la faisaient parvenir aux cours de Turquie, de Perse ou d'Inde.

On sait que depuis la Rome d'Auguste l'Occident a accédé aux céramiques chinoises à travers la route de la soie. À partir du xiii<sup>e</sup> siècle, cet axe marchand était déjà devenu la "route de la porcelaine". Mais les premiers échanges commerciaux directs entre l'Occident et la Chine devront attendre le xvi<sup>e</sup> siècle et le commerce avec le Portugal. En 1513, les Portugais débarquent à Canton, ville côtière, et fondent à partir de cette date une société de navigation destinée au commerce avec l'Orient. Il s'agit de la première Compagnie des Indes, ayant son siège dans l'île de Macao. Cent ans plus tard, la Compagnie des Indes néerlandaises voit le jour, suivie de ses équivalents espagnol, anglais et américain, tous établis à Canton.

Dès que l'on apprit son existence, la porcelaine de Chine éblouit le reste du monde. Il n'existait rien de semblable : c'était un matériau imperméable, à la fois léger et dur, résistant à la chaleur et aux acides, propre à contenir des aliments. Avec les importations des compagnies des Indes, elle se diffuse dans toute l'Europe. Elle était adaptée pour n'importe quel type de vaisselle et de service de table, pour les accessoires de toilette, les nécessaires à barbe. Elle servait aussi en pharmacie et en médecine.

Pendant des siècles, de nombreux Occidentaux se rendirent en Chine afin de percer le secret de la porcelaine. En vain. Chaque nouveau voyageur ramenait une formule différente. Marco Polo, qui vécut aux xiii<sup>e</sup> et xiv<sup>e</sup> siècles, assurait que la porcelaine s'obtenait d'une argile qu'on amassait en énormes monticules qu'il fallait exposer au vent, à la pluie et au soleil pendant trente ans. L'obtention de la précieuse formule devint une priorité pour de nombreuses monarchies. Car les possibilités commerciales de la porcelaine étaient infinies, sans compter que des fortunes colossales étaient englouties dans son importation.

Les monarques chinois ne s'y sont pas trompés. Kangxi, empereur de la dynastie Qing entre 1661 et 1722, a compris tout le parti qu'il pouvait tirer de l'accroissement de la production de porcelaine. Il a fait du développement du secteur de la porcelaine l'une des priorités de son règne. Il a d'abord fait reconstruire la ville porcelainière de Jingdezhen et a institué

✎ **Gourde de pèlerin produite dans les fours de Jingdezhen au xv<sup>e</sup> siècle, sous la dynastie Ming. Paris, musée Guimet.**

*Photo Archives CD/St-Genès/Akg Images*

des directeurs. Pour la plupart eunuques (fonctionnaires du palais), ils étaient chargés de définir les stratégies de production et de distribution des marchandises. Si jusqu'alors les plus belles pièces étaient réservées au souverain, la production était réorganisée : certains fours servaient à satisfaire les besoins de la cour (avec ce qu'on appelle la porcelaine impériale), tandis que les autres permettaient de produire des pièces destinées à la consommation intérieure et à l'exportation. Il s'agissait d'une véritable industrie. Plus de 1 million d'habitants vivaient et travaillaient dans la ville de Jingdezhen. Ils se consacraient tous, de près ou de loin, à la manufacture de la porcelaine. Environ 3500 fours étaient allumés 24 heures sur 24. Chaque famille s'acquittait d'une tâche spécifique.

Le travail était divisé en spécialités. Il y avait des ouvriers chargés des pâtes, d'autres des couleurs, de la cuisson, de la décoration, du marquage des sceaux, de l'emballage, ou encore du transport. Cette spécialisation permettait de préserver le secret de la formule, celle-ci n'étant connue que d'un petit nombre. Une fois les pièces terminées, certaines étaient envoyées sur le Yangzi Jiang vers le palais impérial, ou vers le nord de la Chine, d'autres étant transportées vers le Sud, à Canton, d'où partaient les galions des compagnies des Indes.

**Pièces de collection.** L'engouement pour la porcelaine était tel parmi les aristocrates européens que non seulement ils se mirent à en acquérir pour leur usage, mais aussi pour en faire collection. En Espagne, Charles Quint commande un service en porcelaine de Chine bleu et blanc, et son fils Philippe II en réunira jusqu'à 3000 pièces. Mais c'est Auguste II le Fort, prince-électeur de Saxe, qui fut le collectionneur le plus compulsif de son temps : il réussit à rassembler le plus grand nombre de pièces, entre 40000 et 50000.

Doter les cours d'Europe de leur propre porcelaine pour éviter les dépenses excessives liées à son importation va même virer à l'obsession pour nombre de monarques. Certains fonderont des manufactures consacrées à la recherche sur la porcelaine et à sa fabrication : l'Espagne, avec la Fabrique royale de porcelaine du palais du Buen Retiro [Madrid]; l'Italie, avec la manufacture de Capodimonte [Naples]; l'Autriche, avec la manufacture du palais Augarten [Vienne]... Malgré ces tentatives, les pièces produites sont alors généralement de moindre qualité que leurs équivalents chinois, et leurs prix plus élevés que ceux de la porcelaine importée de Chine.

L'alchimiste allemand Johann Friedrich Böttger sera le premier en Europe à obtenir une porcelaine à pâte dure rivalisant avec la qualité chinoise. Il y parvient, à force d'essais, un peu au hasard, après douze longues années de captivité dans divers châteaux de Saxe, où il est retenu prisonnier par Auguste Le Fort lui-même. En 1712, Böttger trouve la recette. Dès lors, la formule de la porcelaine cesse d'être un secret d'État, pour être transmise à d'autres cours européennes.

— **Olga Martínez**  
Publié le 3 janvier



# NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier  
international**

**Hors-série** Février-mars 2022  
8,50 €



**IL, ELLE, IEL...**

## **LES RÉVOLUTIONS DU GENRE**

*De #MeToo aux nouvelles masculinités, des droits des LGBTIQ à leur visibilité dans la culture, les débats sur le genre et la fluidité passionnent la presse mondiale.*

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX LE LUNDI 31 JANVIER

 **Courrier  
international**

**iv**

# RECHARGE LIFE\*

# NOUVEAU ŠKODA ENYAQ iV

## LE SUV 100% ÉLECTRIQUE

**ŠKODA**

À PARTIR DE  
**299€** / MOIS<sup>(1)</sup>

LLD SUR 37 MOIS  
AVEC APPORT

**Bonus écologique et remise ŠKODA déduits**

Offre valable du 03/01/2022 au 31/03/2022.

**Modèle présenté : ENYAQ iV Version 60, avec options, 1<sup>er</sup> loyer de 9 500€ ramené à 3 500€ après déduction du bonus écologique de 6 000€ et 36 loyers de 375€, remise ŠKODA de 3 300€ déduite.**

(1) Ex pour ENYAQ iV Version 60 180 ch en Location Longue Durée sur 37 mois / 30 000 km max, 1<sup>er</sup> loyer de 9 500€ ramené à 3 500€ après déduction du bonus écologique de 6 000€ et 36 loyers de 299€, hors assurances facultatives, remise ŠKODA de 3 300€ déduite. Offre réservée aux particuliers, chez tous les Distributeurs présentant ce financement sous réserve d'acceptation du dossier par VOLKSWAGEN BANK GMBH - SARL de droit allemand - Capital social : 318 279 200 € - Siège social : Braunschweig (Allemagne) - RC/HRB Braunschweig : 1819 - Intermédiaire d'assurance européen : D-HNQM-UQ9MO-22 (www.orias.fr) - Succursale France : Bâtiment Ellipse, 15 avenue de la Demi-Lune - 95700 Roissy-en-France - RCS Pontoise : 451 618 904 - Administration et adresse postale : 11, avenue de Boursonne - B.P. 61 - 02601 Villers-Cotterêts Cedex. Sous réserve de bénéficier du bonus écologique (conditions sur economie.gouv.fr). **Modèle de borne différent pour le marché français.**

**Gamme ENYAQ iV : consommation en cycle mixte (kWh/km) min - max : WLTP : 14,6 - 21,6. Rejets de CO2 (g/km) : WLTP : 0 (en phase de roulage). Jusqu'à 534 kilomètres d'autonomie (norme WLTP), selon version et équipements.**

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO2, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée.

Volkswagen Group France - S.A. - Capital : 198 502 510€ - 11, av. de Boursonne - 02600 Villers-Cotterêts - R.C.S. Soissons 832 277 370.

\*Recharge Life = Rechargez votre vie



STOCK DISPONIBLE  
SUR ŠKODA.FR



AUTONOMIE (WLTP) :  
534 KM